

*Rapport financier*

**ANNUEL**

+

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018

# Nos + RÉALISATIONS



Bureau Palais de l'Elysée, Paris (France)



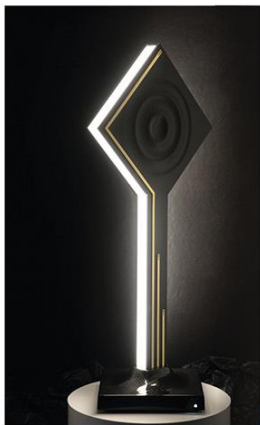
Le Louvre Abu Dhabi (E.A.U.)



RIVOLI Alto - Lampe sur pied - Technologie Cronos intégrée



Intrion, Huizingen (Belgique)

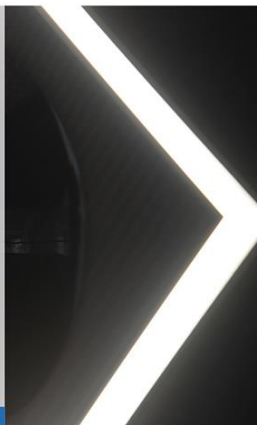


Sur cette création de la maison "Rêve de Louis" exposée place Vendôme, Lucibel a réalisé la mise en lumière de l'oeuvre d'art.

La qualité de la lumière se devait d'être à la hauteur des matières et bijoux utilisés, comme le corps en carbone verni, l'habillage d'or massif 18 carats ou encore le diamant rétro-éclairé de 1/2 carat.

Il en existera seulement 9 exemplaires au monde!

Kubya, la lampe bijoux la plus luxueuse au monde

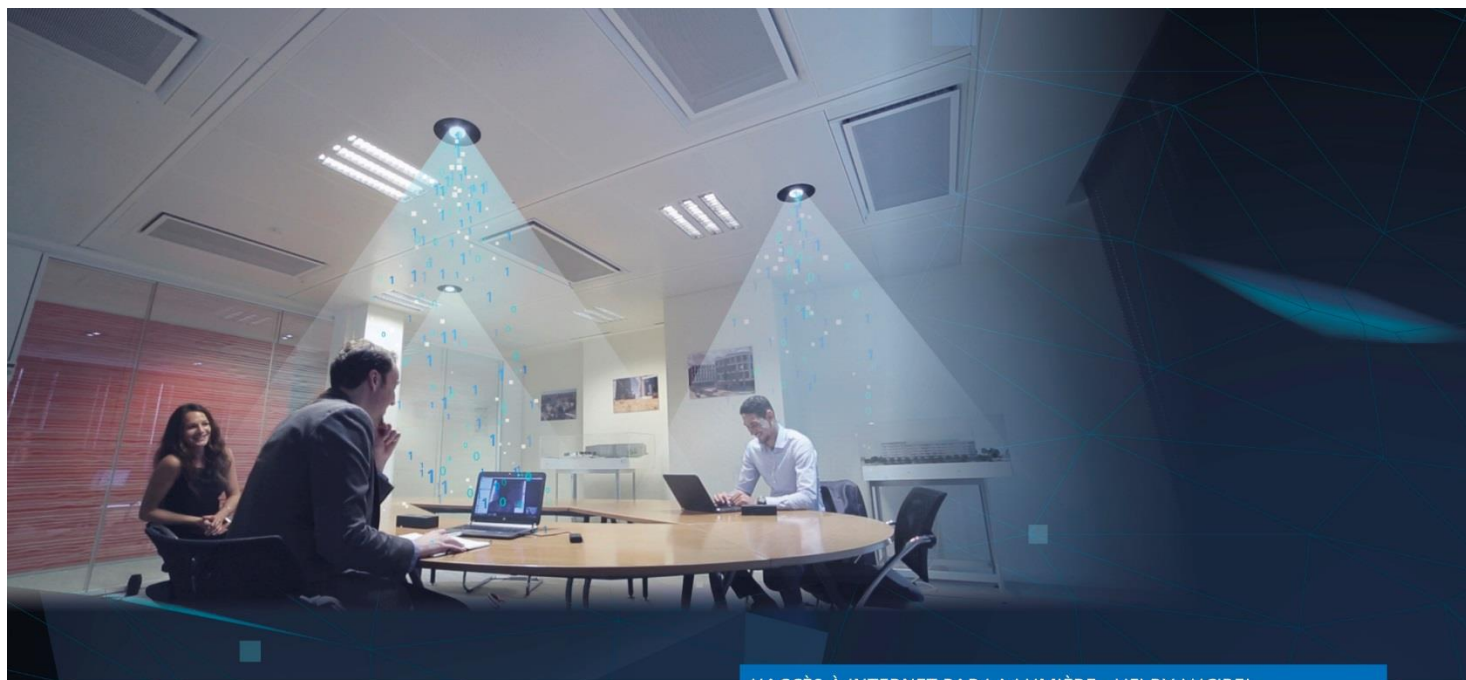


Kaporal, Roncq (France)



# SOMMAIRE

<b>1. Rapport de gestion .....</b>	<b>4</b>
1. Présentation du groupe .....	5
2. Analyse et faits marquants du groupe Lucibel sur l'exercice écoulé .....	7
3. Analyse des résultats et de la situation financière du groupe Lucibel .....	12
4. Analyse des résultats et de la situation financière de la société.....	16
5. Evolution récente et perspectives.....	19
6. Filiales et participations .....	20
7. Proposition d'affectation du résultat.....	21
8. Conventions règlementées .....	22
9. Actionnariat de la société.....	22
10. Rapport sur le gouvernement d'entreprise.....	24
11. Autres informations.....	31
 <b>2. Comptes consolidés 2018 .....</b>	 <b>36</b>
 <b>3. Comptes annuels 2018 .....</b>	 <b>75</b>
 <b>4. Rapports des commissaires aux comptes.....</b>	 <b>108</b>
1. Rapport sur les comptes consolidés .....	109
2. Rapport sur les comptes annuels .....	114
3. Rapport spécial sur les comptes annuels .....	119



L'ACCÈS À INTERNET PAR LA LUMIÈRE - LIFI BY LUCIBEL



# RAPPORT DE GESTION

**LUCIBEL**  
**Société anonyme**  
**Au capital de 14.193.496 euros**  
**Siège social : 101, allée des vergers - 76 360 BARENTIN**  
**507 422 913 RCS Rouen**  
**(la « Société »)**

---

**RAPPORT DE GESTION**  
**DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
**A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 25 JUIN 2019**  
**SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018**

---

Mesdames,  
Messieurs les actionnaires,

Le présent rapport de gestion a été arrêté par le Conseil d'Administration du 26 avril 2019.

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire (« l'Assemblée ») conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société à l'effet de vous rendre compte de sa gestion au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de cet exercice ainsi que les divers rapports prévus par la réglementation.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront par ailleurs lecture de leurs rapports.

## **1. PRESENTATION DU GROUPE**

Lucibel SA (« Lucibel » ou « la Société »), société mère du Groupe Lucibel, est une société anonyme française constituée en 2008 et ayant son siège social à Barentin (France).

Lucibel et ses filiales forment un Groupe dont la principale activité est la conception, fabrication et commercialisation de solutions d'éclairage innovantes fondées sur la technologie LED (*Light-Emitting Diod*, ou diode électroluminescente). Le Groupe Lucibel est positionné pour l'essentiel sur les segments du marché professionnel pour lesquels ses solutions LED apportent une valeur d'usage maximale, à savoir les commerces, les bureaux, l'industrie et les musées.

La gamme de produits de Lucibel a été développée pour couvrir l'ensemble des besoins d'éclairage des segments de marché ciblés, en laissant la possibilité de concevoir des solutions spécifiques à chaque client au travers du choix des produits mis en œuvre, des diverses options proposées ou des adaptations réalisées sur mesure.

Cette gamme se compose principalement de luminaires LED (dalles, downlights [spots encastrables], tubes, cadresurs, projecteurs...) mais comprend également des sources lumineuses LED (ampoules, spots, rubans...), des alimentations (drivers simples, dimmables, compatibles DALI...) et autres accessoires (contrôleurs, suspensions, options de finition et personnalisation...). Elle se caractérise par des spécificités techniques haut de gamme, de larges possibilités en termes de puissance, températures de couleur et angles d'éclairage. Depuis cette année la gamme proposée a été complétée de luminaires sur pied.

Lucibel fonde ses ambitions de développement sur trois piliers : la croissance organique de ses marchés grâce à son approche « solution » segmentée, une diffusion de ses innovations qui ouvrent de nouveaux usages et de nouveaux marchés, et enfin une stratégie de consolidation d'un marché européen des luminaires très fragmenté, mise en œuvre depuis la création du Groupe en 2008.

Le marché mondial de l'éclairage est en transformation radicale du fait de l'émergence d'une technologie de rupture, le Solid-State Lighting (SSL), dont la forme la plus aboutie est la technologie LED. Forts de leurs atouts décisifs en matière d'éclairage, les produits et solutions LED s'imposent progressivement et devraient largement dominer le marché dans les prochaines années.

Plus généralement, l'adoption de la LED fait basculer le secteur de l'éclairage dans le monde de l'électronique et du numérique. Cette évolution majeure ouvre la voie à de nouvelles fonctionnalités et de

nouveaux usages de la lumière, créant autant de nouveaux marchés potentiels comme l'éclairage intelligent ou les applications pour la santé et le bien-être.

Lucibel s'est ainsi positionnée dès 2014 sur les applications de la LED dans le domaine cosmétique en lançant Line 5, une gamme de produits à destination du grand public utilisant les propriétés de la LED monochromatique pour traiter les affections de la peau (phénomène de photo-biomodulation).

Par ailleurs, Lucibel a lancé en avril 2014 sa première offre de géolocalisation indoor à destination des musées et galeries d'art, fondée sur la technologie VLC (Visual Light Communication) et permettant la transmission de données par la lumière. D'abord exploitée au sein de la co-entreprise SLMS (Schneider Lucibel Managed Services) fondée entre Lucibel et Schneider Electric, cette technologie est désormais intégralement portée par le Groupe qui a repris le personnel de cette structure depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Lucibel a également investi dès 2014 dans le développement de solutions LiFi (Light Fidelity), en partenariat avec le bureau d'études écossais pureLiFi, qui permettent d'accéder à Internet par la lumière. Cette solution permet une transmission de données parfaitement sécurisée et représente une alternative particulièrement intéressante dans les zones où le WiFi ne peut pas être déployé.

Depuis la mise sur le marché en septembre 2016 du premier luminaire LiFi industrialisé au monde, Lucibel a installé des pilotes (entre 3 et 15 luminaires en moyenne) auprès d'une centaine de clients qui couvrent plusieurs segments de marché : sièges sociaux d'entreprise, crèches, hôpitaux, environnement industriel.

Lucibel s'est également associée à des médecins et des chronobiologistes pour concevoir et développer un luminaire circadien, qui reproduit le cycle de la lumière naturelle et favorise ainsi la synchronisation de l'horloge biologique, ce qui contribue au bien-être de ses utilisateurs. Le 1<sup>er</sup> luminaire de la gamme Cronos a été mis sur le marché en novembre 2017 et fait l'objet d'une étude clinique qui confirme les bienfaits de cette solution.

Enfin, avec le lancement de la gamme Rivoli et le rachat de la société Confidence en 2018, le Groupe se positionne sur le segment du luminaire-mobilier sur lequel il n'était pas présent et qui vient compléter l'offre à destination des environnements tertiaires.

Au 31 décembre 2018, le Groupe Lucibel compte 131 collaborateurs (dont 61 employés salariés en France par la Société Lucibel SA) et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 17,6 M€ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

## 2. ACTIVITE ET FAITS MARQUANTS DU GROUPE LUCIBEL AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Les commentaires suivants portent sur l'activité du Groupe Lucibel et sont établis sur la base des comptes consolidés en normes françaises, le Groupe ayant décidé de modifier son référentiel comptable pour la publication des comptes de l'exercice 2018. Les informations financières comprennent donc une information sur l'exercice en cours, l'exercice 2017 publié (normes IFRS) et l'exercice 2017 retraité (normes françaises). La présentation des tableaux de passage figure en annexe de la présentation des comptes consolidés (cf. note 1).

### 2.1 Informations financières

#### COMPTE DE RÉSULTAT

Données en K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Chiffre d'affaires	17 564	19 369	19 369
Autres produits d'exploitation	1 895	1 253	1 264
Achats consommés	(8 827)	(9 048)	(9 039)
Charges externes	(5 094)	(4 573)	(4 573)
Charges de personnel	(7 425)	(7 535)	(7 689)
Impôts et taxes	(344)	(267)	(285)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	(1 440)	(461)	(428)
Autres charges d'exploitation	(73)	(271)	(271)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(3 743)</b>	<b>(1 533)</b>	<b>(1 652)</b>
Charges et produits financiers	(84)	(120)	(92)
<b>Résultat courant des sociétés intégrées</b>	<b>(3 827)</b>	<b>(1 653)</b>	<b>(1 745)</b>
Charges et produits exceptionnels	(1 301)	132	(51)
Impôt sur les bénéfices	75	(2)	(2)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>(5 053)</b>	<b>(1 523)</b>	<b>(1 797)</b>
<i>Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence</i>		(23)	(23)
<i>Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition</i>	(15)	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>(5 068)</b>	<b>(1 546)</b>	<b>(1 820)</b>

## BILAN

ACTIFS – en K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Ecart d'acquisition	8 231	7 740	7 740
Immobilisations incorporelles	2 965	3 639	3 639
Immobilisations corporelles	2 087	597	597
Immobilisations financières	179	143	143
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>13 462</b>	<b>12 119</b>	<b>12 119</b>
Stocks et en-cours	4 813	4 855	4 855
Clients et comptes rattachés	1 816	2 234	5 715
Autres créances et comptes de régularisation	3 773	2 682	1 859
Valeurs mobilières de placement	-	1	1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 599	4 723	4 723
<b>Total actif circulant</b>	<b>12 002</b>	<b>14 495</b>	<b>17 153</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>25 464</b>	<b>26 614</b>	<b>29 272</b>

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS – en K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Capital	14 193	10 520	10 520
Primes liées au capital	42 784	40 836	40 836
Réserves de conversion groupe	(187)	(178)	(178)
Réserves et résultats accumulés	(41 479)	(36 410)	(36 267)
<b>Total Capitaux propres (1)</b>	<b>15 311</b>	<b>14 768</b>	<b>14 911</b>
Intérêts hors groupe (2)	-	-	(15)
Autres fonds propres (3)	1 495	1 925	1 815
Provisions (4)	867	711	693
Emprunts et dettes financières	1 670	2 377	5 142
Fournisseurs et comptes rattachés	3 441	3 124	3 124
Autres dettes et comptes de régularisation	2 680	3 709	3 602
<b>Total Dettes (5)</b>	<b>7 791</b>	<b>9 210</b>	<b>11 868</b>
<b>TOTAL PASSIF (1+2+3+4+5)</b>	<b>25 464</b>	<b>26 614</b>	<b>29 272</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES FLUX DE TRESORERIE

Données consolidées - En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Résultat net consolidé	(5 068)	(1 546)	(1 820)
Marge brute d'autofinancement (A)	(3 452)	(1 173)	(1 004)
Variation du BFR (B)	(1 333)	(589)	(727)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (C=A+B)</b>	<b>(4 786)</b>	<b>(1 762)</b>	<b>(1 731)</b>
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (D)</b>	<b>(2 723)</b>	<b>(776)</b>	<b>(776)</b>
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (E)</b>	<b>4 377</b>	<b>2 455</b>	<b>2 423</b>
Incidence des variations des cours de devises (F)	2	(7)	(6)
<b>Variation de trésorerie nette (C+D+E+F)</b>	<b>(3 129)</b>	<b>(90)</b>	<b>(90)</b>
<i>Trésorerie à l'ouverture</i>	<i>4 721</i>	<i>4 811</i>	<i>4 811</i>
<i>Trésorerie à la clôture</i>	<i>1 592</i>	<i>4 721</i>	<i>4 721</i>

## 2.2 Faits marquants de l'exercice

### 2.2.1 Activité du Groupe

#### Chiffre d'affaires 2018 consolidé de 17,6 M€

Le groupe Lucibel a réalisé un chiffre d'affaires de 17,6 M€, en baisse de 9,2% par rapport à l'exercice 2017. Cette baisse s'explique en grande partie par le chiffre d'affaires enregistré sur sa filiale Cordel qui s'est inscrit en repli d'environ 15% entre les deux exercices (9,5 M€ en 2018 contre 11,2 M€ en 2017).

#### Résultat d'exploitation

Sur l'exercice 2018, le résultat d'exploitation consolidé du groupe Lucibel est une perte de 3 743 K€, contre une perte de 1 533 K€ au 31 décembre 2017, qui s'explique par :

- Les difficultés opérationnelles de Cordel qui se sont traduites par une baisse du taux de marge brute de cette activité (42,6% en 2018 contre 50,2% en 2017), plusieurs contrats significatifs ayant été contractés par l'ancien manager de cette filiale à un taux de marge brute anormalement bas. Le chiffre d'affaires de Cordel représentant plus de 50% du chiffre d'affaires Groupe, l'impact sur le niveau de marge brute du Groupe est significatif (49,7 % pour l'ensemble de l'année 2018 contre 53,3% en 2017). La marge brute en valeur est ainsi passée de 10 321 K€ en 2017 à 8 737 K€ au titre de l'exercice 2018.
- L'intégration, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, des charges de l'équipe de développement et de commercialisation de la technologie VLC (permettant la géolocalisation intérieure ou l'envoi d'informations contextualisées). Les charges de cette équipe (estimées à 500 K€ en base annuelle) étaient précédemment portées par SLMS, joint-venture commune entre Lucibel et Schneider Electric, qui n'était pas consolidée dans les comptes du Groupe, Lucibel n'en ayant pas le contrôle.
- L'augmentation des charges externes en raison de la prise en charge de l'intégralité des coûts de fonctionnement du site de Barentin à partir de février 2018 et des difficultés de Cordel, qui ont nécessité de recourir de façon significative à du personnel intérimaire.

- L'augmentation importante des dotations aux amortissements et aux provisions par rapport à 2017. Cette évolution s'explique par l'absence de reprises de provisions sur 2018, contrairement à l'exercice 2017 au cours duquel le Groupe avait repris 273 K€ de provisions dont le maintien dans les comptes était devenu non justifié. Le Groupe a également décidé de déprécier sur l'exercice 2018, à hauteur de 600 K€, des créances commerciales sur sa filiale Lucibel Middle East dont le recouvrement sur les exercices à venir est incertain.

Afin de maintenir une structure en adéquation avec son activité, le Groupe a entrepris, dès le 2<sup>ème</sup> trimestre 2018, un plan de restructuration dont le plein effet se mesurera en 2019.

### Résultat financier

La réduction de la perte au niveau du résultat financier (84 K€ sur 2018 contre 120 K€ pour l'exercice 2017) s'explique par le remboursement régulier de dettes bancaires (dettes de 1 670 K€ au 31 décembre 2018 contre 2 377 K€ au 31 décembre 2017) et par l'absence de pertes de change.

### Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel enregistré au cours l'exercice 2018 s'explique essentiellement par :

- Les coûts du plan de restructuration, initié par Lucibel à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre 2018, destiné à réduire les coûts de structure et permettre l'atteinte d'un excédent brut d'exploitation Groupe positif ;
- La dépréciation d'une partie de la marque Cordel inscrite à l'actif du bilan. Cette dépréciation a pour objectif de tenir compte de l'évolution de l'activité de cette filiale. En effet, Cordel s'adresse à la fois aux grandes enseignes nationales, dont le développement est dynamique, et aux commerces de proximité. Ce segment des commerces de proximité est affecté par le développement des enseignes nationales, des centres commerciaux et du commerce en ligne, situation qui entraîne la fermeture de nombreux points de vente. Cette évolution de marché semble inéluctable, et même si cette activité représente moins de 20% du chiffre d'affaires de Cordel, le Groupe a décidé de déprécier la marque Cordel dans ses comptes consolidés 2018 à hauteur de 662 K€ sur un montant total de 1 883 K€, résultant d'une estimation réalisée selon la méthode des redevances.

### Bilan

Au 31 décembre 2018, le Groupe dispose d'une trésorerie brute de 1,6 M€ et de fonds propres positifs à hauteur de 15,3 M€. A cette date, le montant des emprunts et dettes financières contractés par le Groupe, y compris les avances conditionnées, s'établit à 3,2 M€, soit un gearing (endettement net sur fonds propres consolidés) de 0,10.

Le Groupe n'ayant pas respecté l'un des covenants bancaires (EBITDA positif sur l'exercice), il a adressé à ses partenaires bancaires, CM-CIC et Neufilize, une demande de ne pas mettre en application la clause de remboursement anticipé attachée à ce bris de covenant, demande qui a été accordée par les deux établissements avant la clôture de l'exercice.

#### **2.2.2 Contributions au résultat d'exploitation consolidé des principales entités**

La société Procédés Hallier, spécialiste de l'éclairage de musées, est parvenue à dégager un résultat d'exploitation d'environ 650 K€ pour un chiffre d'affaires de 2 037 K€, grâce au maintien de sa marge brute à un niveau élevé ainsi qu'à une parfaite maîtrise de ses charges opérationnelles.

L'activité de Cordel, filiale spécialisée dans l'éclairage de commerces, a été marquée par des difficultés opérationnelles qui ont eu un impact significatif à la fois sur son niveau d'activité et sur sa rentabilité. La perte d'exploitation réalisée sur l'exercice 2018 s'élève à plus d'1,6 M€ alors que Cordel avait enregistré un résultat d'exploitation légèrement positif en 2017.

Line 5, filiale spécialisée dans la vente de produits bien-être et cosmétiques à destination des particuliers a enregistré une très belle croissance de son chiffre d'affaires sur l'exercice (+49% par rapport à 2017). Son résultat d'exploitation représente encore une perte (-15 K€) sur l'exercice 2018.

La société Lucibel SA qui intègre désormais les activités de son ancienne filiale Lucibel Barentin, a enregistré une perte d'exploitation d'environ 3,2 M€.

### **2.2.3 Transfert au sein de Lucibel de l'activité SLMS**

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2018, ont été transférés au sein de Lucibel SA le personnel, l'activité et les brevets de SLMS, joint-venture constituée avec Schneider Electric en 2015. Le groupe Lucibel a souhaité se renforcer dans cette activité car il considère comme cœur de métier et stratégique la technologie VLC (Visible Light Communication) développée par SLMS. Cette technologie de communication par la lumière est complémentaire du LiFi dans certains cas d'usage liés aux applications de géolocalisation intérieure (déclenchement d'informations produits dans le secteur des magasins, déclenchement d'informations liées aux œuvres dans un musée, guidage intérieur, ...).

### **2.2.4 Dissolution par transmission universelle de patrimoine de Lucibel Barentin**

La société Lucibel SA en sa qualité d'associé unique, a décidé la dissolution anticipée de sa filiale Lucibel Barentin et constaté la réalisation effective de la dissolution de la société Lucibel Barentin à compter du 3 janvier 2018.

### **2.2.5 Acquisition du site de production de Barentin**

En date du 15 février 2018, la Société est devenue propriétaire du site de production de Barentin qui s'étend sur une surface totale de 4,5 hectares sur lesquels sont construits 12 400 m<sup>2</sup> de bâtiments (bureaux, ateliers, entrepôts) dont la valeur de marché est comprise entre 4 et 5M€. La société a acquis ce site au prix de 1,6 M€ mais en vertu d'accords spécifiques avec Schneider Electric n'a payé que 0,7 M€. La différence entre le prix d'acquisition et le décaissement a été comptabilisée en subvention d'exploitation.

### **2.2.6 Augmentations de capital de 5,6 M€**

Le Groupe a réalisé quatre augmentations de capital entre juillet et octobre 2018 qui ont donné lieu à la création de 3.673.535 actions nouvelles, pour un montant total de 3 673 K€ de capital et 1 948 K€ de prime d'émission nette des frais y afférents. Les modalités de ces opérations sont les suivantes :

- (i) Le Président, sur délégation du Conseil d'administration du 10 juillet 2018, a constaté le 20 juillet 2018, la réalisation définitive de l'augmentation de capital sans suppression du droit préférentiel de souscription (DPS) intervenue suite à la création de 1 548 535 actions nouvelles, pour un montant total de 1 549 K€ de capital et 929 K€ de prime d'émission brute.
- (ii) Le Président, sur délégation du Conseil d'administration du 26 juillet 2018, a constaté, le 1<sup>er</sup> août 2018, la réalisation définitive de l'augmentation de capital, réservée à deux investisseurs, intervenue suite à la création de 2.000.000 d'actions nouvelles, pour un montant total de 2 000 K€ de capital et 1 200 K€ de prime d'émission brute.
- (iii) Le Président, sur délégation du Conseil d'administration du 4 octobre 2018, a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital, avec suppression du DPS, intervenue suite à la création de 125.000 d'actions nouvelles, pour un montant total de 125 K€ de capital et 75 K€ de prime d'émission brute.

### **2.2.7 Dissolution par transmission universelle de patrimoine de Cordel Développement**

La société Lucibel SA en sa qualité d'associé unique, a décidé la dissolution anticipée de sa filiale Cordel Développement et constaté la réalisation effective de la dissolution à compter du 31 juillet 2018.

### **2.2.8 Acquisition de la société Confidence spécialiste du luminaire sur pied**

Grâce à cette acquisition, Lucibel se positionne sur un nouveau segment de marché, celui du luminaire-mobilier, avec une offre de produits qui complète celle déjà proposée au segment tertiaire.

Pour cette acquisition, le prix payé par le groupe Lucibel se décompose de la façon suivante :

- un paiement en numéraire de 550 K€ intervenu le 4 octobre 2018, refinancé par un emprunt bancaire de 570 K€ remboursable en 5 ans ;

- l'émission de 62 500 actions Lucibel au bénéfice de Monsieur Philippe Rainsant, dirigeant et unique actionnaire de la société Confidence SAS ;
- un earn out égal à 100% du résultat d'exploitation 2018 de la société Confidence SAS, réglé en deux fois : un premier versement de 200 K€ le 28 février 2019 et le second de 194 K€ le 2 avril 2019.

La Société Lucibel SA en sa qualité d'associé unique, a engagé une fusion simplifiée par transmission universelle de patrimoine de la société Confidence SAS. Elle a constaté la réalisation effective de la dissolution à compter du 25 décembre 2018.

## 2.3 Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2018, le périmètre de consolidation du Groupe comprend 8 filiales, contrôlées à 100% par Lucibel SA à l'exception de Lucibel Africa (Maroc) et de LuciConnect (France). Le Groupe comprend également deux entités mises en équivalence, SLMS et Lucibel Middle East (Emirats Arabes Unis). Parmi les filiales, 3 sont en sommeil (Lucibel Benelux, Lucibel Suisse et Diligent Factory).

Au cours de l'exercice 2018, le Groupe a réalisé plusieurs fusions simplifiées par transmission universelle de patrimoine entre :

- Lucibel SA et Lucibel Barentin au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Lucibel SA et Cordel Développement au second semestre ;
- Lucibel SA et Confidence au 31 décembre 2018. Lucibel SA avait acquis en date du 4 octobre 2018 100% des titres de Confidence SAS.

Le détail des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2018 est indiqué dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

## 3. ANALYSE DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE LUCIBEL

### 3.1 Compte de résultat consolidé

#### Analyse de la performance opérationnelle du Groupe

##### • Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 17 564 K€ sur l'année 2018, en repli de près d'un peu plus de 9 % par rapport à 2017. L'analyse du chiffre d'affaires selon la zone géographique des clients facturés s'établit comme suit :

Répartition du CA selon la zone géographique des clients facturés	31/12/2018	31/12/2017
France	16 092	17 251
Europe et reste du monde	1 472	2 118
<b>Total</b>	<b>17 564</b>	<b>19 369</b>
<b>Part du CA réalisé avec des clients internationaux</b>	<b>9,1%</b>	<b>10,9%</b>

La part du chiffre d'affaires réalisée auprès de clients internationaux diminuent encore et représente moins de 10% du chiffre d'affaires total ce qui traduit le désengagement du Groupe sur les activités à l'étranger.

- **Marge sur achats consommés**

La marge sur achats consommés au 31 décembre 2018 s'établit à 8 737K€ contre 10 321 K€ en 2017. L'évolution de la marge brute s'explique notamment par une dégradation sensible de la marge de Cordel, filiale spécialisée dans l'éclairage de commerces. Certains contrats importants ont été signés par cette entité avec des taux de marge anormalement bas.

Cette évolution de la marge reflète aussi un environnement de plus en plus concurrentiel, qui conforte le Groupe dans sa stratégie d'innovations pour offrir des produits et des solutions à plus forte valeur ajoutée et également, dans sa stratégie de croissance externe, pour positionner le Groupe sur certains segments de marché moins concurrentiels comme celui des luminaires sur pied, secteur d'activité de Confidence, société rachetée par le Groupe en octobre 2018.

- **Résultat d'exploitation**

Données en K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Chiffre d'affaires	17 564	19 369	19 369
Autres produits d'exploitation	1 895	1 253	1 264
Achats consommés	(8 827)	(9 048)	(9 039)
Charges externes	(5 094)	(4 573)	(4 573)
Charges de personnel	(7 425)	(7 535)	(7 689)
Impôts et taxes	(344)	(267)	(285)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	(1 440)	(461)	(428)
Autres charges d'exploitation	(72)	(271)	(271)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(3 743)</b>	<b>(1 533)</b>	<b>(1 652)</b>

Le résultat d'exploitation s'établit en perte pour l'exercice 2018 à 3,7 M€ contre une perte de 1,5 M€ sur l'exercice précédent. La dégradation s'explique par principalement :

- par la diminution du chiffre d'affaires ;
- par la baisse du taux de marge brute ;
- par un niveau de charges externes en hausse par rapport à l'exercice précédent et qui n'est pas en adéquation avec le niveau d'activité du Groupe ;
- par des dotations aux amortissements et aux provisions en nette hausse.

Pour ces deux derniers postes, le détail est présenté respectivement en notes 6 et 8 de l'annexe aux comptes consolidés.

### 3.2 Bilan consolidé

Au 31 décembre 2018, le total du bilan consolidé s'établit à 25 464 K€ contre 26 614 K€ au 31 décembre 2017 (données retraitées)

- **Actif immobilisé**

ACTIFS – en K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Ecart d'acquisition	8 231	7 740	7 740
Immobilisations incorporelles	2 965	3 639	3 639
Immobilisations corporelles	2 087	597	597
Immobilisations financières	179	143	143
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>13 462</b>	<b>12 119</b>	<b>12 119</b>

L'actif immobilisé a enregistré plusieurs variations au cours de l'exercice :

- augmentation de l'écart d'acquisition suite à l'acquisition de la société Confidence. A la clôture de l'exercice, cet écart de 491 K€ n'est pas affecté, le Groupe disposant d'un an pour faire cette affectation ;
- diminution des immobilisations incorporelles liée à la dépréciation de la marque Cordel pour 662 K€ ;
- augmentation des immobilisations corporelles consécutive à l'acquisition du site de Barentin (Normandie) en février 2018.

- **Actif circulant**

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Stocks et en-cours	4 813	4 855	4 855
Clients et comptes rattachés	1 816	2 234	5 715
Autres créances et comptes de régularisation	3 773	2 682	1 859
Valeurs mobilières de placement	-	1	1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 599	4 723	4 723
<b>Total Actif circulant</b>	<b>12 002</b>	<b>14 495</b>	<b>17 153</b>

Le niveau des stocks est stable entre les deux exercices alors que la société a intégré le stock de Confidence pour environ 150 K€. L'évolution du poste « *Clients et comptes rattachés* » est en adéquation avec celle de l'activité. La trésorerie à la clôture s'élève à 1,6 M€ et a été renforcée au début du 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 avec la vente du site de Barentin qui a permis au Groupe de percevoir un peu plus de 4 M€ bruts.

- **Capitaux propres consolidés**

Les capitaux propres du Groupe s'établissent à 15 311 K€ au 31 décembre 2018, à comparer à des capitaux propres de 14 768 K€ au 31 décembre 2017.

La variation des capitaux propres consolidés sur l'exercice 2018 intègre notamment la perte nette de la période à hauteur de 5 068 K€ ainsi que le résultat de plusieurs opérations sur le capital détaillées dans le point 2.2.6.

- **Dettes**

Le total de l'endettement consolidé au 31 décembre 2018 s'établit à 7 791 K€ contre 9 210 K€ au 31 décembre 2017 et se décompose de la façon suivante :

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Emprunts et dettes financières	1 670	2 377	5 142
Fournisseurs et comptes rattachés	3 441	3 124	3 124
Autres dettes et comptes de régularisation	2 680	3 709	3 602
<b>Total Dettes</b>	<b>7 791</b>	<b>9 210</b>	<b>11 868 (*)</b>

(\*) Dans la présentation IFRS ci-dessus les emprunts et dettes financières intègrent les dettes relatives à l'affacturage

L'évolution du poste « *Emprunts et dettes financières* » au cours de l'exercice est liée

- aux remboursements des échéances d'emprunts et dettes financières pour 1.277 K€ ;
- l'émission de nouveaux emprunts pour 570 K€.

Au 31 décembre 2018, le Groupe disposait également d'avances conditionnées pour un montant de 1.495 K€. L'échéancier de ces dettes et emprunts figure en notes 22 et 24 de l'annexe aux comptes consolidés.

### 3.3 Liquidités et ressources en capital

La variation nette de trésorerie sur l'exercice est présentée dans les informations financières reprises en début de rapport.

Sur l'exercice 2018, l'insuffisance d'autofinancement s'élève à 3,5 M€ et s'explique par les pertes réalisées sur l'exercice.

La variation du BFR a également entraîné une augmentation des besoins de trésorerie liés à l'exploitation. En effet, si la variation des stocks et des créances client ont eu un impact positif sur le niveau de trésorerie ; les financements apportés par les fournisseurs se sont réduits de manière significative entre les deux exercices. Il en est de même pour les autres actifs et passifs opérationnels qui ont entraîné un besoin de trésorerie supplémentaire.

Données consolidées - En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Variation des stocks	223	(443)	(443)
Variation des créances clients	302	846	950
Variation des dettes fournisseurs	(827)	275	275
Variation des autres actifs et passifs opérationnels	(1 031)	(1 267)	(1 509)
<b>Variation du BFR</b>	<b>(1 333)</b>	<b>(589)</b>	<b>(727)</b>

En 2018, les flux nets de trésorerie relatifs aux opérations d'investissement de 2.723 K€ sont principalement liés à l'acquisition du site de Barentin et de la société Confidence et aux frais de développement.

Enfin, les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement intègrent essentiellement l'incidence des opérations sur capital intervenues sur l'exercice 2018, pour un montant net de frais d'émission de 5.521 K€ et des variations sur emprunts et dettes financières.

### 3.4 Activité en matière de recherche et développement

L'innovation est un des axes majeurs de développement et de différenciation du Groupe.

Les équipes en charge du développement des produits, basées sur le site de Barentin, ont orienté leurs travaux autour des trois axes majeurs suivants :

- l'innovation technique : Lucibel assure une veille permanente sur l'arrivée de nouveaux matériaux, composants, puces LED et sous-ensembles proposés par les fabricants, avec l'objectif d'améliorer sans cesse les performances de ses produits en intégrant ou développant des technologies pertinentes pour faire face aux enjeux critiques de l'éclairage SSL (efficacité énergétique, réflexion et diffraction optique, dissipation thermique, stabilité de l'alimentation et de l'électronique embarquée...) ;
- l'innovation produit : les multiples possibilités de fonctionnalités offertes par le monde de l'électronique ouvrent autant de pistes de nouvelles applications de l'éclairage, dépassant la simple fonction de diffusion de la lumière et d'éclairage dans un lieu d'activité pour favoriser de nouveaux usages et bénéfices pour les clients ;
- la protection de la propriété intellectuelle de Lucibel et son extension.

En 2018, les équipes de recherche et développement de la Société ont poursuivi les développements dans les domaines :

- de la transmission de l'information par la lumière en exploitant notamment les technologies VLC et LiFi ;
- de l'éclairage avec la mise au point de produits d'éclairage circadien ;
- de la cosmétique et du bien-être avec la mise au point de produits destinés à ce segment de marché.

Au 31 décembre 2018, le portefeuille de propriété intellectuelle du Groupe comprend 41 familles de brevets incluant 39 demandes de brevets français, 4 demandes de brevets européens et 2 demandes internationales en cours d'entrée en phase nationale et/ou régionale aux USA et en Europe. Le Groupe détient par ailleurs de nombreuses marques et noms de domaine.

## 4. ANALYSE DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE

Les données et commentaires présentés ci-après sont issus des comptes annuels de la Société.

### 4.1 Chiffres clés sociaux

Données du compte de résultat et du bilan En K€	2018	2017
Chiffre d'affaires	5 579	6 268
Résultat exploitation	(2 530)	(1 480)
Résultats financier et exceptionnel	(9 256)	(934)
Impôts sur les bénéfices	422	448
Résultat net	(11 364)	(1 966)
Endettement financier net (courant et non courant) (*)	(750)	(907)
Trésorerie	568	431
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (*)	(1 318)	(1 338)
Capitaux propres	8 014	13 702
dont Capital social	14 193	10 520

(\*) hors Aide au Développement et à l'innovation perçue d'OSEO comptabilisée au poste « Autres fonds propres » du bilan, et hors comptes courants intragroupe

## 4.2 Analyse des résultats de la Société

Lucibel a enregistré en 2017 un chiffre d'affaires de 5 579 K€, en forte diminution de 11% par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, luminaires et divers accessoires. La Société reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions à la livraison des produits.

Malgré la mise en œuvre de certaines actions pour maintenir les marges et contrôler les coûts, la Société enregistre une perte d'exploitation importante sur l'exercice 2018.

L'analyse de l'évolution des différents postes qui explique le résultat d'exploitation n'est pas facile à mener du fait des transmissions universelles de patrimoine intervenues pendant l'exercice et notamment de celle de Lucibel Barentin.

En effet, la Société a fusionné avec sa filiale Lucibel Barentin, ce qui a entraîné une augmentation des charges externes et des charges de personnel. Parallèlement à cela, la Société a racheté le site de Barentin en début d'exercice ce qui a occasionné des coûts additionnels, supportés jusqu'à cette date par le propriétaire précédent, évalués sur ce premier exercice à environ 350 K€. Enfin, le transfert du personnel de SLMS au sein de la Société à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, a aussi eu un impact sur le résultat opérationnel qui est estimé à 500 K€ en base annuelle.

Les charges d'exploitation ont augmenté de 1.377 K€ entre 2017 et 2018 et s'élèvent à 11.138 K€ sur l'exercice. Les principales évolutions sont les suivantes :

- **Baisse des achats de produits et composants** dont le montant s'établit sur l'exercice 2018 à 2.585 K€ contre 3.651 K€ en 2017. Cette baisse est à mettre en perspective avec la baisse d'activité enregistrée sur 2018. Par ailleurs, en fusionnant avec sa filiale Lucibel Barentin, la Société achète désormais une grande partie de composants pour la fabrication de ses produits, qui coûte moins cher que les produits finis, d'où un impact sur ce poste de charges.
- **Stabilité du poste « Autres achats et charges externes »** dont le montant sur 2018 s'établit à 2.434 K€, contre 2.432 K€ en 2017. La hausse occasionnée par le rachat du site développé ci-dessus a été compensée par des économies réalisées sur d'autres postes.
- **Hausse sensible des charges de personnel** qui passent de 2.322 K€ en 2017 à 3.753 K€ en 2018.(intégration du personnel de Lucibel Barentin et de SLMS).
- **Augmentation des dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises** qui s'élèvent sur l'exercice écoulé à 629 K€ contre une reprise de 101 K€ sur la même période en 2017. Ces dotations intègrent, sur 2018, des dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles (frais de recherche et développement activés notamment) et corporelles à hauteur de 481 K€ (nets des reprises), des dotations aux provisions sur actifs circulants (stocks et créances notamment) pour 244 K€ (nets des reprises), et des reprises de provisions pour risques pour 97 K€.
- **Augmentation des autres postes de charges d'exploitation** dont le montant s'établit à 318 K€ sur 2018 et qui sont principalement constitués de charges d'impôts, taxes et versements assimilés et autres charges de gestion courante. Cette augmentation résulte de la prise en charge par la Société de la taxe foncière et de la cotisation foncière des entreprises (CFE) du site de Barentin.

Après prise en compte des pertes financières pour 8 918 K€ et exceptionnelles pour 338 K€, la Société enregistre sur l'exercice 2018 une perte nette de 11 364 K€, contre une perte de 1 966 K€ en 2017 (cf. notes 23 et 24 de l'annexe aux comptes sociaux de la Société).

## 4.3 Situation financière de la Société

Au 31 décembre 2018, le total du bilan s'établit à 21 554 K€ contre 23 814 K€ au 31 décembre 2017.

Il comporte, à l'actif, des actifs immobilisés à hauteur de 13 886 K€ contre 16 329 K€ au 31 décembre 2017 et des actifs circulants dont la valeur nette s'établit à 666 K€ au 31 décembre 2018 contre 7 482 K€ au 31 décembre 2017.

Les actifs immobilisés sont principalement constitués :

- (i) d'immobilisations incorporelles dont la valeur nette au 31 décembre 2018 est de 1 425 K€ contre 840 K€ au 31 décembre 2017 ;
- (ii) d'immobilisations financières correspondant essentiellement à la valeur des titres de participation et des créances rattachées aux participations de la Société. La valeur nette du poste « *Immobilisations financières* » au 31 décembre 2018 s'élève à 10 444 K€ contre 15 359 K€ au 31 décembre 2017.

Les actifs circulants sont composés :

- (i) des stocks pour une valeur nette de 2 224 K€ au 31 décembre 2018 contre 1 267 K€ au 31 décembre 2017 ;
- (ii) du poste « *Clients et comptes rattachés* » qui s'élève à 1200 K€ au 31 décembre 2018 contre 2250 K€ au 31 décembre 2017 ;
- (iii) du poste « *Autres créances* » qui s'établit à 3 559 K€ au 31 décembre 2018 contre 3 462 K€ au 31 décembre 2017 et qui intègre la valeur des divers crédits d'impôts déclarés par la Société au titre de 2017 et 2018 ainsi que des retenues de garantie constituées dans le cadre du contrat d'affacturage de la Société ;
- (iv) et enfin, du poste « *Valeurs mobilières de placement et disponibilités* ».

Au passif, les capitaux propres de la Société sont positifs au 31 décembre 2018 à hauteur de 8 014 K€ contre 13 702 K€ au 31 décembre 2017. Ils comprennent un capital social de 14 193 K€. La variation du poste « *Capitaux propres* » sur l'exercice écoulé intègre les incidences :

- (i) des différentes augmentations du capital clôturées au cours de l'exercice ;
- (ii) de la perte nette enregistrée sur 2018 à hauteur de 11 364 K€.

Enfin, les autres postes de passif s'élèvent à 13.539 K€ au 31 décembre 2018 contre 10.112 K€ au 31 décembre 2017. Les principales variations constatées sur l'exercice écoulé portent sur les postes suivants :

- Autres fonds propres présentant un solde de 1.495 K€ au 31 décembre 2018 contre 408 K€ au 31 décembre 2017 (intégration de l'avance consentie par la région Normandie suite à la fusion entre Lucibel et Lucibel Barentin) ;
- Provisions pour risques et charges présentant un solde de 362 K€ au 31 décembre 2018 contre 1.623 K€ au 31 décembre 2017 (annulation d'une provision pour risque sur la filiale Lucibel Barentin à hauteur de 1 200 K€) ;
- Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit dont l'encours restant dû au 31 décembre 2018 s'établit à 1.318 K€ contre 1.338 K€ au 31 décembre 2017 ;
- Emprunts et dettes financières diverses auprès du groupe pour un montant de 7.288 K€ au 31 décembre 2018 contre 4 610 K€ au 31 décembre 2017 ;
- Dettes fournisseurs qui s'élèvent à 1 588 K€ au 31 décembre 2018 contre 1.475 K€ au 31 décembre 2017 ;
- Enfin, le montant des autres dettes s'établit au 31 décembre 2018 à 592 K€ contre 269 K€ au 31 décembre 2018.

#### **4.4 Autres informations sur la Société**

##### **• Conséquences sociales de l'activité**

Au 31 décembre 2018, l'effectif total hors personnel mis à disposition de la Société s'élève à 61 contre 26 au 31 décembre 2017 du fait de l'intégration des salariés de l'ancienne filiale Lucibel Barentin et des effectifs de la société Confidence.

L'horaire hebdomadaire de travail est fixé à 39 heures, la différence entre cet horaire et les 35 heures étant constatée sous la forme d'heures supplémentaires.

Au cours de l'exercice 2018, la Société a veillé à contenir dans des limites raisonnables les niveaux et l'évolution des rémunérations de ses salariés. Elle a consenti parfois à des augmentations de salaires individuelles pour retenir ou récompenser certains de ses collaborateurs. Ces augmentations sont intervenues dans le cadre de discussions individuelles, au cas par cas, et non dans le cadre de négociations collectives.

La Société a également veillé à ce que son organisation respecte les règles en matière de conditions d'hygiène et de sécurité.

En termes de politique salariale, la Société entend mettre en œuvre un juste milieu entre les rémunérations fixes et les parts variables. Cette politique devra tenir compte des contraintes imposées par l'application de la convention collective applicable et des acquis des salariés concernés.

Enfin, et afin d'inciter ses collaborateurs à donner en permanence le meilleur de leurs possibilités et d'attirer de nouvelles compétences, les actionnaires de la Société ont approuvé la mise en place d'un programme d'attribution de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise et d'actions gratuites.

Au 31 décembre 2018, la Société n'a pas mis en place d'accord de participation des salariés aux résultats de l'entreprise. Nous vous précisons que la participation des salariés au capital de la Société, au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce est égale à 0 au 31 décembre 2018.

- **Rachat d'actions par la Société**

En application de l'article L.225-211 du code de commerce, nous vous confirmons que la Société n'a effectué aucune opération sur ses titres durant l'exercice 2018 et que depuis la fin du contrat de liquidité le 15 décembre 2017, les 16 868 titres restants ont été transférés sur le compte titres de la Société.

- **Dépenses non déductibles fiscalement**

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société n'a pas engagé de charges non déductibles fiscalement telles que visées aux articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts.

## **5. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES**

### **5.1 Evénements postérieurs à la clôture**

#### **Vente du site de Barentin**

---

Le Groupe a finalisé en avril 2018, la cession d'une partie de son site de production et d'assemblage de Barentin (Normandie). La cession s'est faite au profit du fonds d'investissement M7 FAF France dans le cadre d'un schéma de « Sale and Lease-back » sans option d'achat à l'issue du contrat de location. Cette opération, qui a permis à Lucibel d'encaisser 4 075 K€ brut est assortie d'un engagement ferme de location du site pendant 10 ans (340 K€ sur les 2 premiers années puis 395 K€ pour les autres annuités).

Lucibel a cédé les bâtiments et une partie du terrain, pour une superficie totale de 33 007 m<sup>2</sup> mais a conservé deux parcelles de réserve foncière, pour une superficie totale de 11 957 m<sup>2</sup> qui pourront faire l'objet d'opérations de promotion immobilière, ou permettre une extension des bâtiments existants en fonction du développement de l'activité sur le site.

#### **Acquisition de la société Lorenz Light Technic**

---

Le Groupe a acquis en avril 2019, 100% des titres de la société Lorenz Light Technic, spécialisée dans le négoce et l'étude de solutions d'éclairage pour les espaces de vente. Cette société dispose d'une base clients très complémentaire à celle de Cordel, filiale du Groupe spécialisée dans l'éclairage de commerces.

Pour cette acquisition, le prix payé par Lucibel se décompose de la façon suivante :

- un paiement initial en numéraire de 1 100 K€ intervenu le 11 avril 2019, financé grâce à la cession du site de Barentin ;
- trois compléments de prix correspondant à :
  - 60% du résultat net de la société Lorenz Light Technic au titre de son exercice clos le 31 mars 2019 ;
  - 30% du résultat net de la société Lorenz Light Technic au titre de son exercice clos le 31 décembre 2019 (exercice comptable du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 décembre 2019) ;
  - 20% du résultat net de la société Lorenz Light Technic au titre de son exercice clos le 31 décembre 2020 (exercice comptable du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020).

## 5.2 Perspectives

### Activité

---

En 2019, le Groupe va poursuivre son développement vers de nouveaux segments de marché. Grâce à l'acquisition de Confidence et plus récemment de Lorenz Light Technic, le Groupe accède à des segments de marché sur lesquels il n'était pas présent et s'offre de nouveaux débouchés pour certaines de ces innovations. Ainsi, l'intégration d'une fonction circadienne dans les luminaires sur pied Confidence est prévue afin d'augmenter le confort des utilisateurs. La nouvelle filiale Lorenz Light Technic va pouvoir proposer à ses clients des luminaires intégrant la technologie VLC (Visible Light Communication), qui permet l'envoi, sur une tablette ou un smartphone, d'informations ciblées afin d'augmenter le taux de transformation des achats clients en magasin.

Le Groupe a livré les premiers exemplaires de la 2<sup>ème</sup> génération de son luminaire LiFi, permettant d'accéder à internet par la lumière et continue à travailler sur les nombreux cas d'usage dans lesquels la technologie LiFi pourrait s'intégrer.

Appartenant au réseau EcoXpert, la filiale LuciConnect bénéficie du soutien et de l'expertise de Schneider Electric, ce qui lui permet de se positionner sur des projets de systèmes connectés avancés. Avec le renforcement des contraintes réglementaires pour la Gestion Technique des Bâtiments (RT 2020), le Groupe est convaincu de la pertinence de l'offre de LuciConnect qui a déjà remporté deux projets importants sur 2019.

Au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, Line 5 va élargir son offre en mettant sur le marché Cosmos, un masque permettant le traitement des rides et vergetures sur une surface plus importante que celle permise par le pad cosmétique actuellement commercialisé par le réseau. Tout comme Hypnos, luminaire d'aide à l'endormissement, ce masque a été conçu par les équipes R&D du Groupe et est fabriqué sur le site de Barentin. Ce masque, commercialisé comme les autres produits de Line 5 via un réseau de VDI (vendeurs à domicile indépendants), devrait contribuer à soutenir la croissance de Line 5.

### Financements

---

Pour couvrir le financement de ses activités au cours des douze prochains mois, le Groupe étudie plusieurs solutions (dette bancaire, émission d'actions ou d'obligations, financements divers, ...).

## 6. FILIALES ET PARTICIPATIONS

### 6.1 Mouvements de participation et sociétés contrôlées

Au 31 décembre 2018, le périmètre de consolidation de la Société comprend ainsi 8 filiales contrôlées majoritairement par la Société et 2 entités (SLMS et Lucibel Middle East) mises en équivalence.

## **6.2 Analyse des résultats des filiales**

### ***Cordel SAS***

La société Cordel SAS, filiale à 100% de la Société, est un acteur important en France dans le domaine de l'éclairage pour magasins qui a réalisé un chiffre d'affaires de 9.505 K€ en 2018 et qui, compte tenu de difficultés opérationnelles importantes a enregistré une perte nette de 1.883 K€.

### ***Procédés Hallier***

Cette filiale, détenue à 100% par la Société depuis le 30 décembre 2013 commercialise des solutions d'éclairage à destination des musées et enseignes de luxe. En 2018, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 2.037 K€ et généré un bénéfice net de 557 K€.

### ***Line 5***

Créée en novembre 2014, cette filiale, détenue à 100% par la Société, est spécialisée dans la commercialisation, à travers des canaux de vente directe de produits LED avec des applications cosmétiques. En 2018, le chiffre d'affaires réalisé par cette filiale s'élève à 981 K€, en forte progression par rapport à 2017 (+49%). Line 5 a quasiment atteint l'équilibre avec une perte nette de 8 K€ sur l'exercice.

### ***Lucibel Benelux***

Cette filiale constituée en 2010 et détenue à 100% par la Société, abritait jusqu'au 31 décembre 2017 la force de vente de Lucibel sur la zone Benelux dont le coût direct était entièrement refacturé à Lucibel SA. Il n'y a plus d'activité sur cette société en 2018. Le résultat net de cette société est une perte de 2 K€ en 2018.

### ***Lucibel Suisse***

Lucibel Suisse, détenue à 100% par la Société, est une société mise en sommeil depuis le dernier trimestre 2016.

### ***Lucibel Middle East***

Lucibel Middle East (Emirats Arabes Unis) est une filiale détenue par la Société à hauteur de 40%, depuis juillet 2016. Sur l'exercice 2018, la filiale a réalisé un chiffre d'affaires de 490 K€ et a enregistré une perte de 32 K€.

### ***Diligent Factory (Chine)***

En 2018, le Groupe a mis fin à l'activité de cette filiale (constituée en 2010 et détenue à 100% par Lucibel), qui consistait en une activité de support au sourcing de composants et de produits en Asie ainsi que de contrôle qualité. Dans ce contexte, cette filiale a enregistré une perte nette de 41 K€.

### ***LuciConnect***

Au cours de l'exercice 2018 ; LuciConnect a réalisé un chiffre d'affaires de 308 K€ grâce à la réalisation des 2 premiers projets. La société enregistre une perte de 100 K€ sur l'exercice.

## **6.3 Tableau des filiales et des participations**

Nous vous prions de vous reporter à la note 31 de l'annexe aux comptes annuels 2018 de la Société.

## **7. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT**

Nous proposons à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2018, de constater d'une part que la perte nette de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'élève à la somme de 11 364 138,67 € et d'affecter ladite perte au compte report à nouveau, qui présentera, après l'affectation du résultat proposée, un solde débiteur de 49 130 506,61. €

Il est rappelé que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents.

## 8. **CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Nous vous remercions de bien vouloir approuver les conventions réglementées qui sont reprises dans le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions soumises aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce. Suite aux modifications législatives, ce rapport ne prend pas en compte les conventions entre la Société et ses filiales détenues à 100%.

## 9. **ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE**

### 9.1 **Montant et structure du capital social**

Au 31 décembre 2018, le capital social de Lucibel s'élève à 14.193.496 euros, divisé en 14.193.496 actions entièrement souscrites et libérées et de même catégorie, d'une valeur nominale de 1 euro par action.

A cette date, le capital de la Société se répartit de la façon suivante (base non diluée) :

Actionnaires	Base non diluée			
	Nombre d'actions	% du capital et de droits de vote théoriques	Nbr de droits de vote exerçable en AG	% de droits de vote réels
F.Granotier et Etoile Finance (société holding)	1 885 788	13,29%	1 885 788	13,30%
Aster Capital	1 429 897	10,07%	1 429 897	10,09%
Flottant	10 860 943	76,52%	10 860 943	76,61%
Action auto-détenues	16 868	0,12%	0	0,00%
<b>TOTAL</b>	<b>14 193 496</b>	<b>100,00%</b>	<b>14 176 628</b>	<b>100,00%</b>

La Société n'a pas connaissance de l'existence d'autres porteurs détenant plus de 5% du capital. Aucune action ne dispose à la clôture de l'exercice d'un droit de vote double.

### 9.2 **Titres non représentatifs de capital**

Au 31 décembre 2018, la Société n'a émis aucun titre non représentatif de capital.

### 9.3 **Capital autorisé mais non émis, engagement d'augmentation de capital**

Le tableau ci-après récapitule la situation des autorisations d'émission d'actions et de valeurs mobilières en vigueur à ce jour, telles qu'elles résultent des assemblées générales réunies respectivement le 20 juin 2016, 15 mai 2017 et 28 juin 2018 :

Numéro de la résolution et date de l'AGM	Délégation au conseil d'administration pour augmenter le capital social par :	Date de l'autorisation/ date d'échéance	Montant autorisé (nominal ou % du capital)	Prix d'émission	Utilisation à ce jour		Autorisation résiduelle à ce jour
					Date de l'utilisation par le conseil d'administration	Nombre	
15 (AGM 20/06/2016)	Autorisation à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit de salariés ou mandataires éligibles conformément à l'article L225-197-1 du code de Commerce	20/06/2016 20/08/2019 (38 mois)	5% du capital social à la date de leur attribution		07/07/2016 15/03/2017 04/04/2018	54 000 24 960 10 000	
12 (AGM 15/05/2017)	Augmentation de capital par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société	15/05/2017 15/07/2019 (26 mois)	6.000.000 € (1)	1,6 €	19/06/2018	1.548.535-	4.451.465 €
13 (AGM 15/05/2017)	Augmentation de capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public	15/05/2017 15/07/2019 (26 mois)	6.000.000 € (1)	1,6 €	26/07/2018	2.000.000	4.000.000 €
14 (AGM 15/05/2017)	Autorisation d'avoir recours à une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier (placement privé) pour mettre en œuvre la treizième résolution	15/05/2017 15/07/2019 (26 mois)	20% du capital par période de 12 mois (1)	-	-	-	20% du capital par période de 12 mois (1)
15 (AGM 15/05/2017)	Autorisation d'augmenter, conformément à l'article L.225-135-1 du Code de commerce, le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des 12 <sup>ème</sup> , 13 <sup>ème</sup> , et 14 <sup>ème</sup> résolutions	15/05/2017 15/07/2019 (26 mois)	6.000.000 € (1)				
17 (AGM 15/05/2017)	Limitation globale des autorisations d'émission en numéraire	-	6.000.000 €	1,6 € 1,6 €	19/06/2018 26/07/2018	1.548.535 2.000.000	2.451.465 €
18 (AGM 15/05/2017)	Emission de BSPCE, avec suppression du droit préférentiel de souscription conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce	15/05/2017 15/11/2018 (18 mois)	200.000 €	2,6 €	04/04/2018	180.000	
20 (AGM 15/05/2017)	Autorisation à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions	15/05/2017 15/05/2019 (24 mois)					
13 (AGM 28/06/2018)	Augmentation de capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société	28/06/2018 28/12/2019 (18 mois)	10.000.000 €	1,6 €-	04/10/2018	125 000	9.875.000 €
14 (AGM 28/06/2018)	Emission de BSPCE, avec suppression du droit préférentiel de souscription conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce	28/06/2018 28/12/2019 (18 mois)	300.000 €				300 000 €
15 (AGM 28/06/2018)	Emission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce	28/06/2018 20/08/2020 (26 mois)	5% du capital social	-	-	-	5% du capital social

(1) Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 6.000.000 €.

## **9.4 Autres titres donnant accès au capital**

- **Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE »)**

Au 31 décembre 2018, le nombre de BSPCE attribués par le conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulés s'établit à 767 584, donnant le droit de souscrire à 767 584 actions nouvelles de la Société au prix moyen de 4,00 € par action. A cette date, 444 667 actions peuvent être souscrites suite à l'exercice de bons attribués au cours des années 2014 à 2016 à un prix moyen de 4,72 € par action. Au risque de devenir caducs, les bons attribués dans le cadre de ces plans doivent être exercés dans un délai de 5 ans à compter de l'attribution des bons et sous conditions de présence du salarié dans l'entreprise pour les BSPCE attribués à partir du Conseil d'administration du 6 avril 2016.

- **Options de souscription d'actions**

Au 31 décembre 2018, le nombre d'options de souscription attribuées par le Conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulés s'établit à 60 750, donnant le droit de souscrire à 60 750 actions nouvelles de la Société au prix moyen de 6,88 € par action. A cette date, ces options sont toutes exerçables. Au risque de devenir caduques, elles devront être exercées dans un délai de 7 ans à compter de leur attribution.

- **Attributions gratuites d'actions (« AGA »)**

Au 31 décembre 2018, le nombre d'AGA attribuées par le Conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires en cours d'acquisition et non annulées s'établit à 29 660, donnant le droit de souscrire à 29 660 actions nouvelles de la Société. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à deux ans, soit jusqu'au 15 mars 2019 pour 19 660 actions et au 3 avril 2020 pour 10 000. Lesdites actions seront définitivement acquises à l'issue d'une période de conservation d'une année supplémentaire, soit respectivement le 15 mars 2020 et le 3 avril 2021.

## **10. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**

### **10.1 Composition et fonctionnement du conseil d'administration**

La Société est constituée sous forme de société anonyme à conseil d'administration. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par ses statuts.

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. La durée des fonctions d'administrateur est de trois ou six ans, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur. Ils sont toujours rééligibles.

Le conseil d'administration a opté, depuis la constitution de la Société, pour la non-dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

Au cours de l'exercice écoulé, trois mandats d'administrateurs ont été renouvelés pour une période de 3 ans, un mandat n'a pas été renouvelé et un administrateur a donné sa démission à l'issue du conseil d'administration du 18 décembre 2018.

A la date d'approbation par le conseil d'administration du présent rapport, le conseil d'administration est composé de cinq membres dont quatre administrateurs personnes physiques et un administrateur personne morale.

Prénom, nom et adresse professionnelle	Fonction au sein du conseil d'administration	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat : assemblée statuant sur les comptes de l'année	Principale fonction exercée dans la Société	Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années
<b>Frédéric Granotier</b> (Lucibel SA 101, allée des vergers 76 360 BARENTIN)	Président	22 octobre 2009  Président depuis le 24 novembre 2009	31 décembre 2020	Directeur Général	<b>En dehors du Groupe :</b> Gérant d'Etoile Finance SARL Vice-président du Conseil de surveillance de la société Younited Credit Président de MUTUM SAS <b>Au sein du Groupe :</b> Administrateur de Lucibel Benelux et de SLMS Gérant de la société Line 5 Représentant de Lucibel SA, Président de Cordel SAS, Procédés Hallier SAS et Lorenz Light Technic
<b>Nicolas Reboud</b> (45 rue de Richelieu 75 001 Paris)	Administrateur	29 juin 2012	31 décembre 2020	Néant	<b>En dehors du Groupe :</b> Gérant d'Arceus Finance France SARL
<b>Catherine Coulomb</b> (36-38 Avenue Kleber 75 016 Paris)	Administrateur indépendant	20 février 2014  (Cooptation)	31 décembre 2020	Néant	<b>En dehors du Groupe :</b> Présidente d'Elemic2 Conseil SAS
<b>François-Xavier Oliveau</b> (7 rue des Deux cousins 78 150 Le Chesnay)	Administrateur	19 juin 2015	31 décembre 2020	Néant	<b>En dehors du Groupe :</b> Membre du comité stratégique de Jaiye SAS
<b>Aster Capital Partners SAS</b> représenté par Jean-Marc Bally (26, avenue de l'Opéra 75 001 Paris)	Administrateur	29 juin 2012	31 décembre 2020	Néant	<b>En dehors du Groupe :</b> Président de la société Aster Capital Partners SAS  Administrateur de Connectblue AB, Suède Représentant permanent de la société Aster Capital Partners SAS :  - aux Conseils d'administration des sociétés : Jet Metal Technologies SAS, Ordinal Software SA, Solairedirect SA, Hightech Bio Activities SA, Casanova SAS, Next generation cooling Ltd, Power-to-Gas Invest GmbH ; - au Comité stratégique des sociétés Optireno SAS, MGF SAS (Easybike Group), et the COSMO Company SAS, Joul SAS (ekWateur), Efcia SAS (ex EcoGTB) ; - au Comité d'Administration de Finalcad SAS ; - au Comité de suivi de Immo Digital Services (Habiteo) ; - au Conseil de surveillance des sociétés Tronics Microsystems SA, Teem Photonics SA ; - en tant qu'Observateur aux Conseils d'administration des sociétés Agilence Inc, Digital Lumens Inc., Fludicon GmbH, Iceotope Group Ltd.

## 10.2 Direction générale

A la date du présent rapport, la direction générale de la Société est composée comme suit :

Prénom, nom et adresse professionnelle	Mandat	Date de première nomination	Echéance du mandat	Principales fonctions hors de la Société
<b>Frédéric Granotier</b> (Lucibel SA 101, allée des vergers 76 360 BARENTIN)	Président– Directeur Général	24 novembre 2009	Echéance de son mandat d'administrateur (à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2020)	Gérant de la société Etoile Finance SARL
<b>Yves-Henry BREPSON</b> (Lucibel SA 101, allée des vergers 76 360 BARENTIN)	Directeur Général Délégué	15 mars 2017	31 décembre 2019	Directeur Général de Procédés Hallier et de Cordel

Le mandat de Monsieur Yves Henry Brepson, nommé Directeur Général Délégué par le Conseil d'administration du 15 mars 2017, a été renouvelé par le conseil d'administration du 10 juillet 2018. Monsieur Yves Henry Brepson a par ailleurs été nommé Directeur Général de Cordel à compter du 27 juin 2018 par décision de l'associé unique du 11 juillet 2018.

Messieurs Edouard Lebrun et Christophe Jurczak ont quitté le groupe au 1<sup>er</sup> trimestre 2019.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration. Les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers. Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

## 10.3 Rémunérations et avantages de chaque dirigeant mandataire social

Le versement total ou partiel des rémunérations variables cibles des dirigeants mandataires sociaux est soumis à l'appréciation du conseil d'administration, sur proposition du comité des rémunérations.

Le comité des rémunérations, puis le conseil d'administration, apprécie l'atteinte ou non par chaque dirigeant des objectifs fixés, qui sont liés à la performance individuelle du dirigeant et à celle du Groupe, au regard des critères suivants : le respect du résultat par rapport au budget, la capacité à faire évoluer l'outil industriel, l'obtention de nouveaux financements et la notoriété générale du Groupe.

## Rémunérations du Président-Directeur Général

Tableau récapitulatif des rémunérations (en euros)				
Frédéric GRANOTIER	Exercice 2017		Exercice 2018	
Président Directeur Général	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	109 600	109 600	109 600	109 600
Rémunération variable		95 000 (2)	33 333	(3)
Rémunération indirecte (1)	150 000	150 000	150 000	150 000
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature				
<b>TOTAL</b>	<b>259 600</b>	<b>354 600</b>	<b>292.933</b>	<b>259 600</b>

(1) Correspond aux honoraires versés par la Société à la société Etoile Finance, société holding familiale contrôlée par Monsieur Frédéric Granotier, dans le cadre de la convention de prestations de services de conduite et d'animation de la politique générale de la Société et de ses orientations stratégiques conclue avec la Société.

(2) Au titre de l'exercice 2016

(3) Au titre de l'exercice 2017

En complément à ces rémunérations, Monsieur Frédéric Granotier a bénéficié d'attributions de BSPCE de la Société détaillées ci-dessous :

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) attribués à M. Frédéric GRANOTIER par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des BSPCE (en €)	Nombre de BSPCE attribués	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°2	27/05/2011	07/12/2011	31.728	30.000	5,00	(1) (2)
Plan n°2	27/05/2011	09/02/2012	44.216	20.000	6,50	(1)(2)
Plan n°4	27/06/2013	04/07/2013	56.060	20.000	7,50	(1)(2)
Plan n°5	07/03/2014	07/03/2014	59.800	20.000	9,50	(1)
Plan n°7	20/06/2016	07/07/2016	31.075	50.000	2,02	(3)
Plan n°7	20/06/2016	15/03/2017	136 500	30.000	4,55	(4)
Plan n°8	15/05/2017	03/04/2018	78 000	30.000	2,6	(4)
<b>TOTAL</b>				<b>200.000</b>		

(1) 50% des droits deviennent exerçables à l'issue d'une période de 24 mois après la date d'attribution des BSPCE ; le solde des droits (50%) devenant exerçables à l'issue d'une période de 36 mois après la date d'attribution.

(2) Les BSPCE n'ayant pas été exercés avant le terme du délai de 5 années d'exerçabilité, ont été annulés.

(3) Les BSPCE sont devenus exerçables à l'issue du Conseil d'administration du 15/03/2017 qui a arrêté les comptes consolidés 2016, l'objectif d'EBITDA Groupe ayant été dépassé.

(4) Les BSPCE ont été annulés, les critères d'attribution n'ayant pas été atteints.

## Directeur Général Délégué en charge des Opérations

Tableau récapitulatif des rémunérations (en euros)				
Yves-Henry BREBSON <sup>(1)</sup>	Exercice 2017		Exercice 2018	
Directeur Général Délégué	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	95 651	95 651	120 000	120 000
Rémunération variable	21 666		15 000	21 666
Rémunération indirecte	15 000	15 000		
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	2 717	2 717	6 515	6 515
<b>TOTAL</b>	<b>135 034</b>	<b>113 368</b>	<b>141 515</b>	<b>148 181</b>

(1) Monsieur Yves-Henry BREPSON a été nommé Directeur Général Délégué en date du 15 mars 2017.

En complément à ces rémunérations, Monsieur Yves Henry BREPSON a bénéficié d'attributions de BSPCE et d'Actions Gratuites de la Société détaillées ci-dessous :

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) attribués à M. Yves-Henry BREPSON par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des BSPCE (en €)	Nombre de BSPCE attribués	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°7	20/06/2016	15/03/2017	136 500	30.000	4,55	(1)
<b>TOTAL</b>				<b>30.000</b>		

(1) 50% des droits deviennent exerçables à l'issue d'une période de 24 mois après la date d'attribution des BSPCE ; le solde des droits (50%) devenant exerçables à l'issue d'une période de 36 mois après la date d'attribution sous conditions de présence dans la société.

Attribution d'Actions Gratuites (AGA) à M. Yves-Henry BREPSON par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des AGA (en €)	Nombre de AGA attribuées	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°2	20/06/2016	15/03/2017	31 643	7 660	-	(1)
<b>TOTAL</b>				<b>7 660</b>		

(1) La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 2 ans, soit du 15 mars 2017 au 15 mars 2019 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 15 mars 2019 au 15 mars 2020. Lesdites actions seront effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition sous réserve de sa présence dans l'entreprise à cette date.

## Directeur Général Délégué en charge des Innovations

Tableau récapitulatif des rémunérations (en euros)				
Edouard LEBRUN <sup>(1)</sup>	Exercice 2017		Exercice 2018	
Directeur Général Délégué	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	66 172	66 172	70 647	70 647
Rémunération variable	6 000	24 000 (2)	10 000	6 000 (3)
Rémunération indirecte				
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	926	926	2 723	2 723
<b>TOTAL</b>	<b>73 098</b>	<b>91 098</b>	<b>83 370</b>	<b>79 370</b>

(1) Monsieur Edouard Lebrun a été nommé Directeur Général Délégué en date du 15 mars 2017.

(2) Au titre de son activité en 2016

(3) Au titre de son activité en 2017

En complément à ces rémunérations, Monsieur Edouard LEBRUN a bénéficié d'attributions de BSPCE et d'Actions Gratuites de la Société détaillées ci-dessous :

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) attribués à M. Edouard LEBRUN par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des BSPCE (en €)	Nombre de BSPCE attribués	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°8	15/05/2017	03/04/2018	78 000	30.000	2,6	(1)
<b>TOTAL</b>				<b>30.000</b>		

(1) 50% des droits deviennent exerçables à l'issue d'une période de 24 mois après la date d'attribution des BSPCE ; le solde des droits (50%) devenant exerçables à l'issue d'une période de 36 mois après la date d'attribution sous conditions de présence dans la société.

Attributions d'Actions Gratuites (AGA) à M. Edouard LEBRUN par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des AGA (en €)	Nombre de AGA attribuées	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°2	20/06/2016	15/03/2017	10 327	2 500	-	(1)
<b>TOTAL</b>				<b>2 500</b>		

(1) La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 2 ans, soit du 15 mars 2017 au 15 mars 2019 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 15 mars 2019 au 15 mars 2020. Lesdites actions seront effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition sous réserve de leur présence dans l'entreprise à cette date.

## Directeur Général Délégué en charge de la Stratégie, de la Recherche et du Développement

Tableau récapitulatif des rémunérations (en euros)				
Christophe JURCZAK <sup>(1)</sup>	Exercice 2017		Exercice 2018	
Directeur Général Délégué	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	67 644	67 644	81 506	81 506
Rémunération variable				
Rémunération indirecte				
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature				
<b>TOTAL</b>	<b>67 644</b>	<b>67 644</b>	<b>81 506</b>	<b>81 506</b>

(1) Monsieur Christophe JURCZAK a été nommé Directeur Général Délégué en date du 1<sup>er</sup> août 2018.

La Société n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux excepté pour Monsieur BREPSON (Directeur Général Délégué de Lucibel SA et Directeur Général de Procédés Hallier et de Cordel) en cas de révocation sans juste motif ou de non-renouvellement de mandat à son échéance (50 K€). Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux.

Enfin, le conseil d'administration du 26 avril 2019 a décidé de ne pas allouer de jetons de présence aux administrateurs de la Société pour l'exercice 2018.

## 10.4 Opérations sur titres réalisées par les directeurs généraux et administrateurs

### Acquisitions /Exercices

DECLARANT	INSTRUMENT FINANCIER	VOLUME	PRIX UNITAIRE	MONTANT DE L'OPERATION
François-Xavier OLIVEAU	Actions	7 500	1,6	12 000 €
Frédéric GRANOTIER et Etoile Finance	Actions	375 000	1,6	600 000 €
Aster Capital FPCI	Actions	406 236	1,6	649 978 €

### Cessions

DECLARANT	INSTRUMENT FINANCIER	VOLUME	PRIX UNITAIRE (en €)	MONTANT DE L'OPERATION
Frédéric GRANOTIER et Etoile Finance	Actions	97 775	1,352034	132 195 €

## **10.5 Comité d'audit**

Le conseil d'administration réuni en date du 23 juin 2015 a décidé de mettre en place un comité d'audit composé de deux membres : Madame Eléonore Joder, membre du conseil d'administration de Lucibel, administrateur indépendant, et le fonds Aster Capital, représenté par Monsieur Jean-Marc Bally, membre du conseil d'administration de Lucibel. Suite à la démission de Madame Eléonore Joder de son mandat d'administrateur en date du 18 décembre 2018, celle-ci a été remplacée par Madame Catherine Coulomb à compter du comité d'audit du 12 avril 2019. Madame Catherine Coulomb répond aux deux critères lui permettant d'assumer ses fonctions à savoir administrateur indépendant et spécialiste en matière financière.

Le comité d'audit est chargé notamment :

- d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière ;
- d'assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- d'assurer le suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- d'émettre une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale et de revoir les conditions de leur rémunération ;
- et, de manière générale, d'apporter tout conseil et formuler toute recommandation appropriée dans les domaines ci-dessus.

Le comité d'audit se réunit au moins deux fois par an, selon un calendrier fixé par son président, pour examiner les comptes consolidés annuels et semestriels, sur un ordre du jour arrêté par son président. Il peut se réunir aussi à la demande de son président, de deux de ses membres, ou du président du conseil d'administration de la Société.

Le comité d'audit s'est réuni le 27 septembre 2018 afin d'examiner les comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 juin 2018 et le 12 avril 2019 dans le cadre de l'examen des comptes consolidés annuels arrêtés le 31 décembre 2018.

## **10.6 Conventions (article L.225-37-4 2° du code de commerce)**

Nous vous signalons qu'en application de l'article L.225-37-4 2° du code de commerce nous n'avons connaissance d'aucune convention intervenue, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de notre Société et, d'autre part, une autre société dont notre Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

## **11. AUTRES INFORMATIONS**

### **11.1 Prises de participation et de contrôle**

Au cours de l'exercice écoulé, le périmètre des filiales et des participations de la Société a évolué suite à la fusion opérée avec Cordel Développement, puis le rachat de Confidence SAS ensuite fusionnée avec la Société au 25 décembre 2018.

Du fait de la fusion avec Cordel Développement, Lucibel détient désormais 100 % des titres de la société Cordel qui ont été repris pour la valeur brute inscrite au bilan de Cordel Développement (4 205 K€).

La prise de participation de 100% de Confidence s'est réalisée pour une valeur de 1 044 K€.

## 11.2 Identité des détenteurs du capital

Les actionnaires détenant plus de 5% du capital au 31 décembre 2018 sont :

- Frédéric Granotier directement et indirectement via sa société Etoile Finance : 13,29%
- Aster Capital Partners : 10,07%

## 11.3 Etat des engagements hors bilan

Se reporter à la note 26 de l'annexe aux comptes annuels 2018 de la Société.

## 11.4 Informations sur les délais de paiement des clients et fournisseurs

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 6 avril 2016 pris en application de l'article D. 441-4 du code de commerce, nous vous présentons sous forme de tableau les informations requises sur les délais de paiement des clients et des fournisseurs correspondant à la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des créances sur les clients et des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance en K€ :

	Article D. 441 I. - 1° : Factures reçues non réglées à la date de cloture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I. - 2° : Factures émises non réglées à la date de cloture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour	1 à 30 jours	31à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus	0 jour	1 à 30 jours	31à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus
(A) Tranches de retard de paiement (hors factures fournisseurs non parvenues, hors factures clients à établir, clients effets à recevoir)												
Montant des factures concernées	358	363	153	34	-128	422	1 072	266	117	19	197	599
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice	6%	6%	3%	1%		7%						
Pourcentage du CA TTC de l'exercice							17%	4%	2%	0%	3%	9%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Montant total des factures exclues					127	127	7	0	17	7	2 095	2 119

NB : les ventilations concernent les postes nets

L'établissement de l'analyse des factures clients non réglées à la clôture appelle les observations suivantes :

- Les factures cédées dans le cadre du contrat d'affacturage, du fait du caractère « confidentiel » de ce contrat sont comprises dans l'analyse ci-dessus alors que le montant correspondant figure dans les engagements hors bilan (982 K€) ;
- Dans les factures exclues figurent les factures en litige et les clients douteux (part à plus de 91 jours) ;
- Les comptes clients issus de la TUP de Confidence s'élèvent à 284 K€ et sont non échus pour 229 K€, la part de 1 à 30 jours est de 50 K€ et le solde est à moins de 60 jours. Ces sommes ont été

exclues de l'analyse figurant dans le tableau ci-dessus car la TUP ayant eu lieu à la clôture de l'exercice, le chiffre d'affaires relatif n'apparaît pas au compte de résultat.

De même, les informations relatives aux factures fournisseurs ne comprennent pas les éléments de la société Confidence puisque les achats relatifs n'apparaissent pas au compte de résultat.

### 11.5 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	Exercice social clos le 31 décembre 2014	Exercice social clos le 31 décembre 2015	Exercice social clos le 31 décembre 2016	Exercice social clos le 31 décembre 2017	Exercice social clos le 31 décembre 2018
<b>1 – Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	7 553 701 €	8 784 595 €	9 414 316 €	10 519 961 €	14 193 496 €
Nombre des actions ordinaires existantes	7 553 701	8 784 595	9 414 316	10 519 961	14 193 496
Nombre des actions à dividende prioritaire existantes	-				
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
- Par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- Par exercice de droits de souscription	1 172 519	1 519 341	1 166 750	989 294	828 334
<b>2 – Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	9 019 806 €	11 707 082 €	12 621 809 €	6 268 234 €	5 578 966 €
Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(8 462 944 €)	(6 476 147 €)	(1 446 315 €)	(1 769 660 €)	(8 351 700 €)
Impôt sur les bénéfices	-	-	-	-	-
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(9 607 857 €)	(7 319 113 €)	(905 215 €)	(1 966 152 €)	(11 364 139 €)
Résultat distribué	-	-	-	-	-
<b>3 – Résultat par action</b>					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	(1,12 €)	(0,66 €)	(0,11 €)	(0,13 €)	(0,59 €)
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(1,27 €)	(0,83 €)	(0,10 €)	(0,19 €)	(0,80 €)
Dividende attribué à chaque action ( <i>préciser s'il s'agit d'un dividende brut ou net</i> )	-				
<b>4 – Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	71	53	27	26	60
Montant de la masse salariale de l'exercice	4 238 567 €	3 184 970 €	1 524 954 €	1 721 938 €	2 713 986 €
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvre sociale...)	1 747 801 €	1 305 190 €	584 876 €	600 254 €	1 038 797 €

### 11.6 Commentaires sur les principaux risques et incertitudes

Se reporter au chapitre 4 « *Facteurs de risques* » du Prospectus de la Société visé par l'Autorité des Marchés Financiers en date du 17 décembre 2015, disponible sur le site internet de Lucibel, espace Investisseurs, rubrique Documents.

## 11.7 Commentaires sur les parties liées

Les soldes et transactions avec les parties liées sont résumés ci-dessous. Ils sont principalement liés à l'exécution des conventions conclues avec la société Etoile Finance au titre de la fourniture de prestations de conseils, et les filiales et participations.

31/12/2018 - En K€, net	Société actionnaire (Etoile Finance)	Filiales et participations	Total
Immobilisations financières		15 825	15 825
Créances clients et comptes rattachés		2 412	2 412
Autres créances		2 428	2 428
<b>Total Actif</b>	<b>-</b>	<b>20 664</b>	<b>20 664</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		96	96
Autres dettes		7 288	7 288
<b>Total Passif</b>	<b>-</b>	<b>7 383</b>	<b>7 383</b>
Produits d'exploitation		1 525	1 525
Charges d'exploitation	(150)	(40)	(190)
Produits Financiers		37	37
Charges financières		(95)	(95)
Produits / (charges) exceptionnels		(107)	(107)

31/12/2017 - En K€, net	Société actionnaire (Etoile Finance)	Filiales et participations	Total
Immobilisations financières	-	15 241	15 241
Créances clients et comptes rattachés	-	2 001	2 001
Autres créances	-	2 005	2 005
<b>Total Actif</b>	<b>-</b>	<b>19 247</b>	<b>19 247</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45	632	677
Autres dettes	-	4 609	4 609
<b>Total Passif</b>	<b>45</b>	<b>5 241</b>	<b>5 286</b>
Produits d'exploitation	-	1 666	1 666
Charges d'exploitation	(150)	(2 562)	(2 712)
Produits Financiers		131	131
Charges financières		(151)	(151)

## 11.8 Résultats financiers du Groupe au cours des 5 derniers exercices

NATURE DES INDICATIONS	2014	2015	2016	2017	2018
I. - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social (i)	7 554	8 785	9 414	10 520	14 193
b) Nombre d'actions émises	7 553 701	8 784 595	9 414 316	10 519 961	14 193 496
II. - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxe (i)	24 567	28 122	27 138	19 369	17 564
b) Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions (i)	(10 606)	(5 213)	13	(994)	(2 723)
c) Impôts sur les bénéfices (i)	1 206	29	(2)	(2)	75
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions (i)	(9 905)	(6 267)	(857)	(1 820)	(5 068)
e) Montant des bénéfices distribués (i)	-	-	-	-	-
III. Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions (ii)	(1,24)	(0,59)	-	(0,17)	(0,19)
b) Bénéfice après impôts amortissements et provisions (ii)	(1,31)	(0,71)	(0,09)	(0,17)	(0,36)
c) Dividende versé à chaque action	-				
IV. - Personnel					
a) Nombre de salariés à la clôture	209	153	147	142	131
b) Montant de la masse salariale (i)	9 564	7 911	5 829	5 479	5 439
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres, etc.) (i)	3 108	3 098	2 476	2 193	1 986

(i) montants exprimés en K€

(ii) montants exprimés en €

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**



USINE LUCIBEL DE BARENTIN, NORMANDIE (FRANCE)



# COMPTES CONSOLIDES 2018

## GROUPE LUCIBEL

**Comptes consolidés établis en normes françaises  
pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2018**

**1. COMPTE DE RÉSULTAT**

Données en K€	Notes	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Chiffre d'affaires	4	17 564	19 369	19 369
Autres produits d'exploitation	5	1 895	1 253	1 264
Achats consommés		(8 827)	(9 048)	(9 039)
Charges externes	6	(5 094)	(4 573)	(4 573)
Charges de personnel	7	(7 425)	(7 535)	(7 689)
Impôts et taxes		(344)	(267)	(285)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	8	(1 440)	(461)	(428)
Autres charges d'exploitation		(72)	(271)	(271)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>(3 743)</b>	<b>(1 533)</b>	<b>(1 652)</b>
Charges et produits financiers	9	(84)	(120)	(92)
<b>Résultat courant des sociétés intégrées</b>		<b>(3 827)</b>	<b>(1 653)</b>	<b>(1 745)</b>
Charges et produits exceptionnels	10	(1 301)	132	(51)
Impôt sur les bénéfices	11	75	(2)	(2)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>(5 053)</b>	<b>(1 523)</b>	<b>(1 797)</b>
<i>Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence</i>			(23)	(23)
<i>Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition</i>		(15)	-	-
<b>Résultat net</b>		<b>(5 068)</b>	<b>(1 546)</b>	<b>(1 820)</b>

## 2. BILAN

ACTIFS – en K€	Notes	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Ecart d'acquisition	13	8 231	7 740	7 740
Immobilisations incorporelles	14	2 965	3 639	3 639
Immobilisations corporelles	15	2 087	597	597
Immobilisations financières		179	143	143
Titres mis en équivalence		-	-	-
<b>Total actif immobilisé</b>		<b>13 462</b>	<b>12 119</b>	<b>12 119</b>
Stocks et en-cours	16	4 813	4 855	4 855
Clients et comptes rattachés	17	1 816	2 234	5 715
Autres créances et comptes de régularisation	18	3 773	2 682	1 859
Valeurs mobilières de placement		-	1	1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19	1 599	4 723	4 723
<b>Total actif circulant</b>		<b>12 002</b>	<b>14 495</b>	<b>17 153</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>25 464</b>	<b>26 614</b>	<b>29 272</b>

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS – en K€	Notes	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Capital	20	14 193	10 520	10 520
Primes liées au capital		42 784	40 836	40 836
Réserves de conversion groupe		(187)	(178)	(178)
Réserves et résultats accumulés		(41 479)	(36 410)	(36 267)
<b>Total Capitaux propres (1)</b>	21	<b>15 311</b>	<b>14 768</b>	<b>14 911</b>
Intérêts hors groupe (2)		-	-	(15)
Autres fonds propres (3)	22	1 495	1 925	1 815
Provisions (4)	23	867	711	693
Emprunts et dettes financières	24	1 670	2 377	5 142
Fournisseurs et comptes rattachés	25	3 441	3 124	3 124
Autres dettes et comptes de régularisation	26	2 680	3 709	3 602
<b>Total Dettes (5)</b>		<b>7 791</b>	<b>9 210</b>	<b>11 868</b>
<b>TOTAL PASSIF (1+2+3+4+5)</b>		<b>25 464</b>	<b>26 614</b>	<b>29 272</b>

### 3. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Données en K€ sauf nombre d'actions	Capital		Primes d'émission	Actions propres	Réserves et résultats accumulés	Ecart actuariels	Ecart de conversion	Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres, part attribuable aux intérêts ne donnant pas le contrôle	TOTAL
	Nbre d'actions	Montant								
Au 31/12/2016 publié	9 414 316	9 414	37 695	(403)	(34 304)	(54)	(207)	12 141	14	12 155
Ajustements liés au changement de référentiel comptable					(194)	54		(140)		
Au 31/12/2016 retraité	9 414 316	9 414	37 695	(403)	(34 498)	-	(207)	12 001		
Augmentations de capital	1 105 645	1 106	3 141					4 247		
Palements fondés sur des actions								-		
Opérations sur actions propres				7				7		
Résultat net de la période					(1 517)			(1 517)		
Ecart de conversion							29	29		
Ecart actuariels								-		
Autres variations								-		
Au 31/12/2017 retraité	10 519 961	10 520	40 836	(396)	(36 015)	-	(178)	14 768		
Augmentations de capital	3 673 535	3 673	1 948	-	-	-	-	5 621		
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-		
Résultat net de la période	-	-	-	-	(5 068)	-	-	(5 068)		
Ecart de conversion	-	-	-	-	-		(10)	(10)		
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-		
Au 31/12/2018	14 193 496	14 193	42 784	(396)	(41 083)	-	(188)	15 311		

#### 4. TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>(5 068)</b>	<b>(1 546)</b>	<b>(1 820)</b>
Quote-part de résultat des entités mises en équivalence	-	23	23
Dotations nettes aux amortissements et provisions (hors dépréciation des actifs courants constatée dans la ligne de variation des créances clients et des stocks ci-dessous)	1 616	349	334
Paievements en actions			261
Gains ou pertes sur cession	0	1	1
Elimination du coût de l'endettement			196
Produit / Charge d'impôt sur le résultat			2
<b>Marge brute d'autofinancement (A)</b>	<b>(3 452)</b>	<b>(1 173)</b>	<b>(1 004)</b>
Variation des stocks	223	(443)	(443)
Variation des créances clients	302	846	950
Variation des dettes fournisseurs	(827)	275	275
Variation des autres actifs et passifs opérationnels	(1 031)	(1 267)	(1 509)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (B)</b>	<b>(4 786)</b>	<b>(1 762)</b>	<b>(1 731)</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(1 924)	(184)	(184)
Décaissements liés aux frais de développement immobilisés	(369)	(595)	(595)
Décaissements liés aux prêts et dépôts	(35)	3	3
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	16	-	-
Flux de trésorerie liés aux opérations de regroupement d'entreprise	(411)	-	-
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (C)</b>	<b>(2 723)</b>	<b>(776)</b>	<b>(776)</b>
Augmentation de capital de la société mère	5 521	4 247	4 247
Souscription des minoritaires aux augmentations de capital des filiales	-	15	15
Cession (acquisition) d'actions propres	-	7	7
Remboursement d'emprunts et de dettes financières	(1 714)	(2 211)	(2 211)
Emission d'emprunts et de dettes financières	570	397	403
Variation des passifs financiers relatifs à l'affacturage	-	-	104
Intérêts financiers nets versés (*)			(142)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (D)</b>	<b>4 377</b>	<b>2 455</b>	<b>2 423</b>
Incidence des variations des cours de devises (E)	2	(7)	(6)
<b>Variation de trésorerie nette (B+C+D+E)</b>	<b>(3 129)</b>	<b>(90)</b>	<b>(90)</b>
Trésorerie à l'ouverture	4 721	4 811	4 811
Trésorerie à la clôture	1 592	4 721	4 721

(\*) Dans la présentation en normes françaises les intérêts décaissés sont présentés en flux d'exploitation

## ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

---

<b>ASPECTS GENERAUX .....</b>	<b>42</b>
Note 1 Comptes consolidés et principes comptables.....	42
Note 2 Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprises .....	52
Note 3 Secteurs opérationnels .....	53
<b>NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT .....</b>	<b>54</b>
Note 4 Chiffre d'affaires .....	54
Note 5 Autres produits d'exploitation .....	54
Note 6 Charges externes.....	55
Note 7 Effectifs et charges de personnel.....	56
Note 8 Dotations et reprises aux amortissements et provisions .....	56
Note 9 Résultat financier .....	57
Note 10 Résultat exceptionnel.....	57
Note 11 Impôts sur les résultats .....	58
Note 12 Résultat par action .....	59
<b>NOTES RELATIVES AU BILAN .....</b>	<b>59</b>
Note 13 Écarts d'acquisition .....	59
Note 14 Immobilisations incorporelles .....	61
Note 15 Immobilisations corporelles.....	62
Note 16 Stocks.....	62
Note 17 Clients et comptes rattachés.....	63
Note 18 Autres créances et comptes de régularisation.....	63
Note 19 Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	64
Note 20 Capitaux propres et informations sur le capital.....	64
Note 21 Plans d'options et assimilés .....	65
Note 22 Autres fonds propres.....	67
Note 23 Provisions.....	68
Note 24 Emprunts et dettes financières.....	69
Note 25 Fournisseurs et comptes rattachés .....	70
Note 26 Autres dettes et comptes de régularisation.....	70
<b>INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>71</b>
Note 27 Engagements hors bilan .....	71
Note 28 Informations sur les parties liées.....	72
Note 29 Événements post-clôture .....	73
Note 30 Honoraires des commissaires aux comptes .....	74

## ASPECTS GENERAUX

---

### Informations relatives à l'entreprise

Le Groupe Lucibel (le « **Groupe** ») est spécialisé dans la conception et la distribution de solutions d'éclairage innovantes basées en particulier sur la technologie LED (*Light-Emitting Diod*, ou diode électroluminescente). Le Groupe est positionné pour l'essentiel sur les segments du marché des professionnels pour lesquels ses solutions LED apportent une valeur d'usage maximale, à savoir les commerces, les musées, les bureaux et l'industrie. Le Groupe se diversifie dans d'autres domaines d'application de la LED comme la communication par la lumière pour laquelle la Société est pionnière dans l'industrialisation et la commercialisation du LiFi (accès à internet par la lumière).

La société mère du Groupe, Lucibel SA (la « **Société** »), créée en 2008, est une société anonyme, régie par les dispositions de la loi française et dont le siège social a été transféré à Barentin (France) en juin 2018.

Le Groupe Lucibel compte 131 collaborateurs au 31 décembre 2018 et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 17,6 M€ au cours de l'exercice 2018.

## NOTE 1 – Comptes consolidés et principes comptables

---

### Changement de référentiel comptable

Dans un souci de simplification, le conseil d'administration de LUCIBEL a décidé le 26 juillet 2018 de présenter à compter de l'exercice 2018 ses comptes consolidés selon le règlement du Comité de la réglementation comptable (CRC) n°99-02 du 29 avril 1999 alors que les précédents comptes publiés étaient établis conformément aux normes IFRS.

La première application du règlement CRC n°99-02 est effectuée, en accord avec le règlement ANC n°2010-01 du 3 juin 2010, de façon rétrospective en utilisant les règles et méthodes comptables en vigueur à la date de clôture de l'exercice du changement. Les ajustements en résultant sont comptabilisés en capitaux propres dans le bilan d'ouverture de l'exercice précédant celui du changement soit dans les capitaux propres arrêtés au 31 décembre 2016.

Les comptes annuels consolidés 2018 du Groupe Lucibel (« le Groupe ») ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 26 avril 2019.

Les principaux retraitements effectués en normes IFRS qui ne sont plus appliqués au 31 décembre 2018 car non prévus par le règlement du CRC n°99-02 du 29 avril 1999 sont résumés ci-dessous :

- reconnaissance des encours clients financés au titre de contrats d'affacturage en emprunts et dettes financières ;
- retraitements relatifs aux avances financières remboursables consenties à taux zéro ;
  - reconnaissance de l'avantage de taux comme une subvention enregistrée en produit dans le compte de résultat ;
  - reconnaissance en charges financières du coût financier des avances remboursables calculé au taux du marché ;
- comptabilisation en charges de personnel, en contrepartie, d'une augmentation des capitaux propres (réserves liées au capital), du coût des plans d'options de souscription, de BSPCE et d'actions gratuites accordés au personnel et aux dirigeants, déterminé par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres octroyés, appréciée à la date d'attribution (Paiements fondés sur des actions - IFRS 2) ;
- comptabilisation de la charge d'Organic lors de son exigibilité (rattachement à l'exercice du paiement) ;
- comptabilisation en capitaux propres de l'impact des écarts actuariels relatifs aux provisions pour indemnités de départ à la retraite ;
- absence de limitation des intérêts minoritaires débiteurs.

Le changement de référentiel appliqué au bilan d'ouverture des comptes arrêtés au 31 décembre 2017, soit aux données du 31 décembre 2016 conduit aux ajustements suivants :

- diminution de l'actif circulant et des dettes pour un montant de 2 661 K€ correspondant à un retraitement sur le factor ;
- diminution de 140 K€ des capitaux propres dont la majeure partie provient du retraitement des avances remboursables.

L'évaluation des impacts du changement de référentiel appliqué au bilan arrêté au 31 décembre 2017 s'établit comme suit :

ACTIFS – En K€	31/12/17 publié	Retraitement Factor	Retraitement Avance remboursable	Retraitement Organic	Retraitement limitation intérêts débiteurs	31/12/17 retraité
Ecart d'acquisition	7 740					7 740
Immobilisations incorporelles	3 639					3 639
Immobilisations corporelles	597					597
Immobilisations financières	143					143
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>12 119</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12 119</b>
Stocks et en-cours	4 855					4 855
Clients et comptes rattachés	5 715	(3 481)				2 234
Autres créances et comptes de régularisation	1 859	823				2 682
Valeurs mobilières de placement	1					1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 723					4 723
<b>Total actif circulant</b>	<b>17 153</b>	<b>(2 658)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>14 495</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>29 272</b>	<b>(2 658)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>26 614</b>

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS – En K€	31/12/17 publié	Retraitement Factor	Retraitement Avance remboursable	Retraitement Organic	Retraitement limitation intérêts débiteurs	31/12/17 retraité
Capital	10 520					10 520
Primes liées au capital	40 836					40 836
Réserves de conversion groupe	(178)					(178)
Réserves et résultats accumulés	(36 267)		(110)	(18)	(15)	(36 410)
<b>Total Capitaux propres (1)</b>	<b>14 911</b>	<b>-</b>	<b>(110)</b>	<b>(18)</b>	<b>(15)</b>	<b>14 768</b>
Intérêts hors groupe (2)	(15)				15	0
Autres fonds propres (3) (*)	1 815		110			1 925
Provisions (4)	693			18		711
Emprunts et dettes financières	5 143	(2 766)				2 377
Fournisseurs et comptes rattachés	3 124					3 124
Autres dettes et comptes de régularisation	3 601	108				3 709
<b>Total Dettes (5)</b>	<b>11 868</b>	<b>(2 658)</b>				<b>9 210</b>
<b>TOTAL PASSIF (1+2+3+4+5)</b>	<b>29 272</b>	<b>(2 658)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>26 614</b>

(\*) présentés en « Emprunts et dettes financières » dans les comptes publiés en normes IFRS

L'évaluation des impacts du changement de référentiel appliqué au compte de résultat arrêté au 31 décembre 2017 s'établit comme suit :

Données en K€	31/12/2017 publié	Reclassements	Retraitement IFRS 2	Organic	Retraitement Avance remb.	Retraitement retraite	31/12/2017 retraité
Chiffre d'affaires	19 369						19 369
Autres produits d'exploitation	1 264	(5)	18		(25)		1 253
Achats consommés	(9 039)	(9)					(9 048)
Charges externes	(4 573)						(4 573)
Charges de personnel	(7 689)	18	137				(7 534)
Impôts et taxes	(285)			18			(267)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	(428)	(18)	(18)			3	(461)
Autres charges d'exploitation	(271)						(271)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(1 652)</b>	<b>(14)</b>	<b>137</b>	<b>18</b>	<b>(25)</b>	<b>3</b>	<b>(1 533)</b>
Charges et produits financiers	(92)	(95)			67		(120)
<b>Résultat courant des sociétés intégrées</b>	<b>(1 745)</b>	<b>(109)</b>	<b>137</b>	<b>18</b>	<b>42</b>	<b>3</b>	<b>(1 653)</b>
Charges et produits exceptionnels	(51)	108	106		(31)		132
Impôt sur les bénéfices	(2)						(2)
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>(1 797)</b>	<b>(1)</b>	<b>243</b>	<b>18</b>	<b>11</b>	<b>3</b>	<b>(1 523)</b>
<i>Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence</i>	(23)						(23)
<i>Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition</i>	-						-
<b>Résultat net</b>	<b>(1 820)</b>	<b>(1)</b>	<b>243</b>	<b>18</b>	<b>11</b>	<b>3</b>	<b>(1 546)</b>

## Financement et continuité d'exploitation

Au cours de l'exercice 2018, les besoins de financement de la Société ont été couverts principalement grâce à deux augmentations de capital successives d'un montant net des frais d'émission de 5.621 K€.

Au 31 décembre 2018, le Groupe dispose d'une trésorerie disponible de 1.599 K€ et de capitaux propres positifs à hauteur de 15.311 K€. A cette date, l'endettement du Groupe s'élève à 3.265 K€ (y compris 1.495 K€ d'avances conditionnées).

Le Groupe demeure en contact avec de nombreux investisseurs et étudie de façon régulière diverses solutions de financement qui peuvent consister en des levées de nouveaux fonds propres ou prendre la forme d'emprunts bancaires ou d'émissions d'obligations.

En avril 2019, le Groupe a cédé une partie de son site de Barentin pour 4.075 K€ et a obtenu un accord pour un nouvel emprunt de 396 K€ (remboursable sur 4 ans) ce qui va lui permettre de renforcer sa trésorerie.

Ces éléments ont été pris en considération pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2018.

### **Jugement et recours à des estimations**

La préparation des états financiers nécessite, de la part de la Direction de Lucibel, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants des actifs et des passifs, sur ceux des produits et des charges, et sur l'information donnée dans les notes aux états financiers.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont déterminées à partir de l'expérience opérationnelle accumulée, de données de marché disponibles et sur la base d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs dans l'application des principes comptables retenus par le Groupe. Les montants définitifs qui figureront dans les futurs états financiers de Lucibel pourront être différents des valeurs actuellement estimées. Ces estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue.

Les estimations retenues qui contribuent de manière significative à la présentation des états financiers portent notamment sur les éléments suivants :

- Appréciation de la valorisation des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée indéterminée

Le Groupe LUCIBEL considère qu'il n'y a pas de durée d'utilisation limitée aux écarts d'acquisition et aux marques comptabilisés à l'actif de son bilan. En conséquence, ces éléments incorporels ne font pas l'objet d'un amortissement mais de tests de valeur à la clôture de chaque exercice dont les modalités sont précisées aux notes 13 et 14 de l'annexe.

En ce qui concerne les écarts d'acquisition, suite à la poursuite de l'intégration des sociétés du Groupe, les écarts d'acquisition sont désormais suivis au niveau du Groupe pris dans son ensemble. Ainsi, l'estimation de la valeur recouvrable des actifs d'exploitation, y compris écarts d'acquisition, qui se faisait jusqu'à présent par activité, se fait désormais aux bornes du Groupe (cf. note 13).

- Reconnaissance des frais de développement à l'actif

Lucibel consacre des efforts importants à la recherche et au développement. Dans ce cadre, Lucibel doit effectuer des jugements et interprétations :

- pour la déterminer les frais de développement qui doivent être capitalisés lorsque les six critères définis par l'article 212-3 du Plan comptable général sont satisfaits ;
- pour apprécier le caractère recouvrable de ces actifs qui repose sur les perspectives d'activité et de rentabilité.

- Provisions

Lucibel peut être impliquée dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée par Lucibel dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraîneront des coûts à sa charge. Lucibel se rapproche de ses conseils et met en œuvre des jugements et des interprétations afin de déterminer sa meilleure estimation du risque encouru et d'établir le niveau de provisionnement du risque. Les provisions sont présentées en note 23.

### **Description des principes comptables**

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe sur tous les exercices présentés.

### Méthodes de consolidation

#### *(i) Périmètre de consolidation*

Les entités contrôlées par la Société et sont consolidées par intégration globale. Le contrôle existe lorsque la Société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les entités dans lesquelles la société détient une influence notable sont mises en équivalence.

#### *(ii) Transactions éliminées dans les états financiers*

Les soldes bilantiels, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intra groupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

### Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leur exercice au 31 décembre de chaque année.

### Principes de conversion

L'euro est la monnaie de présentation des comptes du Groupe et est également la monnaie fonctionnelle de la société mère Lucibel et de ses filiales, hormis celles qui sont établies hors de la zone euro.

#### *(i) Transactions en monnaie étrangère*

Les ventes de marchandises et services en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en euro en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction.

Les différences de change relatives aux éléments monétaires qui font en substance partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans une filiale étrangère consolidée sont inscrites directement en écart de conversion dans les capitaux propres.

#### *(ii) États financiers des activités à l'étranger*

Pour les besoins de la consolidation, les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger, y compris l'écart d'acquisition, sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euros en utilisant le cours de change moyen de la période.

Les écarts de change résultant des conversions sont enregistrés en écarts de conversion, composante distincte des capitaux propres.

Les cours de change utilisés sont les suivants :

Devises	Taux de clôture 31/12/2018	Taux Moyen 2018	Taux Moyen 2017	Taux de clôture 31/12/2017
AED Dirham EAU	4,21160	4,32583	4,14804	4,40590
CHF Franc Suisse	1,12690	1,12930	1,11185	1,17020
CNY Yuan	7,87510	7,83980	7,62692	7,80440
HKD Dollar de Hong Kong	8,96750	8,90260	8,80349	9,37200
MAD Dirham Marocain	10,95790	11,07400	10,94778	11,22360

### Méthodes d'évaluation

#### Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité dont le Groupe prend le contrôle :

- les actifs identifiables acquis et les passifs assumés sont évalués à la valeur d'utilité pour les biens destinés à l'exploitation ;
- les intérêts minoritaires sont évalués à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise.

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- le prix d'acquisition de l'entité acquise, prenant en considération les compléments de prix éventuels définis dans le contrat d'acquisition et les coûts directement imputables à l'acquisition ;
- l'évaluation totale des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise.

L'identification et la valorisation des actifs et passifs s'appuient sur une démarche explicite et documentée. Le groupe dispose d'un délai se terminant à la clôture du 1<sup>er</sup> exercice ouvert postérieurement à l'acquisition pour affecter l'écart d'acquisition dégagé. Si l'écart d'acquisition est négatif, il est rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses et les conditions déterminées lors de l'acquisition, étant rappelé qu'à ce jour aucune acquisition de titres n'a généré un écart d'acquisition négatif.

L'écart d'acquisition positif est inscrit à l'actif immobilisé. L'entité détermine la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, notamment sur les aspects techniques, économiques et juridiques. Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au groupe, ce dernier n'est pas amorti. Lorsqu'il existe, lors de l'acquisition, une limite prévisible à sa durée d'utilisation, l'écart d'acquisition est amorti linéairement sur cette durée, ou, si elle ne peut être déterminée de manière fiable, sur 10 ans. Toute modification significative de la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est traitée de manière prospective.

L'entité doit apprécier, à chaque clôture des comptes, s'il existe un indice montrant que l'écart d'acquisition a pu perdre de sa valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est comparée à sa valeur actuelle. Si sa valeur actuelle devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Lorsque la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est non limitée, le test de dépréciation est réalisé au moins une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur.

Les dépréciations comptabilisées ne sont jamais reprises.

## Immobilisations incorporelles

### *(i) Immobilisations acquises (en dehors des regroupements d'entreprises)*

Les immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, et font l'objet d'un amortissement dès lors qu'elles ont une durée de vie limitée ; elles font l'objet de tests de valeur dans le cas contraire.

### *(ii) Recherche et développement*

Les dépenses de recherche supportées en vue d'acquérir une compréhension et des connaissances techniques nouvelles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement engagées en vue de la production de nouveaux produits ou pour en améliorer substantiellement les performances, sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du matériel et la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement. Ces conditions sont considérées remplies lorsque les six critères de capitalisation imposés par l'article 212-3 du Plan comptable général sont démontrés :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- intention de la Société d'achever le projet,
- capacité de celle-ci à utiliser ou à vendre cet actif incorporel,
- démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
- disponibilité de ressources techniques, financières et autres afin d'achever le projet,
- évaluation fiable des dépenses de développement.

Les autres dépenses de développement, engagées notamment en vue de la maintenance évolutive et de l'optimisation courante des matériels sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

### *(iii) Dépenses ultérieures*

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant et si leurs coûts peuvent être évalués de manière fiable. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

### *(iv) Amortissements*

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si elle est indéterminée.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties dès qu'elles sont prêtes à être mises en service. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Relations Clients.....	7 à 10 ans
Brevets, frais de recherche et développement.....	1 à 3 ans
Licences et logiciels.....	1 à 3 ans

### *(v) Dépréciation*

Pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et les immobilisations incorporelles en cours, un test de dépréciation est effectué systématiquement une fois par an au 31 décembre, ou lorsqu'un indicateur de perte de valeur a été identifié.

Pour les autres immobilisations incorporelles, un test de dépréciation est effectué lorsqu'un indicateur de perte de valeur a été identifié.

### Immobilisations corporelles

#### *(i) Actifs dont le Groupe est propriétaire*

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production (charges directes et indirectes engagées en vue d'amener les biens concernés en état de production), diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et du cumul des pertes de valeur (voir. § *Dépréciation*).

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées de vie utile différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

#### *(ii) Actifs loués*

Les immobilisations financées au moyen d'un contrat de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode décrite ci-dessous et la dette correspondante figure au passif dans le poste « dettes financières » et est présentée entre une part courante et une part non courante.

#### *(iii) Coûts ultérieurs*

Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et si son coût peut être évalué de manière fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

#### *(iv) Amortissements*

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée de vie utile estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Bâtiments	20 ans
Installations générales et agencements	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

### Chiffre d'affaires et garanties

Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, luminaires et divers accessoires.

Le Groupe reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions à la livraison des produits.

Lorsque ces ventes sont associées à une prestation d'installation, le chiffre d'affaires est reconnu au terme de la prestation de services.

Le Groupe offre par ailleurs à ses clients une garantie sur produits défectueux généralement d'une durée de 12 à 36 mois pour laquelle le Groupe comptabilise une provision pour garantie.

Le Groupe accorde des remises de fin d'année à certains distributeurs selon les accords de distribution signés. Ces remises de fin d'année sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

### Stocks

Les stocks sont constitués (i) de composants utilisés dans le cadre de la fabrication des produits et solutions LED commercialisés par le Groupe et (ii) de produits finis.

Les stocks sont évalués au coût d'achat, calculé selon la méthode du coût moyen pondéré augmenté le cas échéant des frais d'approche. Une provision pour dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur des stocks détenus est inférieure à leur valeur de réalisation, notamment suite à des changements intervenus dans la gamme de produits vendus ou lorsque des difficultés d'écoulement existent.

### Créances

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsqu'il existe des risques identifiés d'irrecouvrabilité.

Le Groupe a recours à un prestataire d'affacturage (factor) auprès duquel il cède une partie de ses créances clients en contrepartie d'un financement à court terme. De ce fait, les sommes avancées par le factor, en règlement anticipé des créances clients, sont constatées en moins du poste client en application de la réglementation comptable. Par ailleurs, il convient de préciser que les contrats d'affacturages ne sont pas sans recours pour le factor puisqu'ils stipulent que les créances clients cédées par le Groupe et non réglées 45 jours après leur échéance seront « définancées ».

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires.

Les découverts bancaires ou soldes créditeurs de banque figurent au bilan, dans la rubrique « *Emprunts et dettes financières* » mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie.

### Dépréciation des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable est estimée à chaque date de clôture, ou lorsqu'un indicateur de perte de valeur a été identifié.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le résultat

#### *(i) Calcul de la valeur recouvrable*

Pour les écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles, la valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre leur juste valeur diminuée des coûts de la vente et leur valeur d'utilité. Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux, avant impôt, qui reflète l'appréciation courante de marché et de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

#### *(ii) Reprise de la perte de valeur*

Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif amortissable est reprise s'il y a un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

### Provisions

En accord avec les articles 322-3 et 322-2 du Plan comptable général, une provision est comptabilisée dans le résultat lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

### Emprunts et passifs financiers

Les emprunts et autres dettes financières sont constitués :

- des emprunts bancaires, ainsi que d'autres emprunts divers et les intérêts courus afférents,
- des découverts bancaires.

### Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

### Avantages du personnel

Les engagements de retraite sont les seuls avantages du personnel à long terme. Ils sont constitués par les indemnités de fin de carrière (IFC) légales et conventionnelles du personnel des entités françaises. Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés et il est comptabilisé en résultat d'exploitation dans le poste « *Dotations aux amortissements et provisions* ». L'incidence des variations d'hypothèse est constatée immédiatement en compte de résultat.

Les autres plans de retraite supportés par le Groupe sont des plans à cotisations définies pour lesquels l'engagement de l'employeur se limite au versement des cotisations prévues.

### Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires qui apparaissent dès lors que la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- l'écart d'acquisition non déductible fiscalement,
- les différences temporaires liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

L'évaluation des actifs et des passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits lorsqu'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

### Résultats par action

Le résultat par action est déterminé en divisant le résultat net de l'ensemble consolidé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, calculé en fonction des dates d'encaissement des fonds provenant des augmentations de capital réalisées.

### Information sectorielle

Pour les besoins de l'information sectorielle (ventilation du chiffre d'affaires et des immobilisations ou actifs employés, ventilation du résultat d'exploitation) par secteur d'activité ou zone géographique, un secteur d'activité ou une zone géographique est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers ou pays qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles. La segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle devrait être issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne de l'entreprise.

#### Titres de l'entreprise consolidante

Les actions propres sont portées en réduction des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées.

#### Subventions

Le Groupe réalise des dépenses de recherche et développement et peut bénéficier à ce titre d'un Crédit d'Impôt Recherche (CIR), qui est assimilée à une subvention publique.

La part du CIR relative à des frais de développement capitalisés est enregistrée en « *Produits constatés d'avance* » et reconnue en résultat au rythme de l'amortissement des actifs incorporels correspondants. La part concernant des frais de recherche est constatée en résultat sur le même exercice que les frais correspondants.

Le Groupe bénéficie d'un certain nombre d'aides publiques, sous forme de subventions ou d'avances conditionnées. Ces avances sont enregistrées en « *Autres fonds propres* ». En cas de constat d'échec prononcé, l'abandon de créance consenti est enregistré en subvention.

### **NOTE 2 - Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprises**

---

Le Groupe a acquis 100% des titres de la société Confidence SAS le 4 octobre 2018 pour un prix d'acquisition total de 1 080 K€, y compris les coûts d'acquisition. Cette société a par ailleurs fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au profit de la maison mère Lucibel SA au 31 décembre 2018.

Le chiffre d'affaires pro forma du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 comme si l'acquisition de Confidence avait été réalisée au 1<sup>er</sup> janvier 2018, s'établirait à 18 825 K€ et le résultat net pro forma serait une perte de 4 852 K€.

Par ailleurs, en début d'exercice 2018, le Groupe a réalisé une fusion simplifiée par transmission universelle de patrimoine entre Lucibel SA et Lucibel Barentin. Au cours du second semestre 2018, le Groupe a également mené une fusion simplifiée par transmission universelle de patrimoine entre Lucibel SA et Cordel Développement. Ces deux opérations n'ont pas d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

### Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2018, le périmètre de consolidation, constitué des filiales consolidées par intégration globale et des entreprises consolidées par mise en équivalence s'établit comme suit :

Nom de la Société	Adresse du siège social	Pays d'activité	Méthode de consolidation (1)	% contrôle 2018	% intérêts 2018
Lucibel SA	101, allée des vergers 76 360 BARENTIN	France	IG	Société mère	
Confidence SAS (2)	111, bd Duhamel du Monceau 45 160 OLIVET	France	IG	100%	100%
Cordel	101, allée des vergers 76 360 BARENTIN	France	IG	100%	100%
Cordel Développement (3)	18 quai Commandant Malbert 29 200 BREST	France	IG	100%	100%
Diligent Factory(4)	Room 1025, Tongsheng Technology Building, Dalang, Longhua, Shenzhen, China	Chine	IG	100%	100%
LINE 5	9 avenue Edouard Belin 92 500 RUEIL MALMAISON	France	IG	100%	100%
Lucibel Africa	22 rue Charam Achaykh Palmier, 20000 Casablanca	Maroc	IG	80%	80%
Lucibel Asia (5)	Unit 109, 1/F., Morlite Building, 40 Hung To Road, Kwun Tong, KOWLOON, HONG KONG	Chine (Hong Kong)	IG	100%	100%
Lucibel Benelux (4)	Battelsesteenweg 455E 2800 MECHELEN - Belgique	Belgique	IG	100%	100%
Lucibel Suisse (4)	Chemin des Chalets 7, 1279 CHAVANNES DE BOGIS	Suisse	IG	100%	100%
Luciconnect	9 avenue Edouard Belin 92 500 RUEIL MALMAISON	France	IG	70%	70%
Procédés Hallier	69, rue Victor Hugo 93 100 MONTREUIL	France	IG	100%	100%
Lucibel Middle East	P.O Box 341407 , Dubai Silicon Oasis, Suntech Tower, Office 609, DUBAÏ	EAU	MEQ	40%	40%
SLMS (6)	35 rue Joseph Monier, 92500 RUEIL MALMAISON	France	MEQ	50%	47%

(1) IG : Intégration globale, MEQ: Mise en équivalence

(2) société rachetée en octobre 2018 et qui a fait l'objet d'une TUP fin décembre 2018

(3) société ayant fait l'objet d'une TUP en juillet 2018

(4) société en sommeil

(5) société liquidée en 2018

(6) société en cours de liquidation

### **NOTE 3 - Secteurs opérationnels**

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de Lucibel.

Il n'existe qu'un seul secteur d'activité au sein du Groupe Lucibel qui regroupe les activités de développement et de commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions LED.

#### NOTE 4 - Chiffre d'affaires

Répartition du CA selon la zone géographique des entités de facturation	31/12/2018	31/12/2017
France	17 328	19 085
Afrique - Moyen Orient	236	284
<b>Total</b>	<b>17 564</b>	<b>19 369</b>

Répartition du CA selon la zone géographique des clients facturés	31/12/2018	31/12/2017
France	16 092	17 251
Afrique - Moyen Orient	479	919
Europe et reste du monde	885	1 199
Asie Pacifique	108	
<b>Total</b>	<b>17 564</b>	<b>19 369</b>

Répartition du CA par nature	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises	16 409	17 217
Prestations de services	1 155	2 152
<b>Total</b>	<b>17 564</b>	<b>19 369</b>

#### NOTE 5 - Autres produits d'exploitation

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Production stockée	27		
Subvention d'exploitation	903	7	7
Frais de développement capitalisés	473	458	458
Autres produits	188	604	629
Transfert de charges	304	184	166
<b>Total</b>	<b>1 895</b>	<b>1 253</b>	<b>1 260</b>

Le poste « *Subvention d'exploitation* » inclut une subvention reçue de 900 K€ lors de l'acquisition du site industriel de Barentin en février 2018 en contrepartie de l'embauche, depuis 2015, de salariés appartenant à la société SAEG, propriétaire du site de Barentin et filiale du groupe Schneider Electric.

Les frais de développement capitalisés correspondent à une partie des frais de personnel de recherche portée par les structures Lucibel et Lucibel Barentin (en 2017).

Le poste « *Autres produits* » est dû essentiellement au crédit d'impôt recherche qui correspond à la part du CIR 2018 attribuable aux dépenses de recherche conservées en charge et à la reprise en résultat des CIR des années antérieures au rythme de l'amortissement des dépenses de recherche capitalisées.

Le poste « *Transfert de charges* » est principalement constitué des reclassements des coûts relatifs aux opérations de restructuration en charges exceptionnelles.

## NOTE 6 - Charges externes

Répartition des charges externes	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Sous-traitance générale	20	33	33
Locations et charges locatives	968	839	839
Entretiens et réparations	245	260	260
Assurances	190	162	162
Etudes et recherche	7	61	61
Honoraires et commissions	1 577	1 221	1 221
Publicité	336	222	222
Transports sur achats et ventes	660	689	689
Frais déplacements - Missions - Réception	783	736	736
Frais postaux et téléphone	194	202	202
Services bancaires	64	54	54
Autres	50	96	96
<b>Total</b>	<b>5 094</b>	<b>4 573</b>	<b>4 573</b>

Le poste « *Locations et charges locatives* » subit une augmentation significative liée au rachat, par le Groupe, du site de Barentin en février 2018. Les coûts de fonctionnement sont désormais supportés intégralement par le Groupe. L'augmentation du poste « *Assurances* » s'explique également par le rachat du site. La forte augmentation du poste « *Honoraires et commissions* » résulte de la combinaison de trois facteurs :

- la croissance forte du chiffre d'affaires de Line 5 a une incidence sur la rémunération des VDI (vendeurs à domicile indépendants) qui est comptabilisée dans le poste « *Honoraires et commissions* » ;
- les difficultés opérationnelles de Cordel ont occasionné un recours significatif à l'intérim ;
- dans une moindre mesure, les nombreuses opérations juridiques (fusions simplifiées, rachat de la société Confidence, ...) ont entraîné des honoraires supplémentaires.

Les frais de publicité ont également augmenté, le Groupe ayant eu recours au service d'une agence de relations presse et ayant participé à davantage de salons commerciaux.

Les coûts de transports diminuent légèrement et intègrent le déménagement du stock de Cordel de Bénodet à Barentin.

L'augmentation des frais de déplacement est en grande partie imputable aux difficultés opérationnelles de Cordel qui ont engendré de nombreux déplacements de techniciens à travers tout le territoire.

## NOTE 7 - Effectifs et frais de personnel

---

### Effectifs

Au 31 décembre 2018, l'effectif total du Groupe s'élève à 131 contre 142 au 31 décembre 2017.

### Charges de personnel

Au cours de l'exercice 2018, les charges de personnel, se sont élevées à 7 425 K€ contre 7 535 K€ sur la même période en 2017.

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Rémunérations et charges sociales	7 425	7 535	7 411
Evaluation des stock-options, BSPCE et attribution d'actions gratuites			261
Provision pour retraite			17
<b>Total</b>	<b>7 425</b>	<b>7 535</b>	<b>7 689</b>

## NOTE 8 - Dotations aux amortissements et aux provisions

---

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Dot. / (Rep.) - amortissements sur immo. incorporelles	578	589	589
Dot. / (Rep.) provisions - amortissements sur immo. corporelles	209	164	164
Dot. / (Rep.) provisions sur stock	57	93	93
Dot. / (Rep.) provisions sur créances clients	721	(20)	(20)
Dot. / (Rep.) provisions	(125)	(365)	(398)
<b>Total</b>	<b>1 440</b>	<b>461</b>	<b>428</b>

Les dotations sur créances clients intègrent une provision de 600 K€ qui porte sur des créances commerciales envers Lucibel Middle East (société mise en équivalence au 31 décembre 2018) et dont le recouvrement sur les exercices à venir est incertain.

## NOTE 9 - Résultat financier

Les principales composantes du résultat financier sont les suivantes :

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Dotations financières aux amortissements et provisions	-	(105)	(105)
Intérêts et charges assimilées	(114)	(132)	(199)
Différences négatives de change	(14)	(100)	(100)
Autres charges financières	(22)	(121)	(26)
<b>Total des charges financières</b>	<b>(150)</b>	<b>(458)</b>	<b>(431)</b>
Autres intérêts et produits assimilés			
Reprise de dotations aux amortissements et aux provisions financières			
Différences positives de change	17	20	20
Autres produits financiers	49	318	318
<b>Total des produits financiers</b>	<b>66</b>	<b>338</b>	<b>338</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(84)</b>	<b>(120)</b>	<b>(92)</b>

En 2017, les autres produits financiers correspondaient à une avance de trésorerie de 300 K€ consentie par Schneider Electric qui n'a finalement pas été remboursée par le Groupe en vertu des accords passés dans le cadre de la cession du site de Barentin.

## NOTE 10 – Résultat exceptionnel

Les principales composantes du résultat exceptionnel sont les suivantes :

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Pertes sur cession		-	-
Autres produits et charges exceptionnels	(336)	(8)	(191)
Dot. / Rep. provisions	(965)	140	140
<b>Total</b>	<b>(1 301)</b>	<b>132</b>	<b>(51)</b>

Le poste « *Autres produits et charges exceptionnels* » intègrent les coûts du plan de restructuration mis en œuvre par le Groupe à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre 2018.

Par ailleurs, le Groupe a décidé d'enregistrer, au 31 décembre 2018, une dépréciation exceptionnelle de la marque Cordel inscrite à l'actif du bilan. En effet, Cordel s'adresse à la fois aux grandes enseignes nationales, dont le développement est dynamique, et aux commerces de proximité. Ce segment des commerces de proximité est affecté par le développement des enseignes nationales, des centres commerciaux et du commerce en ligne, situation qui entraîne la fermeture de nombreux points de vente. Cette évolution de marché semble inéluctable, et même si cette activité représente moins de 20% du chiffre d'affaires de Cordel, le Groupe a décidé de déprécier la marque Cordel dans ses comptes consolidés 2018 à hauteur de 662 K€ sur un montant total de 1 883 K€, résultant d'une estimation réalisée selon la méthode des redevances.

Ont été également enregistrées en résultat exceptionnel différentes provisions pour litiges.

## NOTE 11 - Impôts sur les résultats

### Ventilation de la charge ou du produit d'impôt

Le produit d'impôt sur les bénéfices se ventile comme suit :

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
(Charge) Produit d'impôt courant	75	(2)	(2)
(Charge) Produit d'impôts différés	-	-	-
<b>Total</b>	<b>75</b>	<b>(2)</b>	<b>(2)</b>

### Impôts différés par nature

En K€	31/12/2018	Variation	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Immobilisations incorporelles	514	(258)	772	772
Déficits reportables et autres différences temporaires	(514)	258	(772)	(772)
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### Rapprochement de l'impôt comptabilisé et de l'impôt théorique

L'écart entre l'impôt sur les sociétés calculé selon le taux en vigueur en France et le produit ou la charge d'impôt au compte de résultat s'analyse comme suit :

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Résultat avant impôt hors résultat des mises en équivalence	(5 143)	(1 521)	(1 796)
<i>Taux d'impôt en vigueur</i>	33,33%	33,33%	33,33%
<b>(Charge) Produit d'impôt théorique calculé au taux en vigueur</b>	<b>1 714</b>	<b>507</b>	<b>599</b>
Incidence sur la (charge) produit d'impôt des :			
Déficits antérieurs non activés utilisés		58	58
Déficits de la période non activés	(1 629)	(456)	(456)
Différentiel de taux	34		
Impôt sur la charge calculée au titre d'IFRS 2			(87)
Impôt sur abandons de créance		(32)	(32)
Autres éléments	(44)	(79)	(84)
<b>(Charge) Produit d'impôt constaté au compte de résultat</b>	<b>75</b>	<b>(2)</b>	<b>(2)</b>

Au 31 décembre 2018, les déficits fiscaux non activés du Groupe, qui pourraient être utilisés sur les bénéfices futurs, s'établissent et se répartissent comme suit :

Montants en base En K€	31/12/2018	31/12/2017
France	42 621	33 527
Afrique	153	71
<b>Total</b>	<b>42 774</b>	<b>33 598</b>

Les déficits reportables en France, soit 42 621 K€ au 31 décembre 2018, sont reportables de manière indéfinie. L'utilisation des reports déficitaires est néanmoins plafonnée : conformément aux textes fiscaux en vigueur, l'imputation d'un déficit antérieur est plafonnée à 50% du bénéfice imposable de l'exercice au-delà de 1 M€.

Les déficits reportables au Maroc (153 K€) sont reportables sur une durée de 4 ans.

Il est précisé que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, Lucibel SA a constitué un groupe d'intégration fiscale avec les sociétés Cordel Développement, Cordel, et Procédés Hallier. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la société Line 5 et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, la société Lucibel Barentin ont rejoint l'intégration fiscale du Groupe. Lucibel Healthcare qui était dans le groupe d'intégration fiscale en 2014 et 2015 a été absorbée par voie de TUP en 2016. De même, Lucibel Barentin et Cordel Développement ont été absorbées par voie de TUP en 2018.

## NOTE 12 - Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice (hors titres d'autocontrôle)

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSPCE, actions gratuites et options, voir note 21) sont considérés comme anti dilutifs car ils induisent une augmentation de la perte par action. Ainsi, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

Résultat par action	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Résultat de l'exercice (en K€)	(5 068)	(1 546)	(1 820)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	12 060 174	10 123 054	10 123 054
Résultat de base par actions (€ / action)	(0,42)	(0,15)	(0,18)
Résultat dilué par action (€ / action)	(0,42)	(0,15)	(0,18)

## NOTE 13 - Écarts d'acquisition – regroupements d'entreprises

La variation des écarts d'acquisition en valeur nette se décompose comme suit :

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Valeur nette en début d'exercice	<b>7 740</b>	<b>7 740</b>	<b>7 740</b>
Mouvement de périmètre	491	-	-
Perte de valeur	-	-	-
<b>Valeur nette en fin d'exercice</b>	<b>8 231</b>	<b>7 740</b>	<b>7 740</b>

Au 31 décembre 2018, les écarts d'acquisition se décomposent de la façon suivante :

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Cordel	6 114	6 114	6 114
Procédés Hallier	1 626	1 626	1 626
Confidence (en cours d'affectation)	491		
<b>Total</b>	<b>8 231</b>	<b>7 740</b>	<b>7 740</b>

Le groupe LUCIBEL s'est engagé dans une logique de regroupement des différentes entités acquises au cours des exercices, faisant jouer de plus en plus les synergies, notamment avec un regroupement d'équipes à Barentin, une plus grande intégration des productions sur Barentin, un service d'achats et de ressources humaines commun, la volonté à un terme de 2/3 ans de réaliser une TUP (transmission universelle de patrimoine) des entités CORDEL et PROCEDES HALLIER au profit LUCIBEL SA. Cette évolution dans la stratégie a conduit le Groupe à apprécier la valeur des écarts d'acquisition aux bornes du groupe.

L'écart d'acquisition total s'élève à 8.231 K€ après prise en compte de l'écart d'acquisition de CONFIDENCE pour 491 K€.

La juste valeur de l'actif net d'exploitation (y compris écarts d'acquisition) du Groupe a été estimée à partir de la capitalisation boursière à la date de clôture (15.783 K€), retraitée des éléments de dette nette.

Cette estimation a été corroborée par une évaluation de la valeur du Groupe réalisée à partir des prévisions du dernier plan d'affaires.

Sur la base de ces éléments, la direction de Lucibel estime qu'il n'y a pas lieu de déprécier les écarts d'acquisition au 31 décembre 2018.

En ce qui concerne l'écart d'acquisition de Confidence il convient de rappeler que son analyse sera faite au cours de l'année 2019 afin d'apprécier s'il y a lieu d'identifier des actifs incorporels évaluable, les autres actifs et passifs présents à la date d'acquisition ne comprenant pas d'écarts d'évaluation.

## NOTE 14 - Immobilisations incorporelles

Les acquisitions de l'exercice correspondent principalement à des frais de développement sur des projets R&D terminés ou en cours de développement à la clôture.

Les projets de R&D activés les années précédentes dont les avantages économiques futurs n'ont pas été confirmés ont été sortis de l'actif immobilisé.

VALEUR BRUTE en K€	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immo. incorporelles	Immo. incorporelles en cours	Total
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>1 039</b>	<b>2 023</b>	<b>2 046</b>	<b>619</b>	<b>408</b>	<b>6 135</b>
Acquisitions	542			26		568
Sorties				(8)		(8)
Variations de périmètre				6		6
Autres variations	356		5	4	(360)	5
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>1 937</b>	<b>2 023</b>	<b>2 051</b>	<b>647</b>	<b>48</b>	<b>6 706</b>

AMORTISSEMENTS en K€	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immo. incorporelles	Immo. incorporelles en cours	Total
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>(592)</b>	<b>(1 193)</b>	<b>(119)</b>	<b>(592)</b>	<b>-</b>	<b>(2 496)</b>
Dotations	(298)	(260)	(662) <sup>(1)</sup>	(27)		(1 246)
Sorties	4			4		8
Variations de périmètre				(3)		(3)
Autres variations			(5)	(0)		(5)
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>(886)</b>	<b>(1 453)</b>	<b>(786)</b>	<b>(618)</b>	<b>-</b>	<b>(3 741)</b>

VALEUR NETTE en K€	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immo. incorporelles	Immo. incorporelles en cours	Total
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>447</b>	<b>830</b>	<b>1 927</b>	<b>27</b>	<b>407</b>	<b>3 639</b>
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>1 051</b>	<b>570</b>	<b>1 265</b>	<b>31</b>	<b>48</b>	<b>2 965</b>

(2) voir la note 10 sur le résultat exceptionnel

## NOTE 15 - Immobilisations corporelles

Les principales augmentations de l'exercice correspondent à :

VALEUR BRUTE en K€	Matériels et outillages – Installations techniques	Terrain et constructions	Autres immobilisations corporelles	Total
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>787</b>		<b>620</b>	<b>1 407</b>
Acquisitions	33	1 611	64	<b>1 708</b>
Sorties	(22)		(201)	<b>(43)</b>
Variations de périmètre				-
Autres variations	0		21	<b>21</b>
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>798</b>	<b>1 611</b>	<b>684</b>	<b>3 093</b>

AMORTISSEMENTS en K€	Matériels et outillages – Installations techniques	Terrain et constructions	Autres immobilisations corporelles	Total
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>(529)</b>		<b>(281)</b>	<b>(810)</b>
Dotations	(92)	(57)	(76)	<b>(225)</b>
Sorties	22		20	<b>42</b>
Variations de périmètre			(14)	<b>(14)</b>
Autres variations	1		(0)	<b>0</b>
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>(598)</b>	<b>(57)</b>	<b>(352)</b>	<b>(1 006)</b>

VALEUR NETTE en K€	Matériels et outillages – Installations techniques	Terrain et constructions	Autres immobilisations corporelles	Total
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>258</b>	-	<b>339</b>	<b>597</b>
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>200</b>	<b>1 554</b>	<b>333</b>	<b>2 087</b>

## NOTE 16 - Stocks

La valeur nette des stocks au 31 décembre 2018 s'établit à 4 813 K€ contre 4 855 K€ au 31 décembre 2017. Elle correspond principalement à la valeur nette des composants et produits solutions LED.

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Valeur brute matières premières et composants	1 707	1 458	1 458
Valeur brute marchandises et produits finis	4 008	4 230	4 230
Provisions cumulées	(902)	(833)	(833)
<b>Valeur nette</b>	<b>4 813</b>	<b>4 855</b>	<b>4 855</b>

Les provisions pour dépréciation constatées à la clôture de l'exercice 2018 prennent en considération l'obsolescence et les difficultés d'écoulement de certains produits finis qui impactent l'ensemble des stocks.

Au cours de l'exercice, la variation des provisions sur stocks se décompose comme suit :

En K€	Provisions sur stocks
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>833</b>
Dotations	589
Reprises	(520)
Variations de périmètre	
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>902</b>

#### NOTE 17 - Clients et comptes rattachés

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 Publié
Valeur brute	3 575	3 272	6 753
Provisions cumulées	(1 759)	(1 038)	(1 038)
<b>Valeur nette</b>	<b>1 816</b>	<b>2 234</b>	<b>5 715</b>
<i>Créances nettes à moins d'un an</i>	<i>1 816</i>	<i>2 234</i>	<i>5 715</i>

Le Groupe Lucibel dispose d'un contrat de cessions de créances commerciales sous forme d'affacturage avec GE FactoFrance concernant les sociétés Lucibel SA, Cordel, Procédés Hallier et LuciConnect. Au 31 décembre 2018, le montant total financé par le factor pour le Groupe représente 2 893 K€.

Dans le cadre de ce contrat, les sociétés ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Conformément aux dispositions des contrats, les sociétés, en tant que cédantes, demeurent exposées aux risques de crédit et de délais de paiement.

Le Groupe bénéficie également d'une assurance-crédit en cas de défaillance de ses clients. Ces contrats s'appliquent aux clients à concurrence de leur limite de crédit. Au-delà, la Société procède à une analyse interne du risque client et demande si nécessaire des garanties auprès des clients présentant un risque de crédit et / ou sécurise le paiement avec un paiement d'avance.

#### NOTE 18 - Autres créances et comptes de régularisation

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Fournisseurs avances et acomptes	645	307	307
Etat – crédit d'impôt recherche	725	453	453
Créances fiscales et sociales	645	691	691
Charges constatées d'avance	175	129	129
Autres créances	1 582	1 102	279
<b>Total des autres actifs</b>	<b>3 772</b>	<b>2 682</b>	<b>1 859 (*)</b>

(\*) Dans la présentation IFRS, 59 K€ étaient classés en actifs long terme.

Le poste « *Etat – crédit d'impôt recherche* » inclut le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) de Lucibel et de ses filiales intégrées fiscalement pour 186 K€ et des créances de crédit impôt recherche : soit une quote-part du CIR 2016 (42 K€) et les CIR 2017 (247 K€) et 2018 (202 K€). Ces créances sont à moins d'un an.

## NOTE 19 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Disponibilités	1 599	4 722	4 722
Valeurs mobilières de placement et comptes à terme	0	1	1
<b>Total Trésorerie et Equivalents de trésorerie</b>	<b>1 599</b>	<b>4 723</b>	<b>4 723</b>

## NOTE 20 - Capitaux propres et informations sur le capital

### Capital social

Au 31 décembre 2018, le capital social s'élève à 14 193 K€ et est intégralement libéré. Il est composé de 14 193 496 actions d'une seule catégorie et d'une valeur nominale de 1 euro par action.

Au 31 décembre 2018, 13,3 % du capital social est détenu par le dirigeant fondateur de la Société et sa société holding et 10,09% par le fonds d'investissement Aster Capital. Les actions restantes sont principalement détenues par des investisseurs financiers ou des particuliers intervenant directement sur le marché Euronext Growth.

Les modalités des principales opérations sur le capital sont les suivantes :

- **Augmentation de capital en numéraire intervenue le 20 juillet 2018 suite à l'émission de 1.548.535 actions nouvelles, au prix de 1,6 €, prime d'émission incluse, représentant une souscription d'un montant total brut de 2.477.656 €.**

Le Président, sur délégation du conseil d'administration du 10 juillet 2018, a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital sans suppression du droit préférentiel de souscription (DPS) intervenue suite à la création de 1 548 535 actions nouvelles, pour un montant total de 1 549 K€ de capital et 929 K€ de prime d'émission brute.

- **Augmentation de capital en numéraire intervenue le 1<sup>er</sup> août 2018 suite à l'émission de 2.000.000 actions nouvelles, au prix de 1,6 €, prime d'émission incluse, représentant une souscription d'un montant total brut de 3.200.000 €.**

Le Président, sur délégation du conseil d'administration du 26 juillet 2018, a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital, réservée à deux investisseurs, intervenue suite à la création de 2.000.000 d'actions nouvelles, pour un montant total de 2 000 K€ de capital et 1 200 K€ de prime d'émission brute.

- **Augmentation de capital intervenue le 9 octobre 2018 suite à l'émission de 125.000 actions nouvelles, au prix de 1,6 €, prime d'émission incluse, représentant une souscription d'un montant total brut de 200.000 €.**

Le Président, sur délégation du conseil d'administration du 4 octobre 2018, a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital, avec suppression du DPS, intervenue suite à la création de 125.000 d'actions nouvelles, pour un montant total de 125 K€ de capital et 75 K€ de prime d'émission brute. La moitié de cette augmentation de capital a été réalisée en numéraire, l'autre moitié par compensation de créance.

### Gestion des capitaux propres

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le Groupe veille à disposer des ressources financières nécessaires au financement de sa croissance organique et de ses opérations de croissance externe.

Depuis sa création, le Groupe a financé son développement

- par voie d'augmentations de capital successives ;
- par une émission d'obligations convertibles en actions (décembre 2013) ;
- par la souscription d'emprunts bancaires ;
- et, de manière moins significative, par l'obtention d'aides publiques ou encore par le remboursement de créances de crédit impôt recherche.

Le Groupe continuera à financer son développement et ses besoins en fonds de roulement par des financements appropriés, tout en veillant au maintien de ratios financiers sains.

## NOTE 21 - Plans d'options et assimilés

### Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE »)

Différents programmes d'émission de BSPCE ont été mis en place par le Groupe depuis 2010. Ces programmes bénéficient au personnel salarié, aux dirigeants de Lucibel et depuis août 2015, aux salariés des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

La plupart des programmes présentent les caractéristiques suivantes :

- chaque BSPCE donne le droit de souscrire à une action.
- pour chaque émission, sauf modalités particulières, 50% des bons sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- les BSPCE devenus exerçables peuvent être exercés à tout moment au cours de leur période de validité de 5 ans, décomptée à partir de la date d'attribution.
- en cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les BSPCE non encore acquis (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration). Pour les attributions depuis 2016, une condition de présence au sein de l'entreprise est exigée pour l'exercice des BSPCE.

Certaines attributions comportent désormais des conditions de performance.

Entre 2010 et 2017, sept programmes ont été mis en place successivement par Lucibel SA (la Société). Les plans d'attributions de BSPCE de 2014 à 2017 sont toujours en cours, et dans le cadre de ces plans, 1 109 000 BSPCE ont été attribués, 483 416 ont été annulés suite au départ des bénéficiaires ou à la non réalisation des objectifs définis pour certains plans spécifiques.

En 2018, la société a mis en place un nouveau programme et a attribué 180.000 BSPCE. Sur ces 180.000 BSPCE, 53 000 BSPCE ont d'ores et déjà été annulés par la société suite au départ des bénéficiaires ou à la non réalisation des objectifs définis pour un plan spécifique.

Une synthèse des opérations d'émission de BSPCE est présentée ci-dessous :

<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>1 017 000</b>	<b>4,71</b>
Attribués	134 000	4,55
Exercés	-	-
Annulés	(278 416)	4,07
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>872 584</b>	<b>4,89</b>
Attribués	180 000	2,60
Exercés	-	-
Annulés	(285 000)	5,87
<b>Solde au 31 décembre 2018</b>	<b>767 584</b>	<b>4,00</b>

Au 31 décembre 2018, 444 667 actions peuvent être souscrites au titre des BSPCE exerçables à ce jour.

### Options de souscription et/ ou d'achat d'actions

Les programmes d'options bénéficient aux salariés et mandataires sociaux éligibles de Lucibel SA et des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

Tous les programmes d'options présentent les caractéristiques suivantes :

- Chaque option donne le droit de souscrire à une action.
- Pour chaque émission, 50% des options sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- Les options devenues exerçables peuvent être exercées à tout moment sur une période de 7 ans décomptées à partir de la date d'attribution.
- En cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les options non encore acquises (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration).

Les plans d'attributions d'options de souscription d'actions de 2011 à 2016 sont toujours en cours. 187 750 options ont été attribuées à des prix compris entre 3,75 et 9,50 €. 87 000 ont été annulées suite au départ des bénéficiaires. 7 500 ont été exercées au prix de 5 €.

Les plafonds d'émission autorisés sont communs à l'émission de BSPCE.

Aucune option n'a été exercée sur l'exercice et 32 500 options ont été annulées car devenues caduques. Au risque de devenir caduques, les options attribuées dans le cadre de ces plans devront être exercées dans un délai de 7 ans à compter de leur attribution, au plus tôt pour 50% deux ans après la date d'attribution et pour le solde à partir de la 3<sup>ème</sup> année.

Une synthèse des opérations d'émission d'options de souscription d'actions est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux options attribuées et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>95 750</b>	<b>6,16</b>
Attribués	-	0
Exercés	-	-
Annulés	(2 500)	3,75
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>93 250</b>	<b>6,23</b>
Attribués	-	0
Exercés	-	-
Annulés	(32 500)	5,00
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>60 750</b>	<b>6,88</b>

### Attributions gratuites d'actions (« AGA »)

En juin 2016, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un programme d'attribution d'actions gratuites ne pouvant porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à plus de 5% du capital social de la société à la date de la décision de leur attribution. Au 31 décembre 2016, 54 000 actions gratuites ont été attribuées dans le cadre de ce programme. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 1 an, soit du 7 juillet 2016 au 6 juillet 2017 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 7 juillet 2017 au 6 juillet 2018. Lesdites actions seront effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition sous réserve de leur présence dans l'entreprise à cette date. Ainsi sur l'exercice, 1 000 AGA n'ont pas été acquises du fait du départ d'un salarié.

En mars 2017, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un nouveau programme d'attribution d'actions gratuites ne pouvant porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à plus de 5% du capital social de la société à la date de la décision de leur attribution. Sur l'exercice 2018, 10 000 AGA ont été attribuées portant le nombre total d'attributions d'actions gratuites de ce programme à 34 960 AGA. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 2 ans, soit du 3 avril 2018 au 3 avril 2020 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 3 avril 2020 au 3 avril 2021. Lesdites actions seront effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition sous réserve de leur présence dans l'entreprise à cette date. Sur ce programme, 3 800 AGA ont été annulées du fait du départ de salariés sur l'exercice 2018.

Une synthèse des opérations d'attribution d'actions gratuites est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions gratuites en circulation
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>54 000</b>
Attribuées	24 960
Acquises	(53 000)
Annulées	(2 500)
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>23 460</b>
Attribuées	10 000
Acquises	0
Annulées	(3 800)
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>29 660</b>

## NOTE 22 – Autres fonds propres

Autres fonds propres	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Avances conditionnées	1 495	1 925	1 815
<b>Total emprunts et autres dettes financières</b>	<b>1 495</b>	<b>1 925</b>	<b>1 815(*)</b>

(\*) Dans la présentation IFRS, la dette vis-à-vis de la Coface avait été présentée dans le détail des emprunts en avances conditionnées pour 108 K€

Les autres fonds propres sont constitués d'avances consenties par l'Etat (OSEO) et par la région Normandie dans le cadre de l'implantation de Lucibel sur le site de Barentin. En 2018, le Groupe a obtenu un rééchelonnement des remboursements de l'avance accordée par la région Normandie, qui porte désormais la fin du remboursement de la dette à 2024.

Avances conditionnées	Mise en place	Taux d'intérêt effectif	Au 31 déc. 2018	Arrivant à maturité au cours des exercices suivants					
				31-déc- 2019	31-déc- 2020	31-déc- 2021	31-déc- 2022	31-déc- 2023	31-déc- 2023 et après
Avances OSEO	sept-11	0,00%	<b>151</b>	151	-	-	-	-	-
Avance Région Haute Normandie	2011	0,00%	<b>1 344</b>	157	269	269	269	269	111
<b>Total avances conditionnées</b>			<b>1 495</b>	<b>308</b>	<b>269</b>	<b>269</b>	<b>269</b>	<b>269</b>	<b>111</b>

## NOTE 23 – Provisions

En K€	31/12/2017 publié	31/12/2017 retraité	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclassements	31/12/2018
Provisions pour risque produit	338	338	216	(332)			223
Provisions pour risques	125	125		(20)		(105)	0
Provisions pour engagement de retraite	171	171	0	(34)			137
Autres provisions	59	76	376	(50)		105	507
<b>Total provisions</b>	<b>693</b>	<b>711</b>	<b>592</b>	<b>(436)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>867</b>

### Provisions

La provision pour risque produit couvre les coûts éventuels associés à un mauvais fonctionnement des produits commercialisés par le Groupe durant la période de garantie (généralement comprise entre 1 et 3 ans). Cette provision est évaluée à partir d'une analyse historique des coûts du service après-vente et d'une estimation du coût des actions correctrices à mettre en œuvre (frais d'installation des produits remplacés inclus).

Les provisions pour engagement de retraite concernent essentiellement les régimes à prestations définies, non financés, en France. Au 31 décembre 2018, les engagements de retraite s'élèvent à 137 K€.

En France, le régime à prestations définies concerne le versement d'indemnités de départ en retraite. Le Groupe provisionne ses engagements envers les salariés en application des dispositions des conventions collectives des commerces de gros et de la métallurgie, relatives au départ et à la mise à la retraite, dispositions modifiées en 2004 à la suite de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites. La provision relative aux indemnités de départ en retraite est évaluée de manière actuarielle suivant les modalités exposées à la note 2.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au titre de ces régimes sont les suivantes :

- application d'un taux de revalorisation annuel des salaires de 1,5 % à 2% ;
- application d'un taux d'actualisation brut de 1,57% pour 2018 ;
- l'hypothèse de rotation des effectifs a été mise à jour en fonction de l'historique des départs des cinq dernières années lorsque cet historique existe ou évalué à 5% dans le cas où l'historique n'existe pas ;
- départ à l'initiative du salarié ;
- âge de départ à la retraite : 67 ans ;
- charges sociales patronales : 45% ;
- table de mortalité : INSEE 2013.

Les autres provisions sont évaluées au cas par cas.

### Passifs éventuels

Dans le cadre de la gestion de ses activités, le Groupe est impliqué dans ou a engagé diverses procédures contentieuses ou pré contentieuses qui n'ont pas donné lieu à la constitution de provisions pour risques. Le Groupe estime que la situation financière consolidée ne serait pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable de ces procédures.

## NOTE 24 - Emprunts et autres dettes financières

Emprunts et dettes financières	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Autres emprunts	1 661	2 375	2 374
Dettes financières relatives à l'affacturage	-	-	2 766
Concours bancaires / intérêts courus	9	2	2
<b>Total emprunts et autres dettes financières</b>	<b>1 670</b>	<b>2 377</b>	<b>5 142</b>

L'évolution de ce poste au cours de l'exercice est liée principalement :

- aux remboursements d'emprunts réalisés sur l'exercice pour 1 284 K€ ;
- l'émission de nouveaux emprunts pour 570 K€.

Les remboursements des différents emprunts sur les exercices futurs se ventilent de la façon suivante :

Emprunts	Mise en place	Taux d'intérêt effectif	Au 31 déc. 2018	Arrivant à maturité au cours des exercices suivants					
				31-déc-19	31-déc-20	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-23	31-déc-2023 et après
OSEO - PPA	févr-12	5,80%	<b>45</b>	30	15	-	-	-	-
OSEO - Contrat dev participatif	août-13	5,61%	<b>350</b>	200	150	-	-	-	-
CIC- Neuflyze - Refinancement Procédés Hallier	mars-15	2,80%	<b>375</b>	300	75	-	-	-	-
BRED	déc-17	1,00%	<b>266</b>	132	134	-	-	-	-
CIC - financement acquisition Confidence	nov-18	2,25%	<b>551</b>	114	114	114	114	95	-
Assurance Prospection Export	2014	0,00%	<b>74</b>	-	25	25	24	-	-
Concours bancaires / Intérêts courus			<b>9</b>	9	-	-	-	-	-
<b>Total Emprunts et concours bancaires</b>			<b>1 670</b>	<b>785</b>	<b>513</b>	<b>139</b>	<b>138</b>	<b>95</b>	<b>-</b>

### Devise des emprunts et dettes financières

Le Groupe est endetté uniquement en euros et n'est pas exposé à des risques de change sur sa dette.

### Ventilation taux fixes / taux variables

Les dettes du Groupe sont à taux fixe, à l'exception du prêt OSEO – PPA (150 K€ de nominal) qui porte intérêt à Euribor 3 mois + 555 bps.

### Covenants

L'emprunt à moyen terme contracté en 2013 auprès de la banque CM-CIC (d'un nominal à l'origine de 500 K€), est sujet à des covenants financiers.

Les covenants et engagements spécifiques fixés contractuellement avec la banque CM-CIC sont les suivants :

- maintien des fonds propres déterminés sur la base des comptes annuels de Lucibel SA à au moins 4 M€ (les fonds propres ainsi déterminés s'élèvent à 8 014 K€ au 31 décembre 2018) ;
- maintien d'un ratio dettes financières nettes sur fonds propres de Lucibel SA (déterminés sur la base des comptes annuels) à moins de 0,5. Compte tenu de sa trésorerie disponible au 31 décembre 2018 Lucibel SA présente un ratio d'endettement net de 0,1.

L'emprunt à moyen terme contracté en 2015 auprès des banques CM-CIC et Neuflyze (1.500 K€ de nominal), est également sujet à des covenants financiers. L'un d'entre eux (EBITDA) n'est pas respecté au 31 décembre 2018 mais à la demande de Lucibel, les partenaires bancaires ont signifié leur accord en décembre 2018 pour ne pas demander le remboursement anticipé du solde restant dû au 31 décembre 2018 soit 450 K€ malgré le bris de covenant relatif à l'EBITDA.

Les covenants et engagements spécifiques fixés contractuellement avec les banques CM-CIC et Neuflyze sur la base des comptes consolidés sont les suivants :

- maintien des fonds propres de Lucibel à au moins 10 M€ (les fonds propres ainsi déterminés s'élèvent à 15 311 K€ au 31 décembre 2018) ;
- EBITDA >0 à compter du 31 décembre 2015 (l'EBITDA au 31 décembre 2018 présente une perte de 2 303 K€) ;
- maintien d'un ratio dettes financières nettes (hors avances conditionnées) sur fonds propres de Lucibel à moins de 0,5. Compte tenu de sa trésorerie disponible au 31 décembre 2018, le groupe Lucibel présente un ratio d'endettement net de 0,10.

## NOTE 25 - Fournisseurs et comptes rattachés

Le poste fournisseurs et compte rattachés inclut le poste « *Factures non parvenues* » et s'élève à 3 441 K€ au 31 décembre 2018 contre K€ 3 124 K€ au 31 décembre 2017.

## NOTE 26 - Autres dettes et comptes de régularisation

En K€	31/12/2018	31/12/2017 retraité	31/12/2017 publié
Dettes sur immobilisations	394	17	17
Dettes fiscales et sociales	1 728	1 807	1 807
Produits constatés d'avance	269	248	248
Clients – avoirs à établir, avances et acomptes	254	1 466	1 466
Autres dettes	35	171	63
<b>Total</b>	<b>2 680</b>	<b>3 709</b>	<b>3 602(*)</b>

(\*) Ce poste comprend les passifs non courants pour 37 K€

Le poste « *Clients avoirs à établir, avances et acomptes* » comprend les remises de fin d'année octroyées aux clients du Groupe pour 143 K€ et 111 K€ d'acomptes reçus principalement dans la filiale Cordel.

Les produits constatés d'avance reconnus à hauteur de 269 K€ au 31 décembre 2018 correspondent principalement à l'étalement du produit de crédit impôt recherche (CIR) relatif à des dépenses de développement capitalisées.

Les dettes fiscales et sociales correspondent aux provisions de fin d'année et à la TVA collectée.  
Les dettes sur immobilisations sont relatives à l'acquisition des titres de la société Confidence SAS.

### NOTE 27 - Engagements hors état de la situation financière

---

Dans le cadre de son activité, le Groupe est amené à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements ont fait l'objet de provisions, tels que les engagements liés à la garantie produits.

Au 31 décembre 2018, la nature des engagements portés par le Groupe reste sensiblement identique à celle existant au 31 décembre 2017. Les principaux engagements hors bilan et passifs éventuels sont listés ci-après.

La Direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas à ce jour d'engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière actuelle ou future, autres que ceux listés ci-dessous.

#### (i) Engagements de location

Le Groupe loue des bureaux et des entrepôts pour son activité. Au 31 décembre 2018, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre des baux conclus s'établissent à 612 K€ contre 785 K€ en 2017.

Par ailleurs, la Société loue des véhicules de fonction principalement affectés à ses effectifs commerciaux et à la force technique de sa filiale Cordel dans le cadre de contrats de location simple de durée généralement comprise entre 36 et 48 mois. Les échéances de loyers minima futurs au titre de ces contrats de location s'établissent à 608 K€ pour l'ensemble du Groupe au 31 décembre 2018.

#### (ii) Sûretés réelles

Le Groupe a nanti au profit du pool bancaire de Cordel Développement (Crédit Maritime et BCME) l'intégralité des actions Cordel détenues par Cordel Développement, jusqu'à complet remboursement de l'emprunt. Au 31 décembre 2018, l'emprunt a été intégralement remboursé, entraînant la disparition du nantissement.

#### *Engagements pris dans le cadre de la mise en place d'emprunts bancaires*

La Société Lucibel SA s'est engagée, à l'occasion de la mise en place d'un emprunt bancaire au cours de l'été 2013, à respecter un ensemble de « covenants » portant sur le ratio dettes financières nettes sur fonds propres et le montant des fonds propres déterminés sur la base des comptes annuels de Lucibel SA (voir note 24). Au 31 décembre 2018, ces engagements sont respectés.

La Société Lucibel SA s'est engagée, à l'occasion de la mise en place d'un emprunt bancaire au cours du printemps 2015, à respecter un ensemble de « covenants » sur les comptes consolidés portant sur le ratio dettes financières nettes sur fonds propres, l'EBITDA et le montant des fonds propres déterminés sur la base des comptes annuels consolidés (voir note 24). Au 31 décembre 2018, un des trois covenants, relatif au niveau d'EBITDA, n'est pas respecté mais la Société a obtenu en décembre 2018 un waiver de ce covenant.

Par ailleurs, à la mise en place de l'emprunt, la Société a nanti au profit des établissements de crédit 50% du capital de Procédés Hallier. Ce nantissement diminuera au cours de l'emprunt proportionnellement aux remboursements effectués. La valeur nette de ces emprunts s'élève à 375 K€ au 31 décembre 2018.

Pour financer de l'acquisition de la société Confidence SAS, la société Lucibel a souscrit un nouvel emprunt de 570 K€ auprès de CM-CIC. A la mise en place de l'emprunt, la Société a nanti, au profit de l'établissement de crédit, 25% du capital de Procédés Hallier.

La direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas à ce jour d'engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière actuelle ou future, autres que ceux listés ci-dessus.

### *Engagements reçus dans le cadre de la cession des titres Citéclaire*

Dans le cadre de la cession d'une partie des titres de la société Citéclaire en 2015 et 2016, la Société a reçu, dans l'attente du paiement complet du prix de cession, le nantissement de l'ensemble des titres cédés.

### *Engagements reçus dans le cadre des abandons de créances consentis à la société Citéclaire*

La Société a consenti des abandons de créances à la société Citéclaire portant sur un montant global HT de 561 704 €. Une clause de retour à meilleure fortune a été conclue entre les parties et prévoit que Citéclaire remboursera progressivement la Société chaque semestre à hauteur de 50% du flux de trésorerie net positif sur le semestre courant. La clause de meilleure fortune est plafonnée à 331 609 € HT. Aucun remboursement, n'est intervenu à ce jour.

## **NOTE 28 - Informations sur les parties liées**

---

### **Dirigeants**

Les principes de rémunérations et avantages assimilés alloués au Président du Conseil d'administration et aux Directeurs Généraux sont revus chaque année par le Conseil d'administration.

Il n'y a pas eu de jetons de présence versés aux membres du Conseil d'administration en 2018.

Le montant total des rémunérations au titre des avantages à court terme en numéraire et avantages en nature versés aux dirigeants mandataires sociaux s'est élevé à 568 K€ en 2018 contre 559 K€ en 2017. Ce montant intègre les rémunérations variables versées en 2018 au titre de 2017 et les rémunérations versées au nouveau Directeur Général délégué nommé en 2018.

Lucibel SA n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux excepté pour Monsieur Brepson, Directeur Général Délégué de Lucibel SA et Procédés Hallier et Directeur Général de Cordel, en cas de révocation sans juste motif ou de non renouvellement du mandat à son échéance (50 K€). Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux. Il n'y a pas d'avantages postérieurs à l'emploi pour les dirigeants de la Société.

### **Prestations Actionnaires**

Lucibel SA bénéficie de prestations de conseil de la part de la société ETOILE FINANCE en matière de conduite et d'animation de la politique générale de la société et du Groupe et de leurs orientations stratégiques, en matière de développement, d'opérations d'investissement et de désinvestissement, de stratégie financière, d'aide à la détermination des axes de développement commercial, d'innovation technologique et de politique de ressources humaines notamment. A ce titre, le Groupe a comptabilisé des charges de 150 K€ au cours de chacun des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2018.

### **Autres parties liées**

Les soldes des créances et dettes envers les parties liées ainsi que les produits et charges comptabilisés sur les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2018 s'établissent comme suit :

Les créances clients et le chiffre d'affaires vis-à-vis des parties liées 2018 concernent les entités mises en équivalence Lucibel Middle East et SLMS. Les charges et dettes concernent Etoile Finance et SLMS.

En K€	31/12/2018	31/12/2017
Créances clients	238	783
Autres Créances	-	-
<b>Actif</b>	<b>238</b>	<b>783</b>
Dettes fournisseurs	94	139
Autres dettes	-	-
<b>Passif</b>	<b>94</b>	<b>139</b>

En K€	31/12/2018	31/12/2017
Autres achats et charges externes	150	228
Charges de personnel	-	-
Provision sur titres	15	-
<b>Charges</b>	<b>165</b>	<b>228</b>
Chiffre d'affaires	74	474
Produits financiers		
<b>Produits</b>	<b>74</b>	<b>474</b>

## NOTE 29 - Événements post-clôture

### Vente du site de Barentin

Le Groupe a finalisé en avril 2018, la vente du site de production et d'assemblage de Barentin la cession d'une partie de son site de Barentin (Normandie). La cession s'est faite au profit du fonds d'investissement M7 FAF France dans le cadre d'un schéma de « Sale and Lease-back ». Cette opération, qui permet à Lucibel d'encaisser 4 075 K€, est assortie d'un engagement ferme de location du site pendant 10 ans, sans option d'achat à l'issue de cette période de location.

Lucibel a cédé les bâtiments et une partie du terrain, pour une superficie totale de 33 007 m<sup>2</sup> mais a conservé deux parcelles de réserve foncière, pour une superficie totale de 11 957 m<sup>2</sup> qui pourront faire l'objet d'opérations de promotion immobilière, ou permettre une extension des bâtiments existants en fonction du développement de l'activité sur le site.

### Acquisition de la société Lorenz Light Technic

Le Groupe a acquis en avril 2019, 100% des titres de la société Lorenz Light Technic.

Pour cette acquisition, le prix payé par Lucibel se décompose de la façon suivante :

- un paiement initial en numéraire de 1 100 K€ intervenu le 11 avril 2019, financé sur fonds propres ;
- trois compléments de prix correspondant à :
  - 60% du résultat net de la société Lorenz Light Technic au titre de son exercice clos le 31 mars 2019 ;
  - 30% du résultat net de la société Lorenz Light Technic au titre de son exercice clos le 31 décembre 2019 (exercice comptable du 1er avril 2019 au 31 décembre 2019) ;
  - 20% du résultat net de la société Lorenz Light Technic au titre de son exercice clos le 31 décembre 2020 (exercice comptable du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020).

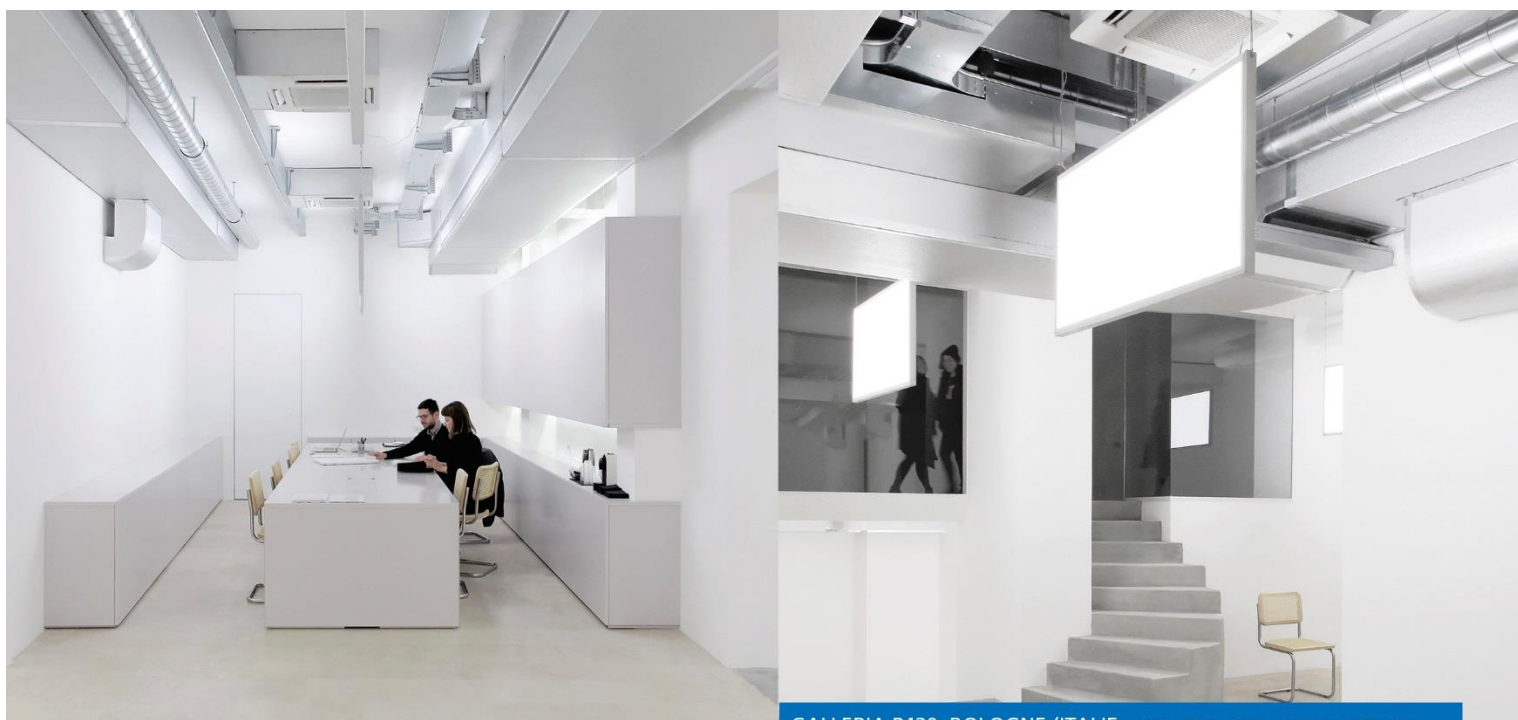
### NOTE 30 - Honoraires des commissaires aux comptes

---

Les honoraires des Commissaires aux comptes du Groupe pris en charge au cours de l'exercice 2018 s'élèvent au titre de leur mission à 177 K€ contre 172 K€ en 2017 et sont détaillés ci-dessous :

2018	LUCIBEL	CORDEL	PH	LUCICONNECT	TOTAL
<b>01 AUDIT</b>	<b>62</b>	<b>0</b>	<b>18</b>	<b>4</b>	<b>84</b>
-Certification des comptes	58		18	4	80
- Autres missions	4				4
<b>ERNST &amp; YOUNG</b>	<b>63</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>93</b>
-Certification des comptes	58	30			88
- Autres missions	5				5
<b>TOTAL</b>	<b>125</b>	<b>30</b>	<b>18</b>	<b>4</b>	<b>177</b>

# COMPTES ANNUELS 2018



GALLERIA P420, BOLOGNE (ITALIE) - NICOLAS DORVAL BORY ARCHITECTES

## ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

---

<b>1. BILAN .....</b>	<b>77</b>
<b>2. COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>78</b>
<b>3. SITUATION NETTE .....</b>	<b>79</b>
<b>4. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS ANNUELS .....</b>	<b>80</b>
<b>GENERALITES .....</b>	<b>80</b>
Note 1   Principes et méthodes comptables .....	81
Note 2   Faits marquants de l'exercice .....	83
<b>NOTES RELATIVES AU BILAN .....</b>	<b>86</b>
Note 3   Immobilisations incorporelles .....	86
Note 4   Immobilisations corporelles .....	87
Note 5   Immobilisations financières .....	87
Note 6   Stocks et en-cours .....	88
Note 7   Clients et comptes rattachés .....	88
Note 8   Autres créances .....	89
Note 9   Disponibilités et valeurs mobilières de placement .....	89
Note 10   Capitaux propres .....	90
Note 11   Autres fonds propres .....	93
Note 12   Provisions pour risques et charges .....	93
Note 13   Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit .....	94
Note 14   Emprunts et dettes financières diverses .....	94
Note 15   Dettes fournisseurs et comptes rattachés .....	95
Note 16   Dettes fiscales et sociales .....	95
Note 17   Autres dettes .....	95
<b>NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>96</b>
Note 18   Chiffre d'affaires .....	96
Note 19   Achats et variations de stocks .....	96
Note 20   Charges externes .....	97
Note 21   Effectifs et charges de personnel .....	98
Note 22   Dotations et reprises aux amortissements et provisions .....	99
Note 23   Résultat financier .....	99
Note 24   Résultat exceptionnel .....	100
Note 25   Impôts .....	100
<b>INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>102</b>
Note 26   Engagements hors bilan .....	102
Note 27   Evénements postérieurs .....	103
Note 28   Transactions avec les parties liées .....	103
Note 29   Honoraires des commissaires aux comptes .....	105
Note 30   Etat des créances et des dettes à la clôture de l'exercice .....	105
Note 31   Tableau des filiales et des participations .....	107

## 1. BILAN

<b>ACTIF</b> Données en K€	Notes	Brut 31/12/2018	Amortissements et dépréciations	Net 31/12/2018	Net 31/12/2017
Immobilisations incorporelles	3	2 748	(1 323)	1 425	840
Immobilisations corporelles	4	2 505	(488)	2 017	130
Immobilisations financières	5	15 973	(5 529)	10 444	15 359
<b>Total de l'actif immobilisé</b>		<b>21 226</b>	<b>(7 340)</b>	<b>13 886</b>	<b>16 329</b>
Stocks et en-cours	6	2 610	(387)	2 223	1 267
Créances clients et comptes rattachés	7	3 226	(2 026)	1 200	2 250
Autres créances	8	4 392	(833)	3 559	3 462
Valeurs mobilières de placement & disponibilités	9	568		568	431
Charges constatées d'avance		116		116	72
<b>Total de l'actif circulant</b>		<b>10 912</b>	<b>(3 246)</b>	<b>7 666</b>	<b>7 482</b>
Ecarts de conversion actif		2		2	3
<b>Total de l'actif</b>		<b>32 140</b>	<b>(10 586)</b>	<b>21 554</b>	<b>23 814</b>

<b>PASSIF</b> Données en K€	Notes	Net 31/12/2018	Net 31/12/2017
Capital social		14 193	10 520
Primes d'émission		42 784	40 836
Report à nouveau		(37 766)	(35 800)
Résultat de l'exercice		(11 364)	(1 966)
Subvention d'investissement		25	
Provisions réglementées		142	112
<b>Total des capitaux propres</b>	10	<b>8 014</b>	<b>13 702</b>
Autres fonds propres	11	1 495	408
Provisions pour risques et charges	12	362	1 623
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13	1 318	1 338
Emprunts et dettes financières diverses	14	7 288	4 610
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15	1 588	1 475
Dettes fiscales et sociales	16	896	386
Autres dettes	17	592	269
<b>Total des dettes</b>		<b>11 682</b>	<b>8 078</b>
Ecarts de conversion passif		1	3
<b>Total du passif</b>		<b>21 554</b>	<b>23 814</b>

## 2. COMPTE DE RESULTAT

Données en K€	Notes	2018	2017
Chiffre d'affaires net	18	5 579	6 268
Production stockée		7	
Production immobilisée		473	251
Subventions d'exploitation		902	3
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		1 619	1 492
Autres produits		28	267
<b>Total produits d'exploitation</b>		<b>8 608</b>	<b>8 281</b>
Achats de marchandises et variation de stocks	19	(1 366)	(3 651)
Achats de matières premières et variation de stocks	19	(1 219)	
Autres achats et charges externes	20	(2 434)	(2 432)
Impôts, taxes et versements assimilés		(252)	(82)
Charges de personnel	21	(3 753)	(2 322)
Dotations aux amortissements et aux provisions	22	(2 048)	(1 238)
Autres charges		(66)	(36)
<b>Total charges d'exploitation</b>		<b>(11 138)</b>	<b>(9 761)</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(2 530)</b>	<b>(1 480)</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	23	<b>(8 918)</b>	<b>(630)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>(11 448)</b>	<b>(2 110)</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	24	<b>(338)</b>	<b>(304)</b>
Impôts sur les bénéfices	25	422	448
<b>RESULTAT NET</b>		<b>(11 364)</b>	<b>(1 966)</b>

### 3. SITUATION NETTE

Données en K€	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Subvention d'investissement	Provisions réglementées	Total
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>9 414 316</b>	<b>9 414</b>	<b>37 695</b>	<b>(34 895)</b>	<b>(905)</b>		<b>85</b>	<b>11 394</b>
Augmentation de capital résultant de la souscription de 1 082 645 actions au prix de 1€	1 082 645	1 083	3 164	-	-		-	4 247
Augmentation de capital résultant de la création de 23 000 actions gratuites	23 000	23	(23)	-	-		-	-
Affectation de résultat	-	-	-	(905)	905		-	-
Dotation aux provisions réglementées	-	-	-	-	-		27	27
Résultat net de la période	-	-	-	-	(1 966)		-	(1 966)
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>10 519 961</b>	<b>10 520</b>	<b>40 836</b>	<b>(35 800)</b>	<b>(1 966)</b>		<b>112</b>	<b>13 702</b>
Augmentation de capital résultant de la souscription de 1 548 535 actions au prix de 1,6€	1 548 535	1 548	688	-	-		-	2 236
Augmentation de capital résultant de la souscription de 2 000 000 actions au prix de 1,6€	2 000 000	2 000	1 197	-	-		-	3 197
Augmentation de capital résultant de l'émission de 62 500 actions au prix de 1,6€	62 500	63	30					93
Augmentation de capital résultant de la souscription de 62 500 actions au prix de 1,6€	62 500	63	33					95
Affectation de résultat	-	-	-	(1 966)	1 966		-	(0)
Subvention d'investissement						25		25
Dotation aux provisions réglementées	-	-	-	-	-		30	30
Résultat net de la période	-	-	-	-	(11 364)		-	(11 364)
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>14 193 496</b>	<b>14 193</b>	<b>42 784</b>	<b>(37 766)</b>	<b>(11 364)</b>	<b>25</b>	<b>142</b>	<b>8 014</b>

## 5 NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS ANNUELS

(Montants exprimés en milliers d'euros, sauf mention expresse)

### GÉNÉRALITÉS

---

#### *Informations relatives à l'entreprise*

Lucibel S.A. (« la Société » ou « Lucibel ») est une société anonyme domiciliée en France et régie par les dispositions de la loi française. La Société a été constituée en août 2008.

La Société et ses filiales sont spécialisées dans le développement, la promotion et la commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions/ technologiques innovantes d'éclairage LED destinées aux réseaux de distribution généralistes et spécialisés et aux entreprises. La Société se diversifie également dans d'autres domaines d'application de la LED comme la communication par la lumière où la Société est pionnière dans l'industrialisation et la commercialisation du LiFi (accès à Internet par la lumière) et le bien-être.

Lucibel SA comprend deux établissements, l'un à Rueil Malmaison et l'autre, le siège social situé à Barentin (Normandie). La Société emploie 61 collaborateurs au 31 décembre 2018 et a généré un chiffre d'affaires de 5,6 M€ sur l'exercice clos le 31 décembre 2018.

#### *Règles générales d'établissement et de présentation des comptes*

Les comptes annuels de la Société sont présentés dans le respect des principes de prudence, d'indépendance des exercices et de continuité de l'exploitation, et ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement admis en France et les règles et méthodes relatives aux comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des biens inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

#### *Financement et continuité d'exploitation*

Au cours de l'exercice 2018, les besoins de financement de la Société ont été principalement couverts par trois levées de fonds propres souscrites en numéraire pour un montant net global de 5 528 K€.

Au 31 décembre 2018, la Société dispose d'une trésorerie disponible de 568 K€ et de capitaux propres positifs à hauteur de 8 014K€. A cette date, le montant des avances conditionnées remboursables perçues par la Société, classées en autres fonds propres, et l'endettement bancaire s'élèvent respectivement à 1 495 K€ et 1 318 K€ dont 734 K€ à plus d'un an.

La Société demeure en contact avec de nombreux investisseurs et étudie de façon régulière diverses solutions de financement qui peuvent consister en des levées de nouveaux fonds propres ou prendre la forme d'emprunts bancaires ou d'émissions d'obligations.

En avril 2019, la Société a cédé une partie de son site de Barentin pour 4 075 K€.

Ces éléments ont été pris en considération pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes annuels.

## NOTE 1 - Principes et méthodes comptables

---

### 1.1. Opérations en devises

Les soldes monétaires libellés en devises sont convertis en fin de période au taux de clôture. Les écarts par rapport aux valeurs d'origine sont enregistrés dans les comptes d'écarts de conversion actifs et passifs. Les écarts de conversion actifs sur soldes monétaires en devises, sont intégralement provisionnés à la clôture.

Les dettes et créances en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées en euro sur la base du dernier cours de change. Lorsque l'application du taux de conversion à la date de l'arrêté des comptes a pour effet de modifier les montants en euros précédemment comptabilisés, les différences de conversions sont inscrites dans des comptes transitoires.

### 1.2. Chiffre d'affaires et garanties

Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, luminaires et divers accessoires.

La Société reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions à la livraison des produits.

Lucibel offre par ailleurs à ses clients une garantie sur produits défectueux d'une durée pouvant aller jusqu'à 36 mois au titre de laquelle la Société comptabilise dans ses comptes une provision pour garantie clients.

### 1.3. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Ces immobilisations correspondent principalement à des brevets, licences et logiciels acquis et aux frais de développement engagés par la Société en vue de la production de solutions et produits nouveaux ou substantiellement améliorés.

Les dépenses de développement sont inscrites à l'actif du bilan dès lors que la Société peut notamment démontrer la faisabilité technique et commerciale du projet de développement, sa rentabilité ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement. Les autres dépenses de recherche et développement, qui sont principalement engagées en vue de la maintenance évolutive et de l'optimisation courante des solutions, sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de recherche et développement donnent droit, sous certaines conditions, à un crédit d'impôt reconnu dans l'exercice au cours duquel les dépenses ont été comptabilisées. La Société a déclaré un crédit d'impôt recherche 202 K€ en 2018. Compte tenu du fait que Lucibel SA est en déficit fiscal et de son statut de PME au sens communautaire la Société demande le remboursement de l'ensemble des crédits impôt recherche auxquels elle est éligible.

Les immobilisations incorporelles sont amorties en linéaire sur les durées suivantes :

Brevets, frais de recherche et développement .....	1 à 3 ans
Licences et logiciels .....	1 à 3 ans

### 1. 4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Leur amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation du bien, comme suit :

Bâtiments	20 ans
Installations générales et agencements	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

### 1.5. Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent principalement à des titres de participation et aux créances rattachées à ces participations.

Les titres de participation sont inscrits à leur coût d'acquisition complété le cas échéant d'une évaluation des compléments de prix susceptibles d'être versés en application des protocoles d'accord signés. Une dépréciation des titres est comptabilisée si cette valeur est durablement inférieure à la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est appréciée en fonction des perspectives de développement à moyen terme des participations ainsi que du retour sur investissement. Les frais d'acquisition des titres de participation sont inscrits à l'actif et font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur une durée de 5 ans.

Les créances rattachées aux participations sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement de ces créances.

#### *1.6. Stocks*

Les stocks sont essentiellement constitués de marchandises et de composants. Les stocks sont évalués au coût d'achat (coût de transport inclus), calculé selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Une dépréciation des stocks est constituée de façon individuelle par produit en fonction de leur valeur de marché, leur obsolescence éventuelle et de leurs perspectives d'écoulement.

#### *1.7. Créances clients*

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances clients. Cette évaluation du risque de non-recouvrement s'applique également aux créances clients cédées par la Société dans le cadre de son contrat d'affacturage et pour lesquelles des difficultés de recouvrement sont identifiées, étant précisé que la société bénéficie également d'un contrat d'assurance de ses créances clients.

#### *1.8. Charges et produits constatés d'avance*

Les charges et produits constatés d'avance résultent de facturations de produits et services qui n'ont pas été consommés (charges) ou rendus (produits) au cours de l'exercice.

#### *1.9. Provisions pour risques et charges*

Des provisions sont comptabilisées pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis de tiers (d'ordre juridique ou découlant de pratiques du groupe ou d'engagements publics) et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

#### *1.10. Engagements de retraite*

Conformément aux dispositions de la loi française, la Société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel en France par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. A ce titre, le montant des cotisations retraite versées par la Société au titre de l'exercice 2018 s'est établi à 221 K€. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

Les engagements de la Société en matière d'indemnités de départ à la retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes. Ces engagements ont été évalués à 19 K€ au 31 décembre 2018.

#### *1.11. Valeur de marché des actifs et passifs d'exploitation et de la dette*

Au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2018, les valeurs d'inventaire des actifs et passifs tels que les disponibilités, les créances clients et fournisseurs, les autres créances et autres dettes d'exploitation étaient proches de leur valeur de marché, en raison de leurs échéances à court terme et compte tenu des dépréciations constatées, le cas échéant.

#### *1.12. Risque de change*

Compte tenu du caractère international de son activité, la Société se trouve exposée à un risque de change tant à l'égard de ses clients qu'à l'égard de ses fournisseurs.

#### *1.13. Risque de crédit et risque de concentration*

Les instruments financiers sur lesquels la Société encourt un risque de crédit sont principalement les créances clients. La Société commercialise ses produits et services auprès d'une clientèle concentrée essentiellement sur la France mais aussi dans une moindre mesure en Europe, Afrique et Moyen Orient. La Société évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Le montant de ces pertes constatées au cours des deux derniers exercices est demeuré maîtrisé et est resté dans les limites anticipées par la direction. Dans le cadre du développement de son activité en France, la Société a mis en place depuis le mois de février 2011 un contrat d'affacturage lui garantissant la mobilisation d'une partie de son poste clients. Elle bénéficie également d'une assurance-crédit en cas de défaillance. Ces contrats s'appliquent aux clients internationaux à concurrence de leur limite de crédit. Au-delà, la Société procède à une analyse interne du risque client et

demande si nécessaire des garanties auprès des clients présentant un risque de crédit et / ou sécurise le paiement avec la mise en place de crédits documentaires.

#### *1.14. Orientation industrielle*

La Société a organisé depuis le deuxième semestre 2015 la fabrication de l'ensemble de ses produits à forte valeur ajoutée, ou nécessitant une customisation pour s'adapter à la demande des clients, sur son site de production et d'assemblage de Barentin (Normandie), ce qui permet de garantir un haut niveau de qualité, de réduire les délais de production et de diminuer les coûts de transport.

La fabrication des autres produits est confiée à des sous-traitants européens ou asiatiques, permettant ainsi de disposer de capacités de production adaptées à l'évolution de l'activité. La plateforme de Barentin gère depuis le premier semestre 2016, la logistique et effectue également des travaux de recherche et développement.

#### *1.15. Plans d'options de souscription d'actions, de bons de souscription d'action et d'actions gratuites*

Les actions émises dans le cadre de l'exercice de BSPCE ou de bons de souscription d'actions sont inscrites en augmentation des capitaux propres à la date d'exercice et au prix d'exercice des options ou des bons.

Conformément aux principes comptables français, la charge correspondant à l'avantage accordé aux bénéficiaires de ces plans, à savoir la différence entre le prix d'exercice et la valeur de l'action à la date d'attribution n'est pas comptabilisée.

Les attributions d'actions gratuites se font soit en allouant des actions propres détenues par la Société, la charge correspondante est alors portée au compte frais de personnel, soit par émission d'actions nouvelles. Dans ce dernier cas, l'augmentation de capital est compensée par un prélèvement sur la prime d'émission.

#### *1.16. Recours à des estimations du management dans l'application des normes comptables*

La préparation des états financiers requiert de la part de la direction certaines estimations et hypothèses, telles que des provisions qui affectent les montants figurant dans les états financiers. Les coûts réels supportés par la Société peuvent s'avérer différents de ces estimations.

## **NOTE 2 - Faits marquants de la période**

---

En dehors des éléments développés ci-dessus, et notamment dans la note sur les risques (note 1.13), l'exercice a été marqué par les faits suivants :

- **Transfert au sein de Lucibel de l'activité SLMS**

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2018, ont été transférés au sein de Lucibel SA le personnel, l'activité et les brevets de SLMS, joint-venture constituée avec Schneider Electric en 2015. Le groupe Lucibel a souhaité se renforcer dans cette activité car il considère comme cœur de métier et stratégique la technologie VLC (Visible Light Communication) développée par SLMS. Cette technologie de communication par la lumière est complémentaire du LiFi dans certains cas d'usage liés aux applications de géolocalisation intérieure (déclenchement d'informations produits dans le secteur des magasins, déclenchement d'informations liées aux œuvres dans un musée, guidage intérieur, ...).

- **Acquisition du site de production de Barentin**

En date du 15 février 2018, la Société est devenue propriétaire du site de production de Barentin qui s'étend sur une surface totale de 4,5 hectares sur lesquels sont construits 12 400 m<sup>2</sup> de bâtiments (bureaux, ateliers, entrepôts). La société a acquis ce site au prix de 1,6 M€ mais en vertu d'accords spécifiques avec Schneider Electric n'a payé que 0,7 M€. La différence entre le prix d'acquisition et le décaissement a été comptabilisée en subvention d'exploitation.

- **Augmentations de capital de 5,6 M€**

La Société a réalisé quatre augmentations de capital entre juillet et octobre 2018 qui ont donné lieu à la création de 3.673.535 actions nouvelles, pour un montant total de 3 673 K€ de capital et 1 948 K€ de prime d'émission nette des frais y afférents.

- **Dissolution par transmission universelle de patrimoine de Lucibel Barentin**

La société Lucibel SA en sa qualité d'associé unique, a décidé la dissolution anticipée de sa filiale Lucibel Barentin et constaté la réalisation effective de la dissolution de la société Lucibel Barentin à compter du 3 janvier 2018. Le tableau ci-dessous présente le bilan de Lucibel Barentin au moment de la fusion :

ACTIF - en K€		PASSIF - en K€	
Immobilisations incorporelles	13	Emprunt	1 518
Immobilisations corporelles	366	Comptes courants Lucibel	883
Immobilisations financières		Dettes fiscales et sociales	278
Stocks	966	Fournisseurs (Lucibel)	482
Clients intragroupe (Lucibel)	627	Fournisseurs (autres)	421
Clients (autres)	181	Provisions	9
Comptes courants Lucibel (intégration fiscale)	207		
Autres créances	70	Subvention	37
Disponibilités	12		
<b>TOTAL</b>	<b>2 442</b>	<b>TOTAL</b>	<b>3 628</b>

L'actif net repris est négatif et s'élève à (1 186 K€) à comparer à la valeur des titres de Lucibel Barentin au moment de l'opération soit 250 K€. La fusion entraîne donc la reconnaissance d'un mali de fusion de 1 436 K€, comptabilisé en résultat financier et compensé par la reprise de la provision sur les titres de 250 K€ et la reprise de provision pour risque financier pour 1 200 K€.

- **Dissolution par transmission universelle de patrimoine de Cordel Développement**

La société Lucibel SA en sa qualité d'associé unique, a décidé la dissolution anticipée de sa filiale Cordel Développement et constaté la réalisation effective de la dissolution à compter du 31 juillet 2018. Le tableau ci-dessous présente le bilan de Cordel Développement au moment de la fusion :

ACTIF - en K€		PASSIF - en K€	
Immobilisations financières	4 205	Fournisseurs	7
Disponibilités	2	Dettes	4 018
		Provisions	5
<b>TOTAL</b>	<b>4 207</b>	<b>TOTAL</b>	<b>4 030</b>

L'actif net repris s'élève à 177 K€ à comparer à la valeur des titres de Cordel Développement au moment de l'opération soit 4 836 K€. La fusion entraîne donc la reconnaissance d'un mali de fusion de 4 659 K€, comptabilisé en compte de résultat.

- **Acquisition de la société Confidence spécialiste du luminaire sur pied**

Pour cette acquisition, le groupe Lucibel a payé 944 K€ en numéraire et 100 K€ en titres suivant les modalités ci-dessous :

- un paiement en numéraire de 550 K€ intervenu le 4 octobre 2018 ;
- l'émission de 62 500 actions Lucibel au bénéfice de Monsieur Philippe Rainsant, dirigeant et unique actionnaire de la société Confidence SAS ;

- un earn out égal à 100% du résultat d'exploitation 2018 de la société Confidence SAS, réglé en deux fois : un premier versement de 200 K€ intervenu le 28 février 2019 et le second de 194 K€, le 2 avril 2019.

La Société Lucibel SA en sa qualité d'associé unique, a engagé une fusion simplifiée par transmission universelle de patrimoine de la société Confidence SAS. Elle a constaté la réalisation effective de la dissolution à compter du 25 décembre 2018. Le tableau ci-dessous présente le bilan de la société Confidence au moment de la fusion :

ACTIF - en K€		PASSIF - en K€	
Immobilisations incorporelles	13	Fournisseurs	104
Immobilisations corporelles	6	Dettes	30
Immobilisations financières	1		
Stocks	145		
Clients	278		
Autres créances	56		
Disponibilités	415		
<b>TOTAL</b>	<b>914</b>	<b>TOTAL</b>	<b>134</b>

L'actif net repris s'élève à 780 K€ à comparer à la valeur des titres de Confidence au moment de l'opération soit 1 080 K€ (frais d'acquisition compris). La fusion entraîne donc la reconnaissance d'un mali de fusion de 300 K€, totalement affecté en fonds de commerce.

## NOTES RELATIVES AU BILAN

---

### NOTE 3 - Immobilisations incorporelles

---

Les acquisitions nettes de la période s'élèvent à 1.046 K€. Elles correspondent principalement aux frais de développement engagés par la Société pour la conception de nouveaux produits LED et procédés associés (551 K€), à des licences et logiciels (15 K€) exploités par les structures de recherche et développement et à l'intégration du mali de fusion de la société Confidence enregistré en fonds de commerce (311 K€).

En K€	Brevets, Frais de recherche et développement	Licences et logiciels	Fonds de commerce et autres immob incorporelles	Total
<b>Valeur Brute au 31 décembre 2017</b>	<b>1 547</b>	<b>155</b>		<b>1 702</b>
Acquisitions	551	15		566
TUP		173	311	484
Sorties	(4)	-		(4)
<b>Valeur Brute au 31 décembre 2018</b>	<b>2 094</b>	<b>343</b>	<b>311</b>	<b>2 748</b>
<b>Amortissements au 31 décembre 2017</b>	<b>(711)</b>	<b>(151)</b>		<b>(862)</b>
Dotations	(291)	(16)		(307)
TUP		(157)		(157)
Sorties	-	3		3
<b>Amortissements au 31 décembre 2018</b>	<b>(1 002)</b>	<b>(321)</b>		<b>(1 323)</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2017</b>	<b>836</b>	<b>4</b>		<b>840</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2018</b>	<b>1 092</b>	<b>22</b>	<b>311</b>	<b>1 425</b>

## NOTE 4 - Immobilisations corporelles

En K€	Terrain	Batiment	Mat Outillage industriel et mat labo	Installations générales et agencements	Materiel de manutention	Matériel informatique	Mobilier de bureau	Autres immo. corporelles	Total
<b>Valeur Brute au 31 déc. 2017</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>86</b>	<b>111</b>		<b>29</b>	<b>35</b>	<b>-</b>	<b>261</b>
Acquisitions	326	1 280	29	20	7	31		10	1 703
TUP			298	138	40	53	34	11	574
Sorties			(22)	0		0	0	(11)	(33)
<b>Valeur Brute au 31 déc. 2018</b>	<b>326</b>	<b>1 280</b>	<b>391</b>	<b>269</b>	<b>47</b>	<b>113</b>	<b>69</b>	<b>10</b>	<b>2 505</b>
<b>Amortissements au 31 déc. 2017</b>			<b>(86)</b>	<b>(15)</b>		<b>(10)</b>	<b>(20)</b>	<b>-</b>	<b>(131)</b>
Dotations		(56)	(59)	(27)	(11)	(18)	(4)	(1)	(176)
TUP			(108)	(21)	(22)	(34)	(18)		(203)
Sorties			22	0			0	-	22
<b>Amortissements au 31 déc. 2018</b>	<b>0</b>	<b>(56)</b>	<b>(231)</b>	<b>(63)</b>	<b>(33)</b>	<b>(62)</b>	<b>(42)</b>	<b>(1)</b>	<b>(488)</b>
<b>Valeur nette au 31 déc. 2017</b>			<b>0</b>	<b>96</b>		<b>19</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>130</b>
<b>Valeur nette au 31 déc. 2018</b>	<b>326</b>	<b>1 224</b>	<b>160</b>	<b>206</b>	<b>14</b>	<b>51</b>	<b>27</b>	<b>9</b>	<b>2 017</b>

## NOTE 5 - Immobilisations financières

En K€	Titres de participation	Créances rattachées à des participations	Autres immobilisations financières	Total
<b>Valeur Brute au 31 décembre 2017</b>	<b>13 508</b>	<b>3 846</b>	<b>123</b>	<b>17 477</b>
Acquisitions	4 220	2 954	29	7 203
Sorties	-	-	(5)	(5)
TUP	(5 087)	(3 616)		(8 703)
<b>Valeur Brute au 31 décembre 2018</b>	<b>12 641</b>	<b>3 184</b>	<b>147</b>	<b>15 973</b>
<b>Dépréciations au 31 décembre 2017</b>	<b>(2 103)</b>	<b>(9)</b>	<b>(6)</b>	<b>(2 118)</b>
Dotations	(3 663)	-		(3 663)
Reprises	-	-	3	3
TUP	250			250
<b>Dépréciations au 31 décembre 2018</b>	<b>(5 516)</b>	<b>(9)</b>	<b>(3)</b>	<b>(5 529)</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2017</b>	<b>11 405</b>	<b>3 837</b>	<b>117</b>	<b>15 359</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2018</b>	<b>7 125</b>	<b>3 175</b>	<b>144</b>	<b>10 444</b>

Au 31 décembre 2018, la valeur nette des titres de participation s'établit à 7 125 K€ contre 11 405 K€ au 31 décembre 2017

Les provisions pour dépréciation des titres de filiales déficitaires en 2018 s'élèvent à 3 663 K€.

Au 31 décembre 2018, la valeur nette des créances rattachées à des participations s'élèvent à 3 175K€.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes annuels de ses filiales, la Société peut être amenée à émettre des lettres de confort l'engageant à garantir la continuité d'exploitation de ces structures dans le cas d'une insuffisance de fonds propres à la clôture résultant notamment des pertes enregistrées sur l'exercice.

Au 31 décembre 2018, le poste « *Autres immobilisations financières* » comprend des dépôts et cautionnements dont la valeur s'établit à 56 K€, des prêts dans le cadre de l'obligation des employeurs à l'effort de construction à hauteur de 24 K€, des prêts au personnel à hauteur de 20 K€, des actions propres pour 47 K€. Les dépôts et cautionnement ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation de 4 K€.

## NOTE 6 - Stocks et en-cours

---

En K€	31/12/2018	31/12/2017
Valeur brute	2 610	1 680
Dépréciations cumulées.	(386)	(413)
<b>Valeur nette</b>	<b>2 224</b>	<b>1 267</b>

La valeur nette des stocks au 31 décembre 2018 s'établit à 2 224 K€ contre 1 267 K€ au 31 décembre 2017. Cette évolution s'explique par l'intégration dans les comptes de la Société des stocks de la filiale Lucibel Barentin qui a fusionné avec la société en début d'exercice et dans une moindre mesure par l'intégration des stocks de Confidence qui s'élèvent en valeur nette à 145 K€.

Le stock comprend à la fois la valeur nette des produits et solutions LED destinés à la commercialisation sur les marchés français, européens et sur la zone Moyen-Orient, Afrique et à la valeur nette des composants utilisés par la société dans le cadre de son activité de production et d'assemblage.

## NOTE 7 - Clients et comptes rattachés

---

Les créances clients et comptes rattachés s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2018	31/12/2017
Valeur brute	3 226	3 931
Dépréciations cumulées.	(2 026)	(1 681)
<b>Valeur nette</b>	<b>1 200</b>	<b>2 250</b>

La diminution du poste « *Créances clients et comptes rattachés* » en valeur brute est essentiellement liée à un meilleur recouvrement des créances commerciales et également à un niveau d'activité moins élevé en fin d'exercice.

La Société a décidé de déprécier des créances commerciales détenues sur ces filiales Lucibel Middle East et Lucibel Africa respectivement à hauteur de 600 K€ et 210 K€, le recouvrement de ces créances étant incertain sur les exercices à venir.

Par ailleurs, pour les créances domestiques, il convient de rappeler que la Société s'appuie sur un contrat d'affacturage de type « confidentiel ». Au 31 décembre 2018, le montant des créances cédées au factor et non recouvrées s'élève à 982 K€ contre K€ 813 K€ à fin décembre 2017.

Au 31 décembre 2018, la valeur brute des créances libellées en devises étrangères était non significative.

## NOTE 8 - Autres créances

Les autres créances s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2018	31/12/2017
Personnel et organismes sociaux.	15	5
Etat –Crédit de TVA.	-	57
Etat – TVA	210	86
Etat - Impôt société - Crédit d'impôts	725	669
Fournisseurs débiteurs groupe	-	-
Créances et retenue de garantie Contrat d'affacturage	374	408
Avances et acomptes sur commandes fournisseurs	469	183
Débiteurs divers.	171	179
Comptes courants groupe	2 428	2 181
Dépréciations cumulées.	(833)	(306)
<b>Total autres créances</b>	<b>3 559</b>	<b>3 462</b>

La créance sur l'Etat - Impôt sur les sociétés – Crédit d'impôts enregistrée à hauteur de 725 K€ au 31 décembre 2018 correspond, pour le groupe d'intégration fiscale :

- au montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) pour 186 K€ ;
- aux créances de crédit impôt recherche, soit une quote-part du CIR 2016 (42 K€) et les CIR 2017 (247 K€) et 2018 (202 K€) ;
- à un acompte d'IS de la société Confidence, rachetée en octobre 2018 et fusionnée avec la Société avant la fin de l'exercice.

Le poste « Créances et retenue de garantie – Contrat d'affacturage » représente le montant des réserves constituées chez le factor suite à la cession des créances clients par la Société dans le cadre du contrat d'affacturage (297 K€), ainsi que le montant de la retenue de garantie constituée par le factor à l'occasion de ces mêmes cessions (77 K€).

## NOTE 9 - Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les disponibilités détenues en banque sont principalement libellées en euros. Au 31 décembre 2018, les disponibilités libellées en devises étrangères représentent 7% du total.

Au 31 décembre 2018, la société ne dispose pas de comptes à terme.

## NOTE 10 - Capitaux propres

---

### 10.1. Capital social

Au 31 décembre 2018, le capital social s'élève à 14 193 K€ et est intégralement libéré. Il est composé de 14 193 496 actions d'une seule catégorie et d'une valeur nominale de 1 euro par action.

Au 31 décembre 2018, 13,3 % du capital social est détenu par le dirigeant fondateur de la Société et sa société holding et 10,09% par le fonds d'investissement Aster Capital. Les actions restantes sont principalement détenues par des investisseurs financiers ou des particuliers intervenant directement sur le marché Euronext Growth.

Les opérations sur le capital en 2018 résultent de plusieurs augmentations de capital dont les modalités sont précisées ci-dessous :

- **Augmentation de capital en numéraire intervenue le 20 juillet 2018 suite à l'émission de 1.548.535 actions nouvelles, au prix de 1,6 €, prime d'émission incluse, représentant une souscription d'un montant total brut de 2.477.656 €.**

Le Président, sur délégation du conseil d'administration du 10 juillet 2018, a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital sans suppression du droit préférentiel de souscription (DPS) intervenue suite à la création de 1 548 535 actions nouvelles, pour un montant total de 1 549 K€ de capital et 929 K€ de prime d'émission brute.

- **Augmentation de capital en numéraire intervenue le 1<sup>er</sup> août 2018 suite à l'émission de 2.000.000 actions nouvelles, au prix de 1,6 €, prime d'émission incluse, représentant une souscription d'un montant total brut de 3.200.000 €.**

Le Président, sur délégation du conseil d'administration du 26 juillet 2018, a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital, réservée à deux investisseurs, intervenue suite à la création de 2.000.000 d'actions nouvelles, pour un montant total de 2 000 K€ de capital et 1 200 K€ de prime d'émission brute.

- **Augmentation de capital intervenue le 9 octobre 2018 suite à l'émission de 125.000 actions nouvelles, au prix de 1,6 €, prime d'émission incluse, représentant une souscription d'un montant total brut de 200.000 €.**

Le Président, sur délégation du conseil d'administration du 4 octobre 2018, a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital, avec suppression du DPS, intervenue suite à la création de 125.000 d'actions nouvelles, pour un montant total de 125 K€ de capital et 75 K€ de prime d'émission brute. La moitié de cette augmentation de capital (62 500 actions) a été faite en numéraire, l'autre par compensation de créance.

### 10.2. Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE » ou « bons »)

Différents programmes d'émission de BSPCE ont été mis en place par le Groupe depuis 2010. Ces programmes bénéficient au personnel salarié, aux dirigeants de Lucibel et depuis août 2015, aux salariés des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

La plupart des programmes présentent les caractéristiques suivantes :

- Chaque BSPCE donne le droit de souscrire à une action.
- Pour chaque émission, sauf modalités particulières, 50% des bons sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- Les BSPCE devenus exerçables peuvent être exercés à tout moment au cours de leur période de validité de 5 ans, décomptée à partir de la date d'attribution.
- En cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les BSPCE non encore acquis (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le conseil d'administration). Pour les attributions depuis 2016, une condition de présence au sein de l'entreprise est exigée pour l'exercice des BSPCE.

Certaines attributions comportent désormais des conditions de performance.

Entre 2010 et 2017, sept programmes ont été mis en place successivement par Lucibel SA (la Société). Les plans d'attributions de BSPCE de 2014 à 2017 sont toujours en cours, et dans le cadre de ces plans, 1 109 000 BSPCE ont été attribués, 468 416 ont été annulés suite au départ des bénéficiaires ou à la non réalisation des objectifs définis pour certains plans spécifiques.

En 2018, la Société a mis en place un nouveau programme et a attribué 180.000 BSPCE. Sur ces 180.000 BSPCE, 53 000 BSPCE ont d'ores et déjà été annulés par la Société suite au départ des bénéficiaires ou à la non réalisation des objectifs définis pour un plan spécifique.

Une synthèse des opérations d'émission de BSPCE est présentée ci-dessous :

<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>1 017 000</b>	<b>4,71</b>
Attribués	134 000	4,55
Exercés	-	-
Annulés	(278 416)	4,07
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>872 584</b>	<b>4,89</b>
Attribués	180 000	2,60
Exercés	-	-
Annulés	(285 000)	5,87
<b>Solde au 31 décembre 2018</b>	<b>767 584</b>	<b>4,00</b>

Au 31 décembre 2018, 444 667 actions peuvent être souscrites au titre des BSPCE exerçables à ce jour.

### *10.3. Options de souscription d'actions*

Les programmes d'options bénéficient aux salariés et mandataires sociaux éligibles de Lucibel SA et des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

Tous les programmes d'options présentent les caractéristiques suivantes :

- Chaque option donne le droit de souscrire à une action.
- Pour chaque émission, 50% des options sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- Les options devenues exerçables peuvent être exercées à tout moment sur une période de 7 ans décomptées à partir de la date d'attribution.
- En cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les options non encore acquises (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration).

Les plans d'attributions d'options de souscription d'actions de 2011 à 2016 sont toujours en cours. 187 750 options ont été attribuées à des prix compris entre 3,75 et 9,50 €. 87 000 ont été annulées suite au départ des bénéficiaires. 7 500 ont été exercées au prix de 5 €.

Les plafonds d'émission autorisés sont communs à l'émission de BSPCE.

Aucune option n'a été exercée sur l'exercice et 32 500 options ont été annulées car devenues caduques. Au risque de devenir caduques, les options attribuées dans le cadre de ces plans devront être exercées dans un délai de 7 ans à compter de leur attribution, au plus tôt pour 50% deux ans après la date d'attribution et pour le solde à partir de la 3<sup>ème</sup> année.

Une synthèse des opérations d'émission d'options de souscription d'actions est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux options attribuées et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>95 750</b>	<b>6,16</b>
Attribués	-	0
Exercés	-	-
Annulés	(2 500)	3,75
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>93 250</b>	<b>6,23</b>
Attribués	-	0
Exercés	-	-
Annulés	(32 500)	5,00
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>60 750</b>	<b>6,88</b>

#### 10.4. Attributions gratuites d'actions (« AGA »)

En juin 2016, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un programme d'attribution d'actions gratuites ne pouvant porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à plus de 5% du capital social de la société à la date de la décision de leur attribution. Au 31 décembre 2016, 54 000 actions gratuites ont été attribuées dans le cadre de ce programme. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 1 an, soit du 7 juillet 2016 au 6 juillet 2017 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 7 juillet 2017 au 6 juillet 2018. Lesdites actions seront effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition sous réserve de leur présence dans l'entreprise à cette date. Ainsi sur l'exercice, 1 000 AGA n'ont pas été acquises du fait du départ d'un salarié.

En mars 2017, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un nouveau programme d'attribution d'actions gratuites ne pouvant porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à plus de 5% du capital social de la société à la date de la décision de leur attribution. Sur l'exercice 2018, 10 000 AGA ont été attribuées portant le nombre total d'attributions d'actions gratuites de ce programme à 34 960 AGA. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 2 ans, soit du 3 avril 2018 au 3 avril 2020 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 3 avril 2020 au 3 avril 2021. Lesdites actions seront effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition sous réserve de leur présence dans l'entreprise à cette date. Sur ce programme, 3 800 AGA ont été annulées du fait du départ de salariés sur l'exercice 2018.

Une synthèse des opérations d'attribution d'actions gratuites est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions gratuites en circulation
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>54 000</b>
Attribuées	24 960
Acquises	(53 000)
Annulées	(2 500)
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>23 460</b>
Attribuées	10 000
Acquises	0
Annulées	(3 800)
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>29 660</b>

## NOTE 11 - Autres fonds propres

Les autres fonds propres correspondent à l'aide à l'innovation perçue d'OSEO et à l'avance consentie par la région Normandie pour l'implantation de la Société sur le site de Barentin.

Conformément aux termes du protocole conclu avec OSEO, l'aide octroyée d'un montant total de 750 K€, qui prend la forme d'une avance non rémunérée, conditionnée à la mise en œuvre du programme d'innovation présenté par la Société, a été versée à hauteur de 550 K€ à la signature du contrat ; le solde de 200 K€ a été perçu suite à la délivrance par OSEO de son constat de fin de programme, en novembre 2013. Au 31 décembre 2018, le solde s'élève à 151 K€ et sera intégralement remboursé au 30 juin 2019.

Pour aider à Lucibel à implanter son activité sur le site de Barentin et à y poursuivre le développement de ses innovations, la région Haute-Normandie lui a accordé, en 2014, une aide financière au titre « du soutien régional aux investissements des entreprises ». Cette aide a consisté en l'octroi de deux prêts à taux nul de montants respectifs de 800 K€ et 950 K€. En juin 2018, la Société a obtenu une suspension des remboursements mensuels pendant un an et rééchelonnement de la dette restante (1 343 K€) présenté dans le tableau ci-dessous :

Avances conditionnées	Mise en place	Taux d'intérêt effectif	Au 31 déc. 2018	Arrivant à maturité au cours des exercices suivants					
				31-déc-19	31-déc-20	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-23	31-déc-2023 et après
Avances OSEO	sept-11	0,00%	151	151		-	-	-	-
Avance Région Haute Normandie	2011	0,00%	1 343	157	269	269	269	269	112
<b>Total avances conditionnées</b>			<b>1 495</b>	<b>308</b>	<b>269</b>	<b>269</b>	<b>269</b>	<b>269</b>	<b>112</b>

## NOTE 12 - Provisions pour risques et charges

Les provisions s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2017	TUP	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/12/2018
Provision pour risque produit	332		210	(70)	(262)	210
Autres provisions pour risques	1 291	9	115	(1 240)	(23)	152
<b>Total provisions</b>	<b>1 623</b>	<b>9</b>	<b>325</b>	<b>(1 310)</b>	<b>(285)</b>	<b>362</b>
En exploitation			234	(70)	(262)	
En financier				(1 190)	(3)	
En exceptionnel			91	(50)	(20)	

La provision pour garantie produits couvre les coûts éventuels associés à un mauvais fonctionnement des produits commercialisés par la Société durant la période de garantie (comprise entre 1 et 3 ans). Cette provision est évaluée à partir d'une analyse de la nature et de la criticité des défauts identifiés et d'une estimation du coût des actions correctrices à mettre en œuvre (frais d'installation des produits remplacés inclus).

La reprise de provision pour risque financier de 1 190 K€ est liée à la TUP avec Lucibel Barentin.

Les provisions pour risques correspondent à la meilleure estimation du management des risques de sortie d'actif pour la Société, prenant en compte l'information disponible à la date d'arrêté des comptes. Les coûts réels auxquels la Société pourrait faire face pourraient différer de ces estimations.

### NOTE 13 - Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Au 31 décembre 2018, les caractéristiques des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit, hors découverts bancaires, sont les suivantes :

Libellé	Montant initial	Durée	Début	Fin	< 1an	>1an - < 5ans	> 5 ans	TOTAL
OSEO / PPA	150	60 mois +diff. 3 ans	19/04/2012	30/04/2020	30	15	-	45
COFACE	67	Assurance export	01/01/2014	31/03/2020	-	74		74
CM-CIC	500	60 mois	31/07/2013	30/04/2018	-	-	-	-
CM-CIC / Neuflyze	1 500	60 mois	20/06/2015	20/03/2020	300	75	-	375
BRED	396	36 mois	22/12/2017	22/12/2020	132	133	-	265
CM-CIC	570	60 mois	31/10/2018	31/10/2023	114	437		551
Intérêts courus					1	-	-	1
<b>TOTAL</b>	<b>3 183</b>				<b>577</b>	<b>734</b>	<b>-</b>	<b>1 311</b>

L'emprunt à moyen terme contracté en 2013 auprès de la banque CM-CIC (500 K€ de nominal), est sujet à des covenants financiers basés sur les comptes sociaux de Lucibel SA qui sont respectés. Ces covenants portent sur les capitaux propres (supérieurs à 4 M€), le ratio d'endettement net sur capitaux propres (inférieur à 50%).

L'emprunt à moyen terme contracté en 2015 auprès des banques CM-CIC et Neuflyze (1.500 K€ de nominal), est également sujet à des covenants financiers. L'un d'entre eux (EBITDA) n'est pas respecté au 31 décembre 2018 mais à la demande de Lucibel, les partenaires bancaires ont signifié leur accord en décembre 2018 pour ne pas demander le remboursement anticipé du solde restant dû au 31 décembre 2018 soit 450 K€ malgré le bris de covenant relatif à l'EBITDA.

Les covenants et engagements spécifiques fixés contractuellement avec les banques CM-CIC et Neuflyze sur la base des comptes consolidés sont les suivants :

- maintien des fonds propres de Lucibel à au moins 10 M€ (les fonds propres ainsi déterminés s'élèvent à 15 311 K€ au 31 décembre 2018) ;
- EBITDA >0 à compter du 31 décembre 2015 (l'EBITDA au 31 décembre 2018 présente une perte de 2 303 K€) ;
- maintien d'un ratio dettes financières nettes (hors avances conditionnées) sur fonds propres de Lucibel à moins de 0,5. Compte tenu de sa trésorerie disponible au 31 décembre 2018, le groupe Lucibel présente un ratio d'endettement net de 0,10.

### NOTE 14 – Emprunts et dettes financières diverses

Dans ce poste du bilan, figure le montant des dettes de la Société vis-à-vis de ces filiales. A fin décembre 2018, il s'élève à 7 288 K€ contre 4 610 K€ au 31 décembre 2017.

## NOTE 15 - Dettes fournisseurs et comptes rattachés

---

Les dettes fournisseurs ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2018	31/12/2017
Dettes fournisseurs.	1 111	1 149
Dettes fournisseurs d'immobilisations	-	-
Dettes fournisseurs - Factures non parvenues	477	326
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>1 588</b>	<b>1 475</b>

## NOTE 16 - Dettes fiscales et sociales

---

Les dettes fiscales et sociales ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2018	31/12/2017
Dettes sociales.	589	380
Dettes fiscales	307	6
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>896</b>	<b>386</b>

Le poste « *Dettes sociales* » intègre les provisions pour congés payés et pour rémunérations variables liées à l'activité 2018 à régler par la Société au cours du premier semestre 2019. Les dettes fiscales correspondent essentiellement à de la TVA.

## NOTE 17 - Autres dettes

---

Les autres dettes s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2018	31/12/2017
Clients créditeurs	105	233
Créditeurs divers	395	36
<b>Autres dettes</b>	<b>500</b>	<b>269</b>

Le poste « *Clients créditeurs* » comprend notamment les remises de fin d'année octroyées aux clients distributeurs de la Société, des acomptes et des avoirs à établir.

Les créditeurs divers sont liés à l'achat de la société Confidence.

## NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

---

### NOTE 18 - Chiffre d'affaires

---

La Société opère sur un seul secteur d'activité : le développement et la commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions d'éclairages de nouvelle génération issues de la technologie LED.

Sur l'exercice écoulé, le chiffre d'affaires de la Société s'établit à 5 579 K€ contre 6 268 K€ en 2017. 81% du chiffre d'affaires enregistré en 2018 a été réalisé en France (4 539 K€) ce qui confirme le recentrage depuis plusieurs années sur le territoire national. Les ventes réalisées à l'export sur l'exercice écoulé s'établissent à 1 040 K€.

### NOTE 19 - Achats et variations de stocks

---

Ce poste se décompose comme suit :

En K€	2018	2017
Achats matières premières	1 386	
Variations de stocks matières	(167)	
Achats de marchandises	904	3 493
Droits de douane sur achats de marchandises	47	67
Variations de stocks de marchandises	416	91
<b>Achats et variations de stocks</b>	<b>2 586</b>	<b>3 651</b>

La Société, ayant fusionné avec sa filiale Lucibel Barentin en début d'exercice 2018, achète désormais des composants et matières premières pour pouvoir assurer son activité de production et d'assemblage. L'évolution du poste « *Achats de marchandises* » est à mettre en perspective avec cette nouvelle organisation, puisque la Société n'achète plus de produits finis à son ancienne filiale. La réduction de ce poste est également liée à la baisse du niveau d'activité et à la baisse des prix d'achat négociés régulièrement par la Société.

## NOTE 20 - Charges externes

Les « Charges externes » s'établissent sur l'exercice écoulé à 2 434 K€ contre 2 432 K€ en 2017 et se décomposent ainsi :

En K€	2018	2017	Variation	
			En valeur	En %
Achats d'études	5	24	(19)	(79,2%)
Fournitures non stockables et petit équipement	262	21	241	1147,6%
Sous-traitance	13	5	8	160,0%
Locations mobilières	115	105	10	9,5%
Locations immobilières	156	64	92	143,8%
Charges locatives / entretien d'immeuble	42	52	(10)	(19,2%)
Entretien, réparation, maintenance	117	71	46	64,8%
Assurance	73	60	13	21,7%
Etudes et recherche	-	219	(219)	(100,0%)
Documentation / séminaires	5	6	(1)	(16,7%)
Personnel intérimaire ou détaché	6	346	(340)	(98,3%)
Honoraires	668	736	(68)	(9,2%)
Publicité, catalogues, expositions	143	97	46	47,4%
Frais de Transport	416	334	82	24,6%
Voyages et déplacements - Réceptions	261	174	87	50,0%
Affranchissement / téléphone / internet	92	75	17	22,7%
Services bancaires	29	28	1	3,6%
Concours divers	6	7	(1)	(14,3%)
Frais de recrutement	25	8	17	212,5%
<b>Autres achats et charges externes</b>	<b>2 434</b>	<b>2 432</b>	<b>2</b>	<b>0,1%</b>

La Société ayant racheté le site de Barentin en février 2018, elle assume désormais l'intégralité des charges inhérentes à son fonctionnement ce qui explique l'évolution à la hausse des postes « Fournitures non stockables et petit équipement », « Entretien, réparation, maintenance » et dans une moindre mesure « Assurances ».

La fusion entre la Société et sa filiale Lucibel Barentin explique la baisse très importante du poste « Personnel intérimaire ou détaché » puisqu'il n'y a plus de refacturation de personnel entre les deux entités. Elle explique également la hausse enregistrée au niveau des postes « Voyages et déplacements » et « Affranchissements, téléphone, internet ».

La Société a eu recours, en 2018, au service d'une agence de relations média ce qui se traduit dans l'augmentation du poste « Publicité, catalogues, expositions ».

Enfin, le poste « Frais de transport » a augmenté de façon significative entre les deux exercices en raison de la hausse imposée des tarifs des transporteurs.

## NOTE 21 - Effectifs et charges de personnel

### 21.1 Effectifs

Au 31 décembre 2018, l'effectif total s'élève à 61 contre 26 en 2017 du fait de l'intégration du personnel de Lucibel Barentin et de Confidence dans les effectifs de Lucibel en 2018.

Cet effectif se répartit selon les catégories suivantes :

	2018	2017
Cadres (cadres dirigeants et autonomes)	36	24
Non cadres et agents de maîtrise	25	2
<b>Total Effectif</b>	<b>61</b>	<b>26</b>

### 21.2 Charges de personnel et engagements de retraite

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les charges de personnel, y compris les rémunérations variables liées aux performances et les charges patronales, se sont élevées à 3 753 K€ contre 2 322 K€ en 2017. L'augmentation de ce poste sur la période s'explique d'une part par l'intégration des charges de personnel de Barentin mais aussi par le transfert des salariés de SLMS, joint-venture commune entre Lucibel et Schneider Electric et dont l'impact en base annuelle est d'environ 500 K€.

Les indemnités de fin de carrière dues aux salariés n'ont pas fait l'objet d'une provision. L'engagement calculé selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées (P.B.O.) s'élève à 19 K€ au 31/12/2018.

Les hypothèses mises en œuvre dans l'évaluation sont les suivantes :

- Taux d'actualisation brut : 1,57 %
- Taux de revalorisation des salaires : 1,5%
- Charges sociales patronales : 45%
- Table de mortalité : INSEE 2013
- Droits conventionnels : l'indemnité de départ en retraite est déterminée à partir de la convention collective si celle-ci est plus favorable que le régime légal. La convention collective appliquée est celle du commerce de gros.
- Départ à la retraite : à l'initiative du salarié
- Age de la retraite : 67 ans

### 20.3 CICE

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté pour un montant de 72 K€. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel.

Le produit du CICE, propre à l'entreprise, comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés de cet exercice.  
Ce crédit d'impôt est utilisé pour favoriser la prospection commerciale et les investissements notamment en matière de recherche.

Les filiales faisant partie du groupe d'intégration fiscale (Procédés Hallier et Cordel) ont également bénéficié d'un CICE à hauteur de 114 K€ utilisé pour le financement de leur besoin en fonds de roulement.

## NOTE 22 - Dotations et reprises sur amortissements et provisions

Les dotations et reprises sur amortissements et provisions se ventilent de la façon suivante :

En K€	2018	2017
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	481	299
Dotations aux provisions sur actifs circulants (stocks, créances)	1 333	589
Dotations aux provisions pour débiteurs divers	-	-
Dotations aux provisions pour risques et charges	234	350
<b>Sous total dotations aux amortissements et aux provisions</b>	<b>2 048</b>	<b>1 238</b>
Reprises sur provisions sur actifs circulants (stocks, créances)	(1 086)	(1 340)
Reprise sur provisions pour risques et charges	(332)	-
<b>Sous total reprises aux amortissements et aux provisions</b>	<b>(1 418)</b>	<b>(1 340)</b>
<b>Total net</b>	<b>630</b>	<b>(102)</b>

Les « Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles » sur 2018 sont principalement constituées d'amortissement des frais de R&D.

## NOTE 23 - Résultat financier

En K€	2018	2017
Gains de change	19	95
Reprise de provisions	1 445	638
Autres produits financiers	248	382
<b>Produits financiers</b>	<b>1 712</b>	<b>1 115</b>
Pertes de change	(20)	(71)
Dotations financières aux provisions	(4 203)	(1 484)
Pertes sur créances liées à des participations	(6 273)	-
Intérêts et autres charges financières	(134)	(190)
<b>Charges financières</b>	<b>(10 630)</b>	<b>(1 745)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(8 918)</b>	<b>(630)</b>

Sur l'exercice écoulé, les dotations financières aux provisions s'établissent à 4 203 K€ et portent :

- sur les créances rattachées à la filiale Line 5 (540 K€), étant précisé que cette dotation est compensée par une reprise d'un montant similaire en exploitation suite au reclassement de ces créances en compte courant ;
- sur la dépréciation des titres Cordel. Dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine intervenue entre Lucibel et Cordel Développement, une évaluation des titres inscrits à l'actif de la société a été réalisée selon la méthode des cash-flow actualisés. La comparaison entre la valeur

estimée par cette méthode et la valeur nette de l'entreprise (capitaux propres – dettes) a conduit la société à enregistrer une dépréciation de 3.648 K€.

Est également intégrée dans ce poste la dépréciation sur les titres détenus en autocontrôle à hauteur de 28 K€

Les pertes sur créances liées à des participations correspondent à l'impact des fusions de Cordel Développement et Lucibel Barentin (voir note 2 – Faits marquants de l'exercice).

Les intérêts et autres charges financières comprennent des intérêts sur comptes courants pour 94 K€ et des intérêts d'emprunts à hauteur de 24 K€.

Les reprises de provisions pour 1 445 K€ couvrent les opérations de restructuration (fusion de Lucibel Barentin).

## NOTE 24 - Résultat exceptionnel

---

Les charges et produits exceptionnels regroupent les opérations de nature inhabituelle et/ou dont la survenance est rare.

Sur l'exercice 2018, la perte exceptionnelle nette de 338 K€ correspond essentiellement à :

- des charges exceptionnelles sur opérations de gestion pour 303 K€ qui comprennent essentiellement des coûts de restructuration à hauteur de 296 K€ ;
- des dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions pour 118 K€ qui comprennent principalement des amortissements dérogatoires (coût d'acquisition des titres de participation), des provisions pour motifs sociaux (restructuration et litiges) et pour litiges divers ;
- des reprises de provisions pour risques pour 70 K€ suite à des litiges dénoués au cours de l'exercice.

Sur l'exercice 2017, la perte nette exceptionnelle de 304 K€ correspond essentiellement à :

- des charges exceptionnelles sur opérations de gestion pour 397 K€ qui comprennent essentiellement des abandons de créances commerciales à destination des filiales à hauteur de 164 K€ et des coûts de restructuration à hauteur de 174 K€ ;
- des charges exceptionnelles nettes sur opérations en capital pour 109 K€ qui correspondent à des opérations sur actions propres ;
- des dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions pour 61 K€ qui comprennent principalement des amortissements dérogatoires (coût d'acquisition des titres de participation), des provisions pour motifs sociaux (restructuration et litiges) et pour litiges divers ;
- des reprises de provisions pour risques pour 150 K€ suite à des litiges sociaux dénoués au cours de l'exercice ;
- des transferts de charges exceptionnels pour 106 K€.

## NOTE 25 - Impôts

---

L'incidence sur le résultat des dispositions fiscales est la suivante :

En K€	2018	2017
Impôts sur les bénéfices	(220)	(271)
Crédits d'impôt	(202)	(177)
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>(422)</b>	<b>(448)</b>

Compte tenu de la perte de l'exercice, aucune charge d'impôt n'a été comptabilisée au 31 décembre 2018 par la Société. A cette date, la Société dispose de déficits fiscaux cumulés de 42 521 K€. Ces déficits peuvent être reportés indéfiniment ; cependant, le montant du déficit pouvant être déduit d'un bénéfice ultérieur est plafonné à un montant de 1 M€ par année, auquel s'ajoute, le cas échéant, 50 % de la fraction du bénéfice excédant 1 M€.

La Société a comptabilisé en 2018 en produits d'impôts l'économie d'impôt générée par sa filiale Procédés Hallier dans le cadre de l'intégration fiscale pour 220 K€ et l'ensemble des crédits d'impôt auquel elle est éligible, pour un montant global de K€ 202 (CIR). Le crédit d'impôt compétitivité emploi a été comptabilisé en déduction des charges de personnel pour 72 K€.

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

---

### NOTE 26 --Engagements hors bilan

---

Dans le cadre de son activité, la Société est amenée à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements ont fait l'objet de provisions tels que les engagements liés à la garantie produits.

Au 31 décembre 2018, la nature des engagements portés par la Société reste sensiblement identique à celle existant au 31 décembre 2017. Les principaux engagements hors bilan et passifs éventuels sont listés ci-après.

La Direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas à ce jour d'engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière actuelle ou future, autres que ceux listés ci-dessous.

#### *26.1 Engagements de location*

La Société loue des bureaux à Rueil-Malmaison au travers d'un bail ayant pris effet le 1<sup>er</sup> octobre 2016 pour une durée de neuf ans avec un engagement ferme d'occupation de six années prenant fin le 30 septembre 2022, en contrepartie d'une franchise de loyer de 11 mois. Le loyer annuel chargé hors taxes est de 155 K€.

Au 31 décembre 2018, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre de ce bail s'établissent à 598 K€. La Société ayant décidé de déménager au début de 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, cet engagement est nettement moins significatif.

Enfin, la Société loue des véhicules de fonction principalement affectés à ses effectifs commerciaux dans le cadre de contrats de location simple de durée généralement comprise entre 36 et 48 mois. Les redevances versées en 2018 par la Société dans le cadre de ses contrats se sont établies à 101 K€.

#### *26.2 Engagements pris dans le cadre de la mise en place d'un emprunt bancaire*

La Société s'est engagée, à l'occasion de la mise en place d'un emprunt bancaire au cours de l'été 2013, à respecter un ensemble de « covenants » portant sur le ratio dettes financières nettes sur fonds propres et le montant des fonds propres. Ces covenants portent sur les comptes de Lucibel SA. Au 31 décembre 2018, ces engagements sont respectés.

Par ailleurs, à la mise en place de l'emprunt, la Société a nanti au profit de CM-CIC 20% du capital de Cordel Développement. Ce nantissement diminue au cours de l'emprunt proportionnellement aux remboursements effectués. Le montant restant à rembourser au 31 décembre 2017 est de 80 K€ pour un montant initial de 500 K€.

La Société s'est engagée, à l'occasion de la mise en place d'un emprunt bancaire en mars 2015, à respecter un ensemble de « covenants » développés en note 13.

Par ailleurs, à la mise en place de l'emprunt, la Société a nanti au profit des établissements de crédit concernés (CM-CIC, Neuflyze) 50% des titres de Procédés Hallier. Le montant restant à rembourser s'élève à 375 K€ à la clôture de l'exercice.

Pour financer l'acquisition de la société Confidence SAS, la société Lucibel a souscrit un nouvel emprunt de 570 K€ auprès de CM-CIC. A la mise en place de l'emprunt, la Société a nanti, au profit de l'établissement de crédit, 25% du capital de Procédés Hallier, le montant restant dû au 31/12/2018 est de 551 K€.

#### *26.3 Engagements reçus dans le cadre de la cession des titres Citéclaire*

Dans le cadre de la cession d'une partie des titres de la société Citéclaire en 2015 et 2016, la Société a reçu dans l'attente du paiement complet du prix de cession le nantissement de l'ensemble des titres cédés.

## 26.4 Engagements reçus dans le cadre des abandons de créances consentis à la société Citéclair

La Société a consenti des abandons de créances à la société Citéclair portant sur un montant global HT de 562 K€. Une clause de retour à meilleure fortune a été conclue entre les parties et prévoit que Citéclair rembourse progressivement la Société chaque semestre à hauteur de 50% du flux de trésorerie net positif généré sur le semestre courant. Aucun remboursement n'est intervenu au 31 décembre 2018. La clause de meilleure fortune est plafonnée à 332 K€.

Au 31 décembre 2018 la Société ne bénéficiait pas d'autres engagements donnés ou reçus significatifs.

## NOTE 27 - Evénements postérieurs

---

### Vente du site de Barentin

Le Groupe a finalisé en avril 2018, la cession d'une partie de son site de production et d'assemblage de Barentin (Normandie). La cession s'est faite au profit du fonds d'investissement M7 FAF France dans le cadre d'un schéma de « Sale and Lease-back », sans option d'achat. Cette opération, qui a permis à Lucibel d'encaisser 4 075 K€ brut est assortie d'un engagement ferme de location du site pendant 10 ans (340 K€ sur les 2 premiers années puis 395 K€ pour les autres annuités) sans option d'achat à l'issue du contrat de location.

Lucibel a cédé les bâtiments et une partie du terrain, pour une superficie totale de 33 007 m<sup>2</sup> mais a conservé deux parcelles de réserve foncière, pour une superficie totale de 11 957 m<sup>2</sup> qui pourront faire l'objet d'opérations de promotion immobilière, ou permettre une extension des bâtiments existants en fonction du développement de l'activité sur le site.

### Acquisition de la société Lorenz Light Technic

Le Groupe a acquis en avril 2019, 100% des titres de la société Lorenz Light Technic.

Pour cette acquisition, le prix payé par Lucibel se décompose de la façon suivante :

- un paiement initial en numéraire de 1 100 K€ intervenu le 11 avril 2019, financé grâce à la cession du site de Barentin ;
- trois compléments de prix correspondant à :
  - 60% du résultat net de la société Lorenz Light Technic au titre de son exercice clos le 31 mars 2019 ;
  - 30% du résultat net de la société Lorenz Light Technic au titre de son exercice clos le 31 décembre 2019 (exercice comptable du 1er avril 2019 au 31 décembre 2019) ;
  - 20% du résultat net de la société Lorenz Light Technic au titre de son exercice clos le 31 décembre 2020 (exercice comptable du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020).

## NOTE 28 - Transactions avec les parties liées

---

### 28.1 Rémunération des dirigeants et administrateurs

Les principes de rémunération et avantages assimilés alloués au Président du conseil d'administration et aux Directeurs généraux ont été définis au cours du conseil d'administration du 3 avril 2018 et ont été revus lors du conseil d'administration du 26 avril 2019, en ce qui concerne l'arrêté des rémunérations variables dues au titre de 2018.

Le montant total des rémunérations au titre des avantages à court terme et avantages en nature versés aux mandataires sociaux et aux organes d'administration par la Société s'est élevé à 569 K€ en 2018 contre 440 K€ en 2017.

80.000 BSPCE ont été attribués aux dirigeants au cours de l'exercice au prix d'exercice de 2,6 €.

Lucibel SA n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux excepté pour Monsieur Brepson, Directeur Général Délégué de Lucibel SA en cas de révocation sans juste motif ou de non renouvellement du mandat à son échéance (50 K€). Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux.

## 28.2 Informations concernant les parties liées et entreprises liées

31/12/2018 En K€, net	Société actionnaire (Etoile Finance)	Filiales et participations	Total
Immobilisations financières		15 825	15 825
Créances clients et comptes rattachés		2 412	2 412
Autres créances		2 427	2 427
<b>Total Actif</b>	-	<b>20 664</b>	<b>20 664</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		95	95
Autres dettes		7 288	7 288
<b>Total Passif</b>	-	<b>7 383</b>	<b>7 383</b>
Produits d'exploitation		1 525	1 525
Charges d'exploitation	(150)	(40)	(190)
Produits Financiers		37	37
Charges financières		(95)	(95)
Produits / (charges) exceptionnels		(107)	(107)

31/12/2017 En K€, net	Société actionnaire (Etoile Finance)	Filiales et participations	Total
Immobilisations financières	-	15 241	15 241
Créances clients et comptes rattachés	-	2 001	2 001
Autres créances	-	2 005	2 005
<b>Total Actif</b>	-	<b>19 247</b>	<b>19 247</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45	632	677
Autres dettes	-	4 609	4 609
<b>Total Passif</b>	<b>45</b>	<b>5 241</b>	<b>5 286</b>
Produits d'exploitation	-	1 666	1 666
Charges d'exploitation	(150)	(2 562)	(2 712)
Produits Financiers		131	131
Charges financières		(151)	(151)

## NOTE 29 – Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes de la Société pris en charge au cours de l'exercice 2018 s'élèvent à 125 K€ au titre de leur mission et se décomposent ainsi :

2018	LUCIBEL
<b>01 AUDIT</b>	<b>62</b>
-Certification des comptes	58
- Autres missions	4
<b>ERNST &amp; YOUNG</b>	<b>63</b>
-Certification des comptes	58
- Autres missions	5
<b>TOTAL</b>	<b>125</b>

## NOTE 30 - Etat des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

### 30.1 Créances

31/12/2018 – En K€	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
Créances rattachées à des participations	3 184	-	3 184
Prêts	44	12	32
Autres immobilisations financières	103	-	103
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients douteux ou litigieux	2 116	-	2 116
Autres créances clients	1 110	1 110	-
Personnel et comptes rattachés	15	15	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-	-	-
Etat et autres collectivités publiques	935	935	-
Groupe et associés	2 428	1 645	783
Avances et acomptes sur commandes fournisseurs	469	469	-
Débiteurs divers	545	416	129
Charges constatées d'avance	116	116	-
<b>TOTAUX</b>	<b>11 066</b>	<b>4 718</b>	<b>6 348</b>

### 30.2 Dettes

31/12/2018 - en K€	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 318	584	734	-
Avances conditionnées	1 495	308	1 187	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 588	1 588	-	-
Personnel et comptes rattachés	257	257	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	332	332	-	-
Etat et autres collectivités publiques	307	307	-	-
Groupe et associés	7 288	7 288	-	-
Autres dettes	500	500	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
<b>TOTAUX</b>	<b>13 085</b>	<b>11 164</b>	<b>1 921</b>	<b>-</b>

## NOTE 31 - Tableau des filiales et participations

	Capital (en devises locales)	Capitaux propres (i)	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus (K€)		Prêts et Avances (ii) consentis et non encore remboursés (K€)	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires H.T du dernier exercice clos (K€)	Résultat du dernier exercice clos (K€)	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
<b>1 – Filiales (Plus de 50% du capital détenu)</b>											
Diligent Factory (Chine)	KRMB 4 503	17	1	500	-		-	8	(41)	-	
Lucibel Asia	KHKS			50							Société en cours de liquidation
Lucibel Suisse	K CHF 1100	(192)	1	902	-	10	-		()	-	Au 31 décembre 2018 les provisions sur prêts et avances s'élèvent à K€ 10
Lucibel Benelux	K€ 62	(6)	1	51	-	-	-	-	(2)		
Cordel	K€ 120	(1 607)	1	4 205	557	3 174	-	9 505	(1 883)		
Procédés Hallier	K€ 18	6 934	1	6 533	6 533	1 208-	-	2 038	557		
Lucibel Africa	KMAD 1 000	(87)	1	73	-	11	-	228	(70)		
Line 5	K€ 10	(696)	1	10	-	975	-	981	(8)		Au 31 décembre 2018 les provisions sur prêts et avances s'élèvent à K€ 615
Luciconnect	K€ 50	(124)	1	35	-	103	-	-	(100)		
<b>2 – Participations (10% à 50% du capital détenu)</b>											
SLMS	K€ 500	(254)	1	250	-	103	-	0	(106)		Au 31 décembre 2017 les provisions sur prêts et avances s'élèvent à K€ 101
Citéclaire	K€ 100		0	24	-	-	-				Chiffres non disponibles
Lucibel Middle East	KAED 100	(1 182)	0	8	-	29	-	490	(32)		

(i) Y compris résultat de l'exercice

(ii) Y compris le cas échéant, les comptes courants et débiteurs divers

# **RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**



**LUCIBEL S.A.  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018**

**Rapport des commissaires aux comptes sur les  
comptes consolidés**

**01 AUDIT ASSISTANCE**  
33, rue Anna Jacquin  
92100 Boulogne-Billancourt  
S. A. R. L. au capital de € 106 928

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

**ERNST & YOUNG Audit**  
Tour First  
TSA 14444  
92037 Paris-La Défense cedex  
S.A.S. à capital variable  
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **LUCIBEL S.A.**

Exercice clos le 31 décembre 2018

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

A l'Assemblée Générale de la société LUCIBEL S.A.,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société LUCIBEL S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **■ Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### **■ Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Changement de référentiel comptable » de la note 1 de l'annexe qui expose le changement de référentiel comptable opéré par le groupe sur l'exercice.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Le paragraphe « Financement et continuité d'exploitation » de la note 1 de l'annexe des états financiers consolidés précise les éléments qui ont été pris en considération par la société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes consolidés. Nos travaux ont consisté à examiner les éléments qui nous ont été communiqués à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, à vérifier que l'annexe donne une information appropriée.

Votre groupe estime la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée selon les modalités décrites dans le paragraphe « Dépréciation des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles » de la note 1 de l'annexe des états financiers consolidés. Nous avons examiné les modalités de détermination de la valeur recouvrable de ces actifs ainsi que les hypothèses et estimations retenues, et l'information fournie dans les notes 13 et 14 de l'annexe des états financiers consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Boulogne-Billancourt et Paris-La Défense, le 30 avril 2019

**Les Commissaires aux Comptes**

**01 AUDIT ASSISTANCE**

**ERNST & YOUNG Audit**

**Brigitte Guillebert**

**Pierre-Henri Pagnon**



**01 AUDIT ASSISTANCE**  
33 rue Anna Jacquin  
92 100 Boulogne Billancourt  
SARL au capital de 106.928 €

Commissaire aux comptes  
Membre de la CRCC de Versailles



**ERNST & YOUNG Audit**  
Tour First – TSA 14444  
92 037 Paris - La Défense Cedex  
SAS à capital variable  
344 366 315 R.C.S. Nanterre  
Commissaire aux comptes  
Membre de la CRCC de Versailles

## **LUCIBEL S.A**

**Société anonyme au capital de 14.193.496 €**

**Parc d'Activités du Hoquet – 101 allée des Vergers**

**76300 BARENTIN**

**RCS Rouen 507 422 913**

-----

### **ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

**du 25 juin 2019**

**statuant sur les comptes de l'exercice**

**clos le 31 décembre 2018**

-----

### **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

-----

**LUCIBEL S.A.**

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018**

A l'Assemblée Générale de la société LUCIBEL S.A.,

## **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LUCIBEL S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **FONDEMENT DE L'OPINION**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Le paragraphe « Financement et continuité d'exploitation » de la note « Généralités » de l'annexe des comptes annuels précise les éléments qui ont été pris en considération par la société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes annuels. Nos travaux ont consisté à examiner les éléments qui nous ont été communiqués à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, à vérifier que l'annexe donne une information appropriée.

Les méthodes retenues pour l'évaluation des titres de participation et des créances rattachées figurent dans le paragraphe 1.5 de la note 1 de l'annexe des comptes annuels et l'application qui en résulte est détaillée dans les notes 5 « Immobilisations financières » et 23 « Résultat financier » de l'annexe des comptes annuels. Nos travaux ont consisté à apprécier les

approches et hypothèses retenues par la société au regard notamment des décisions prises par la direction et de ses plans d'actions et à réaliser des tests sur les calculs effectués par votre société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion n'inclut pas les informations relatives au nombre de factures reçues et émises non réglées à la date de clôture tel que prévu par cet article.

### ***Informations relatives au gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

### ***Autres informations***

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne Billancourt et Paris-La Défense, le 30 avril 2019

Les commissaires aux comptes

**01 AUDIT ASSISTANCE**

**ERNST & YOUNG Audit**

**Brigitte GUILLEBERT**

Commissaire aux comptes associée

**Pierre-Henri PAGNON**

Commissaire aux comptes associé



**01 AUDIT ASSISTANCE**  
33 rue Anna Jacquin  
92 100 Boulogne Billancourt  
SARL au capital de 106.928 €

Commissaire aux comptes  
Membre de la CRCC de Versailles



**ERNST & YOUNG Audit**  
Tour First – TSA 14444  
92 037 Paris - La Défense Cedex  
SAS à capital variable  
344 366 315 R.C.S. Nanterre  
Commissaire aux comptes  
Membre de la CRCC de Versailles

#### **1.1.1. LUCIBEL S.A**

**Société anonyme au capital de 14.193.496 €**

**Parc d'Activités du Hoquet – 101 allée des Vergers**

**76300 BARENTIN**

**RCS Rouen 507 422 913**

-----

**ASSEMBLEE GENERALE**

**d'approbation des comptes de l'exercice**

**clos le 31 décembre 2018**

-----

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

-----

**LUCIBEL S.A**

**Rapport spécial des commissaires aux comptes**

**sur les conventions réglementées**

**à l'assemblée générale ordinaire d'approbation des comptes**

**de l'exercice clos le 31 décembre 2018**

A l'assemblée générale de la société LUCIBEL S.A,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

### **1. Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article L225-40 du code de commerce, nous avons été avisés de la convention suivante, conclue au cours de l'exercice écoulé, qui a fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

#### **Avec Monsieur Edouard Lebrun**

*Mandataire concerné* : Edouard Lebrun, Directeur Général Délégué de Lucibel SA

*Nature et objet* : Convention de cession de titres de la société SLMS (Schneider Lucibel Managed Services)

*Modalités* : Le Conseil d'administration de la Société, réuni en date du 14 décembre 2017 a autorisé le rachat par la Société à Monsieur Edouard LEBRUN, directeur général de la Société, des mille cinq cents (1 500) actions qu'il détenait dans SLMS, filiale détenue à 47% par la Société, et ceci à leur valeur nominale, soit dix (10) euros par action, pour un montant total de quinze mille (15.000) euros.

*Motif justifiant de son intérêt pour votre Société* : votre Conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société, a jugé opportun pour votre Société d'acquérir ces titres afin de faciliter ainsi les opérations de liquidation amiable de SLMS.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes versé par la Société à Monsieur Edouard LEBRUN le 19 mars 2018 s'est élevé à 15.000 € HT.

## **CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

## **2. Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

### **2.1. Avec la société Etoile Finance**

*Mandataire concerné :* Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre Société et Gérant de la société Etoile Finance

*Nature et objet :* Fourniture de prestations de conseils par la société Etoile Finance, société holding détenant environ 10 % du capital de votre Société au 31 décembre 2018.

*Réexamen en application de l'article L.225-40-1 du code de commerce :* Votre conseil d'administration, réuni en date du 3 avril 2018, a conclu à la poursuite de cette convention pour 2018 dans des conditions financières inchangées par rapport à la convention de 2016.

*Modalités :* la rémunération mensuelle de la société Etoile Finance pour ses prestations en matière d'orientations stratégiques, d'opérations d'investissement et de croissance externe, et en matière de développement commercial et d'innovation technologique notamment, est demeurée fixée à 12.500 € hors taxes.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes des prestations de services de la société Etoile Finance comptabilisées en charges par votre Société sur l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est élevé à 150.000 €.

### **2.2 Avec la société LuciConnect**

*Mandataires concernés :* Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre Société et membre du conseil d'administration de LuciConnect  
Edouard Lebrun, Directeur Général Délégué de Lucibel SA et membre du conseil d'administration de LuciConnect

*Nature et objet :* Convention de services

*Réexamen en application de l'article L.225-40-1 du code de commerce :* Votre conseil d'administration, réuni en date du 3 avril 2018, a conclu à la poursuite de cette convention de services pour 2018 dans des conditions financières inchangées par rapport à la convention de 2017.

*Modalités :* l'objet de cette convention est la fourniture par votre Société de prestations de services « corporate » récurrentes (comptabilité, droit des sociétés), rémunérées sur une base forfaitaire annuelle, ainsi que de services de domiciliation évalués de façon forfaitaire selon le nombre de mètres carrés utilisés par la société LuciConnect, filiale à 70% de votre Société.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes des prestations de services facturées par votre Société à la société LuciConnect sur l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est élevé à 12.000 €.

## **2.3 Avec la société LuciConnect**

*Mandataires concernés :* Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre Société et membre du conseil d'administration de LuciConnect  
Edouard Lebrun, Directeur Général Délégué de Lucibel SA et membre du conseil d'administration de LuciConnect

*Nature et objet :* Convention de mise à disposition de personnel

*Réexamen en application de l'article L.225-40-1 du code de commerce :* Votre conseil d'administration, réuni en date du 3 avril 2018, a constaté la poursuite de cette convention pour 2018, étant précisé qu'elle ne concerne que le directeur général de LuciConnect qui est salarié de Lucibel SA.

*Modalités :* La refacturation effectuée par votre Société à sa filiale se base sur le temps de travail estimé consacré par son salarié à LuciConnect aux conditions de rémunération de ce dernier chez Lucibel SA.

Le montant total hors taxes facturé par votre Société à LuciConnect sur l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est élevé à 100 873 €.

## **2.4 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services (SLMS)**

*Mandataires concernés :* Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de Lucibel et membre du conseil d'administration de la société SLMS  
Edouard Lebrun, Directeur Général Délégué de Lucibel SA et Directeur Général de SLMS.

*Nature et objet :* Convention de services

*Réexamen en application de l'article L.225-40-1 du code de commerce :* Votre conseil d'administration, réuni en date du 14 décembre 2017, a constaté la poursuite de cette convention jusqu'au 31 décembre 2018.

*Modalités :* Cette convention prévoit des prestations de services « corporate » récurrentes (comptabilité, droit des sociétés), rémunérées sur une base forfaitaire annuelle, des prestations ponctuelles, en matière de propriété intellectuelle notamment, évaluées au cas par cas sur la base d'un taux horaire forfaitaire ainsi que des services de domiciliation évalués de façon forfaitaire selon le nombre de mètres carrés utilisés par SLMS.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes des prestations de services facturées par votre Société à la société SLMS sur l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est élevé à 25.000 €.

## **2.2 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services (SLMS)**

*Mandataires concernés :* Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de Lucibel et membre du conseil d'administration de la société SLMS  
Edouard Lebrun, Directeur Général Délégué de Lucibel SA et Directeur Général de SLMS.

*Nature et objet :* Convention d'avance en compte courant

*Réexamen en application de l'article L.225-40-1 du code de commerce :* Votre conseil d'administration, réuni en date 3 avril 2018, a constaté la poursuite de cette convention d'avance en compte courant portant sur un montant de 100.000 € versé au premier trimestre 2017.

*Modalités* : L'avance consentie est productive d'un intérêt annuel calculé suivant le taux moyen mensuel de l'EURIBOR trois mois, tel qu'il est publié par la Fédération Bancaire Européenne, augmenté d'une marge de 2%.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes facturé par la Société à SLMS sur l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est élevé à 1.708,11 €. Le montant de l'avance SLMS au 31/12/2018 dans les comptes de la Société est de 102.719,75 €.

Fait à Boulogne Billancourt et à Paris-La Défense, le 6 mai 2019

Les commissaires aux comptes

**01 AUDIT ASSISTANCE**

**ERNST & YOUNG Audit**

**Brigitte GUILLEBERT**

Commissaire aux comptes associée

**Pierre-Henri PAGNON**

Commissaire aux comptes associé